

LE COURRIER

150 ANS

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°43 | 151^e année | CHF 3.50

ITALIE

Encore et toujours là...



Le Cavaliere s'est allié avec deux partis d'extrême droite, la Ligue du Nord et les Frères d'Italie. KEYSTONE

3 Les derniers sondages avant les élections du 4 mars donnent l'avantage à une coalition autour du parti de Silvio Berlusconi, resté incontournable malgré ses frasques. Les explications de l'historien Marc Lazar.

éditorial
GUSTAVO KUHN
DU
COMPROMIS
DYNAMIQUE
AU CONFORT
MOU

L'affaire Broulis agite les médias depuis près de trois semaines. Mais c'est seulement mardi prochain que la présidente du gouvernement vaudois, Nuria Gorrite, s'exprimera sur la question devant les députés. Une intervention, au nom du Conseil d'Etat, qui répond à une interpellation d'un élu d'Ensemble à gauche. Or, outre des demandes d'éclaircissement, les arrangements du magistrat avec ses impôts n'ont pas déclenché de séisme politique. Le silence de nombreuses personnalités et partis de gauche est même assourdissant.

La presse – à commencer par le *Tages-Anzeiger* qui a révélé les incohérences du domicile fiscal du conseiller d'Etat en charge du Département des finances vaudois – a pourtant bien démontré que le grand argentier du canton n'a pas joué franc jeu à l'heure de payer ses impôts. Et relevé que Pascal Broulis a même refusé de s'en expliquer devant ses collègues, se cachant derrière le secret fiscal.

Or, si une seule personne dans le canton devait faire preuve d'exemplarité et de transparence sur le paiement de ses impôts, ce serait justement le patron du département qui les collecte et les administre. Peu importe, au fond, le montant des sommes en jeu. Il s'agit d'une question de principe.

Les attermoissements du principal intéressé à l'heure de tenter d'éclaircir sa situation n'ont fait qu'accroître le malaise sur l'attitude du ministre PLR. Un malaise aggravé par la situation fiscale de sa collègue de parti, la conseillère nationale Isabelle Moret. Et par l'attaque du même Broulis contre les journalistes qui en ont parlé.

Partout ailleurs que dans le canton de Vaud, les partis politiques adverses auraient fait feu de tout bois contre un ministre des Finances qui accomode sa propre déclaration. Mais pas au pays du consensus sans vague.

A y regarder de plus près, le traitement – ou plutôt l'évitement – de cette affaire par la classe politique est symptomatique d'un problème de fond. Car le «compromis dynamique» tant loué par les dirigeants vaudois semble s'être mué en confort mou. En système établi, où personne n'ose critiquer l'autre, de peur d'embarrasser un partenaire. Au point de ne même pas réaffirmer des valeurs et exigences de base quand la situation l'exige. De tuer dans l'œuf le débat démocratique et les questionnements politiques. Et surtout, de risquer de faire passer la classe dirigeante locale pour une caste corporatiste, où on s'arrange et se défend parmi.

WEEK-END

17 SOLIDARITÉ A 14 ans, une Chavannoise a monté un projet de soutien à une école en Côte d'Ivoire.

leMAG



MARIA FOLCOWER

Danser tous azimuts

23 DANSE A Lausanne, «Les Printemps de Sévelin» réunissent la scène contemporaine émergente.

27 LIVRES A l'aube des élections de 2012 en Russie, Roman Sentchine prend le pouls de la contestation.

GENÈVE

Les Verts ont déposé une initiative contre la pollution, qui a convaincu 6350 signataires

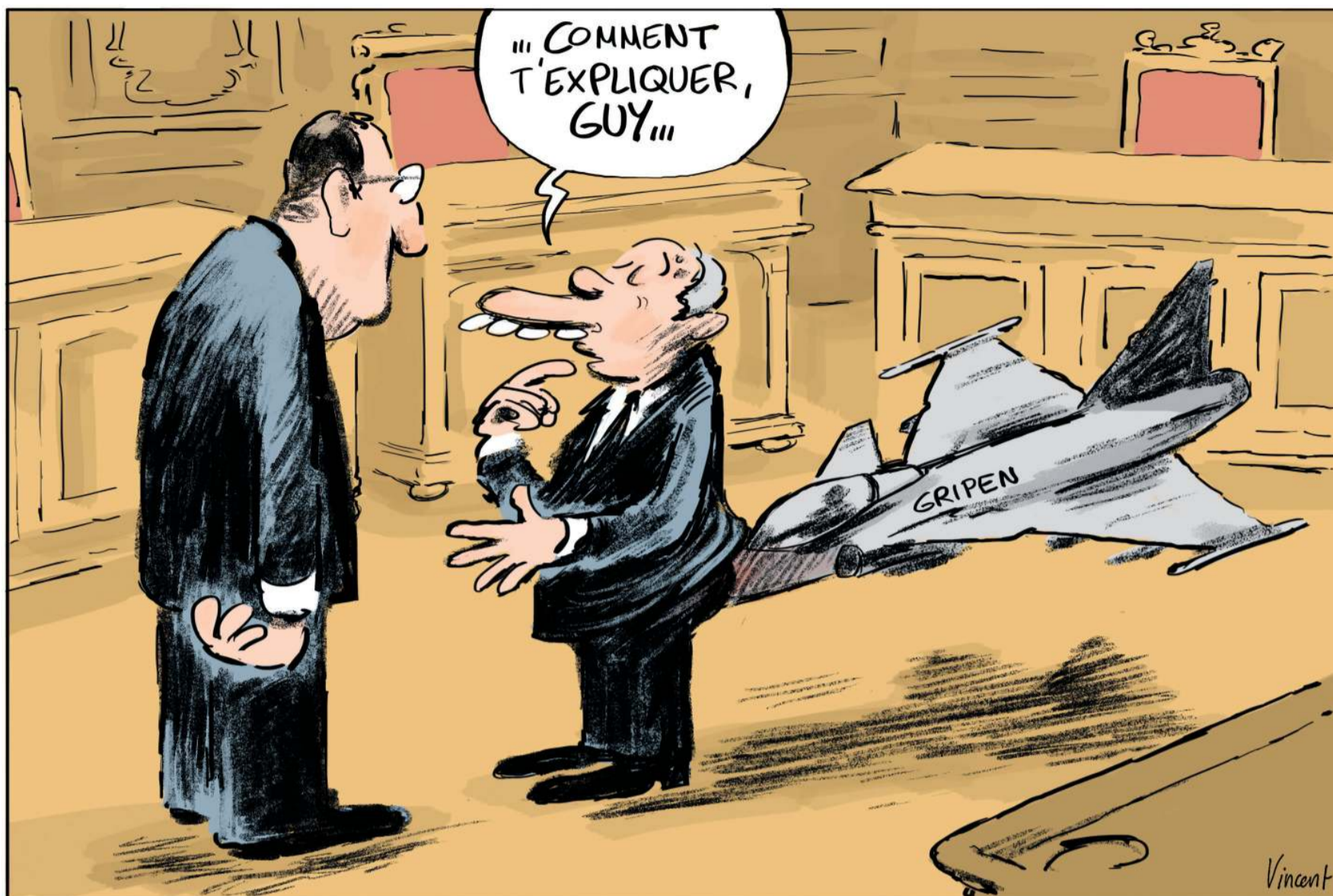
5

Vous trouverez au centre de cette édition la tribune de substitution des sections de syndicom. Fruit d'un partenariat, son contenu est de la responsabilité de la section genevoise de syndicom.

PARTENARIAT



Guy Parmelin
veut un vote
sur les avions
de combat



LE COURRIER

Peau neuve pour notre site, et des résultats encourageants

Depuis le 20 janvier, nos lectrices et lecteurs ont pu se familiariser avec le nouveau site internet du Courrier. Plus lisible, moderne et rapide, il met toutes nos rubriques en valeur et a été développé sur le modèle de notre «une» papier.

Notre page d'accueil offre une hiérarchisation réfléchie de l'information et une belle vitrine aux articles de fond, éditoriaux et reportages du Courrier. En fin de semaine, une place de choix met en avant notre Magazine culturel, rendez-vous très apprécié de notre lectorat, ainsi que les dessins de Vincent ou les «strips» d'Ibn al Rabin. Un onglet «édition du jour» permet, comme sur notre ancien site, de consulter la version au format PDF du journal du jour mais aussi les articles qu'il contient en version web. Un calendrier placé sous la date du jour vous permet en outre de consulter nos archives.

En plus de ces changements, nous avons aussi actualisé la connexion des abonné-e-s à leur compte, afin de nous adapter aux exigences modernes en terme de sécurité informatique. Ce nouveau mode de connexion a impliqué un changement d'habitudes pour nos abonné-e-s, qui ont également dû renouveler leurs mots de passe, afin de garantir cette sécurité informatique.

Chaque jour, nous envoyons une newsletter à nos abonné-e-s, qui leur offre les liens directs vers une sélection d'articles et vers la page où télécharger le PDF du journal. Ce téléchargement demande désormais d'être identifié sur notre site.

Si la majorité de notre lectorat a franchi le cap de cette nouvelle forme de connexion sans problème, d'autres ont rencontrés quelques problèmes, que nous déplorons. Notre équipe administrative a cependant accompagné les abonnés qui avaient besoin d'un soutien dans ce domaine. Quelques fonctionnalités et particularités nécessitent encore des réglages et optimisations, qui interviendront prochainement.

Aux personnes encore concernées par d'éventuels soucis, nous demandons de nous les signaler à l'adresse hotline@lecourrier.ch et un peu de patience pour laisser notre équipe les traiter.

Nous constatons, après un peu plus d'un mois d'activité, que le nouveau site nous permet de nous développer et de gagner en visibilité. De très nombreuses personnes ont fait le pas de payer pour un accès d'une journée à notre site, ce qui équivalait, en version web, à l'achat d'un exemplaire papier dans une caisse ou au kiosque. Grâce à la visibilité accrue du journal à l'occasion de son 150^e anniversaire et aux meilleures fonctionnalités du nouveau site, nous observons une hausse sensible de nouveaux abonné-e-s qui ont franchi le pas sur notre boutique en ligne. C'est une nouvelle réjouissante, car la pérennité d'un journal indépendant comme Le Courrier dépend de chaque nouvel abonnement.

À ce nouveau lectorat, comme à nos fidèles abonné-e-s, nous souhaitons donc la bienvenue sur notre nouveau site lecourrier.ch et une agréable lecture.

L'ÉQUIPE DU COURRIER

TRANSITIONS

La fragilité du monde

Chez moi tout est calme. Le lac frétille nerveusement sous la griffure de la bise.

Cet hiver, on a souvent eu droit à des bourrasques, des tempêtes de neige, des déluges de pluie. J'ai contemplé les vagues crêtées d'écume, les pieds au sec dans la maison à peine ébranlée par l'ouragan. Ici, personne n'a été emporté par des torrents en furie, pas d'inondations destructrices. Parfois, des chalands chargés des graviers de Meillerie labourent lourdement le Léman. Aucun n'a jamais sombré, vomissant sa marée noire comme le pétrolier Sanchi naufragé en mer de Chine. Lui, il répand ses condensats d'hydrocarbures hyper toxiques, menaçant pour des décennies un des milieux marins les plus riches en poissons, baleines et oiseaux migrateurs. Chez moi, quand je lève le nez, je bute sur les Alpes de Savoie qui barrent l'horizon depuis toujours et pour toujours. Bon! Des pans du Grammont ou de la Suche ont dérapé sur le Bouveret, causant une vague de seize mètres de haut sur Cully, un véritable tsunami. Mais c'était en l'an 563.

Contrairement à ce qui se passe au Cap, en Afrique du Sud, où on annonce pour mi-avril la fin de l'eau potable au robinet, ici, pas de soucis. La cascade, derrière chez moi, s'élance toujours impétueusement du haut de la falaise et le ruisseau file en marmonnant jusqu'au lac. Les oiseaux n'ont jamais été aussi nombreux autour de la mangeoire accrochée à une branche d'arbre. Pourtant les scientifiques sonnent le tocsin: en 2050, une grande ville du monde sur cinq souffrira de pénuries d'eau. Quant aux oiseaux, y compris ceux qui volètent autour de mon cyprès, ils font partie



ANNE-CATHERINE
MENÉTREY-
SAVARY*

des victimes probables de la sixième extinction des espèces, actuellement en cours, tout comme les ours blancs qui se traînent, affamés, sur une banquise toute ratatinée.

Ici, on est loin de PyeongChang, dont les images ont envahi nos écrans. Entre deux cérémonies et quatre médailles, entre les rires ou les larmes des sportifs, on a furtivement pu apercevoir, un soir, la somptueuse forêt qui, avant les JO, couvrait les pentes encore vierges, et qu'arpentait un ancien champion suisse. Flanqué de quelques acolytes munis de crayons, boussole et altimètre, il désignait les arbres à abattre. Au plan suivant, devant nos yeux incrédules, apparut le résultat de leur travail: une balafre monstrueuse dans la forêt éventrée, d'où aucun cri d'effroi ne s'échappe plus. Seulement le crissement des skis sur la glace. Entre 1990 et 2015, dans le monde, ce sont 129 millions d'hectares de forêts qui ont été sacrifiés.

Chez moi, tout est paisible. L'autre matin, Je me suis réveillée avec le grondement sourd des canons. Pas de panique: c'était notre armée, la meilleure du monde, qui s'entraînait sur la place de tir de l'Hongrin. Moi, je n'ai jamais eu à courir sous les bombardements, ni à chercher, hurlante, un enfant dans les ruines fumantes d'une ville, comme le font les mères de la Ghouta en Syrie, où pleuvent les barils de TNT, les roquettes à sous-munitions et les armes chimiques. Là-bas, Bachar el-Assad poursuit, méthodiquement, abominablement, le massacre de son propre peuple. Dimanche prochain, le peuple suisse votera dans le calme, dans le respect qu'impose une démocratie dépassionnée, malgré quelques algarades et

vociférations. Le même jour en Italie, la démocratie pourrait vaciller sous les coups de boutoir des populistes antisystème et antipartis, acoquinés avec quelques néofascistes racistes, pressés d'entamer un pas de danse avec les néonazis autrichiens ou allemands.

Chez nous, ça va. On se félicite d'être du bon côté des catastrophes. Comment voulez-vous que les gens prennent conscience des désastres qui ravagent le monde s'ils n'en ressentent pas les effets dans leur chair et dans leur cœur? Le monde est fragile: l'environnement, l'eau, la biodiversité, le climat, sont menacés, mais aussi l'humanité, la paix, la démocratie. La planète est suspendue au-dessus du grand trou noir de l'univers. Elle se balance au bout d'un fil, prise de spasmes comme un poisson au bout de la canne à pêche. Tout cela n'est pas dû au hasard, ni à des phénomènes naturels. C'est terrible! On pensait n'avoir rien fait de mal et on est en train de semer la désolation et la destruction. Mais attention! Fragile ne veut pas dire brisé, ni détruit. Ce qui est fragile est aussi précieux, et ce qui est précieux peut être protégé.

Ce qui me navre, c'est que qu'au lieu de prendre soin de notre maison-Terre, des milliardaires entreprennent de privatiser l'espace pour y installer leurs quartiers. L'un d'eux, applaudi, paraît-il, par deux millions de supporters, vient d'y expédier un élément de notre impérissable culture: une voiture rouge avec un mannequin à bord. Voilà notre contribution à l'univers: un morceau de ferraille en route vers Mars.

Moi aussi, je suis fragile, mais je m'accroche. Comme l'écrivait Henri Calet au siècle dernier: «Ne me secouez pas, je suis pleine de larmes.»

* Ancienne conseillère nationale.

Alors que Berlusconi fait son grand retour, l'Italie est menacée par une nouvelle instabilité politique

LE FAISEUR DE ROI

PROPOS RECUEILLIS PAR
PASCAL BAERISWYL

Elections législatives ► Dernière ligne droite, en Italie, avant les législatives de dimanche. Alors que l'Europe craint de se retrouver avec un pays plus divisé que jamais et sans majorité parlementaire, les derniers sondages parient sur la coalition de droite autour du parti de Silvio Berlusconi. Celle-ci devrait arriver en tête, au soir du 4 mars, au terme d'une campagne tendue.



«Berlusconi est incontournable dans la coalition qu'il a mise sur pied»

Marc Lazar

Condamné en 2013 pour fraude fiscale, inéligible, le Cavaliere joue désormais la force tranquille au sourire botoxé. L'analyse de l'historien Marc Lazar, directeur du Centre d'histoire de Sciences Po (Paris) et président de la School of government à l'Université LUISS Guido Carli (Rome).

Comment se fait-il qu'en dépit de toutes ses casseroles judiciaires, Silvio Berlusconi ait pu faire un tel retour au premier plan?

Marc Lazar: Il est certes très présent, mais ce n'est plus du tout le même Berlusconi! Non seulement, il est beaucoup plus âgé (81 ans), a été condamné par la justice, mais il a aussi perdu énormément de sa popularité.

Preuve en est que les intentions de vote prêtées à son parti (16 à 18%) constitueraient le plus mauvais score de toute l'histoire de Forza Italia (FI).

Pourtant, la droite italienne ne peut toujours pas se passer de lui?

Effectivement, il est incontournable dans la coalition qu'il a mise sur pied. Mais d'un autre côté, Berlusconi est affaibli par le fait que les deux autres partenaires de sa coalition (Ligue du Nord et Frères d'Italie) connaissent une formidable progression. La Ligue est autour de 13 à 14%, c'est-à-dire une progression de 10 points en 5 ans. Fratelli d'Italia (extrême droite) est passé à 4 ou 5%, alors qu'il était à 1,5% en 2013. Résultat: un net déséquilibre, un glissement vers la droite, avec deux alliés avec qui les divergences sont profondes.

Qui sont ces électeurs irrésistiblement attachés au chef de FI?

Berlusconi représente une droite à la fois ferme et modérée. Il a signé un accord de coalition très critique sur l'Union européenne... alors que lui-même se dit toujours proeuropéen! Il rassemble un électoralat qui le suivra jusqu'au bout, à la fois dans le nord du pays mais aussi au sud. De plus, son électoralat est culturellement, anthropologiquement, hostile à la gauche.

Malgré ses échecs, l'homme d'affaires a-t-il fait à ce point le vide autour de lui, qu'on ne lui voie pas de successeur à droite?

Il a tout fait pour. Son parti a été créé par lui, pour lui, en fonction de lui. Forza Italia, lancé en 1994 à partir de son entreprise, ne s'est jamais vraiment institutionnalisé. C'est un parti personnel, qu'il peut mobiliser à sa guise. S'il avait construit un

parti traditionnel, le risque était de voir un prétendant à sa succession surgir un jour.

On lui prête aujourd'hui la volonté d'arracher un ultime trophée avant de se retirer...

Même s'il obtient la majorité des sièges au parlement, il ne pourra pas lui-même devenir ministre du fait de ses condamnations. C'est pourquoi, il promet depuis quelques jours Antonio Tajani, président du Parlement européen. Ceci pour



deux raisons: d'abord parce que c'est un fidèle parmi les fidèles, un homme de confiance. Ensuite, très important, Tajani est plutôt bien vu au niveau européen.

L'alliance entre Berlusconi et le chef de la Ligue du Nord Matteo Salvini – qui, dit-on, se détestent – apparaît contre nature: qu'ont-ils en commun?

C'est le nouveau mode de scrutin (36% des candidats seront élus au scrutin majoritaire, 64% à la proportion-

nelle) qui implique ce genre d'alliance. Leur programme commun projette notamment de revenir sur la réforme des retraites faite par le gouvernement Monti (2011-2013), de baisser la pression fiscale, d'accorder des augmentations aux catégories les plus pauvres, de réviser les traités européens, de donner la prééminence aux lois nationales sur les dispositions européennes, ou encore de durcir sévèrement la politique migratoire.

Fort de sa poussée actuelle, la Lega a-t-elle désormais une ambition nationale?

Tout à fait, c'est la grande transformation opérée par Salvini, mais qui provoque là aussi des tensions internes. Les cadres historiques de la Lega ne sont pas d'accord avec cette orientation, la vieille garde restant régionaliste. Salvini a une autre stratégie: faire de cette Ligue du Nord une ligue nationale. Idéologiquement, il a adopté une posture beaucoup plus d'extrême droite. Sur le terrain, il n'a pas arrêté de labourer le sud du pays et, depuis plusieurs années, il perce en Italie centrale.

Si aucune coalition n'obtenait de majorité (en sièges) dimanche, une grande coalition «à l'allemande» serait-elle imaginable?

On en parle un peu partout en Italie, avec l'idée de réunir un gouvernement proeuropéen, afin de rassurer l'UE. Reste que, officiellement, cette hypothèse est rejetée tant par FI que par le Parti démocrate (centre gauche) de Renzi. Cette possibilité comporterait des risques très importants pour les deux partis, car il serait alors difficile d'expliquer aux électeurs un tel renversement d'alliance... 1

A 81 ans, Silvio Berlusconi se retrouve à nouveau sur le devant de la scène. KEYSTONE

LES JEUNES LOUPS AUX TROUSSES DU CAVALIERE

MATTEO SALVINI
CHEF DE LA LIGUE DU NORD



A la tête de la Lega depuis fin 2013, Matteo Salvini a l'ardeur de sa jeunesse (44 ans). S'il a renoué la vieille formation populiste du nord, son discours n'a guère changé sur le fond. En revanche, le ton est devenu plus virulent. Se référant à la «race blanche», il stigmatise ouvertement une incompatibilité avec l'islam. «Salvini est beaucoup plus à droite que Marine Le Pen, par exemple, dont il est un proche», souligne Marc Lazar. En cas d'échec, son alliance opportuniste avec Berlusconi pourrait se déliter en vue d'un autre regroupement. **PAB**

LUIGI DI MAIO
DIRIGEANT DU MOUVEMENT 5 ÉTOILES



Donné entre 25 et 28% des voix, le M5S de Luigi Di Maio est bien décidé à «écraser» le parti de Berlusconi pour incarner son rang de premier parti du pays. Le nouveau leader est un pur produit du Sud. Formé à Naples, le jeune loup (31 ans) a les dents qui griffent le plancher de la Chambre des députés, dont il est (déjà) le vice-président. Mais «son image très lisse et sa volonté de casser la réputation de populisme du M5S lui sont reprochées au sein même du mouvement», souligne Hervé Rayner, spécialiste de l'Italie à l'Université de Lausanne. **PAB**

MATTEO RENZI
PATRON DU PARTI DÉMOCRATE



Les Italiens adorent le détester. A 43 ans, le bouillonnant ex-premier ministre joue très gros. Incapable de réunir davantage qu'une maigre coalition de centre gauche (donnée autour de 28% contre 35 à 38% pour celle de centre droit), Renzi est très loin de ses 40% réalisés lors des élections européennes de 2014. «Assoiffé de pouvoir», selon ses détracteurs, le Toscan aux méthodes florentines est soupçonné de préparer un éventuel rapprochement avec son rival (auquel il a parfois été comparé) en vue de former l'axe «Renzi-Berlusconi». **PAB**

LA GAUCHE DIVISÉE

Usée par cinq années de pouvoir, la gauche ne séduit plus beaucoup l'électeur. Et les divisions la minent.

Côté gauche italienne, l'heure est aux divisions. D'où la chute dans l'opinion du parti de Matteo Renzi. Mais pourquoi un tel désaveu? «La première cause de cette chute, souligne le politologue Marc Lazar, c'est que l'on sort de 5 ans de gauche au pouvoir (Letta, Renzi, Gentiloni). Il y a donc une usure du pouvoir et une volonté d'alternance. La seconde explication tient à la personne de Renzi: très populaire au départ, il a médiatisé à outrance sa politique, fait de nombreuses réformes à la hussarde qui ont fracturé la gauche.»

Après avoir échoué dans son référendum constitutionnel (fin 2016), tout s'est retourné contre le chef contesté du Partito democratico. Mais, plus largement, le rejet du PD corrobore la mauvaise posture des partis sociaux-démocrates en Europe. En ce sens, la gauche italienne fait-elle les frais de la déferlante hostile à Bruxelles?

«Effectivement, l'Italie est devenue en quelques années l'un des pays les plus eurosceptiques d'Europe. Les partis de gauche en souffrent, comme ils pâtissent d'un fossé des inégalités qui s'approfondit, en Italie notamment, malgré la reprise économique», ajoute le spécialiste des gauches européennes

Mais surtout, la gauche italienne a souffert de l'arrivée des

migrants depuis 2013/2014, qui a accéléré le retournement de l'opinion à l'endroit de l'Union européenne. «La première raison qui nourrit ce pessimisme réside dans les politiques d'austérité, résume Marc Lazar. L'Italie a connu des années de récession, le chômage s'est considérablement développé, la pauvreté s'est répandue, en particulier dans le Sud. Le second élément est, lui, lié à l'immigration. Il y a d'abord une forte immigration régulière. A cela s'ajoutent les clandestins, puis les migrants traversant la Méditerranée et qui ne veulent pas rester en Italie. Le drame, c'est que tout est mêlé dans le débat actuel, alors que les Italiens ont le sentiment d'être littéralement abandonnés par l'UE». **PAB**

Reportage à Lausanne, où l'Armée du salut a ouvert un accueil de jour pour les familles sans logement et propose des activités pour les enfants

Accueil pour les familles sans abri



Des activités sont organisées pour les enfants de l'Espace famille de la Marmotte. Ici, un atelier de fabrication de sushis. OLIVIER VOGELSANG

FANNY SCUDERI

Marmotte ► A 16h45, la sonnette stridente de l'entrée de l'immeuble qui abrite la Marmotte retentit pour la première fois de l'après-midi. Géré et financé par l'Armée du salut, au cœur de Lausanne, l'Espace famille est ouvert depuis quinze minutes et déjà deux enfants d'une dizaine d'années pointent le bout de leur nez. Accompagnés de leurs parents, ils demandent à entrer.

Ouvert depuis janvier, cet accueil de jour a pour but d'héberger les enfants afin de leur épargner quelques heures dans le froid. Il fermera ses portes à la fin du mois d'avril. «Actuellement, dans le réseau des familles avec mineurs et sans domicile fixe, une majorité sont roms. Il y a d'ailleurs une recrudescence de mineurs dans cette communauté», explique Michael Staïesse, directeur adjoint de la structure.

Une activité sushis est au programme de cette fin d'après-midi. Une intervenante sociale et une bénévole encadrent les familles. La salle se remplit petit à petit: une vingtaine de personnes sont arrivées. Les parents entreposent, dans un coin de la salle, quelques sacs: ils transportent avec eux le strict nécessaire. Les adultes, un thé à la main ou en train de grignoter un en-cas mis à disposition, gardent un œil sur leurs enfants. Ces derniers, concentrés, sont affairés à la confection de sushis, menée par Ahreum Bohn, bénévole à la Marmotte.

Créer un lien de confiance

Ce lieu est principalement destiné aux enfants. Une aide aux devoirs et divers jeux de société leur sont proposés. «Ils aiment beaucoup travailler. Dan est un bosseur», s'enthousiasme Amaelle Kägi, l'intervenante sociale de la journée, en dési-

gnant le garçon de 11 ans. Certains d'entre eux sont scolarisés à Lausanne. «Nous connaissons de plus en plus les enfants et les parents, alors tout va de mieux en mieux et un lien de confiance se crée», raconte-t-elle, tout en surveillant la confection de sushis. Lorsqu'elle entend deux enfants se chamailler pour des autocollants, elle les réprimande, amusée. «C'est frustrant de ne pas comprendre ce

qu'ils se racontent», souffle-t-elle. Bien que les enfants maîtrisent le français, ils communiquent entre eux en romani.

«Un cadre sécurisé et sécurisant»

Amaelle Kägi tient aussi le registre des entrées. Seuls les enfants accompagnés de leurs parents ou d'une personne majeure peuvent entrer à l'Espace famille. Les adultes sans

mineurs doivent attendre 20 heures s'ils souhaitent bénéficier de la structure pour la nuit et l'hébergement nocturne est ouvert aux enfants depuis trois ans seulement. Auparavant, ils étaient dirigés vers d'autres structures, la Marmotte demeurant destinée aux personnes majeures.

Enfants reconnaissants

«Lorsque nous avons ouvert l'accueil de nuit aux mineurs, nous nous sommes rendus compte de l'importance d'une structure supplémentaire pour les familles. De là est née l'idée d'un espace spécifique pour la journée, dont l'horaire de fin coïncide avec le début de l'hébergement de nuit. Ainsi, les familles qui dorment ici n'ont pas à sortir de l'établissement», explique Michael Staïesse. «C'est un cadre sécurisé et sécurisant pour les enfants. Ils viennent ici plutôt que de suivre leurs parents dans la mendicité. Ce lieu permet aux enfants d'être simplement des

enfants, de dessiner, de jouer», poursuit-il.

Iova a 15 ans et réside en Suisse depuis une année. Sa famille et elle dorment durant deux semaines à la Marmotte, puis ils iront dans un autre hébergement d'urgence, le Sleep-in. «J'aime venir ici car il fait chaud», explique-t-elle. A ses côtés, sa cousine âgée de 10 ans l'écoute attentivement. Lorsqu'on lui demande combien de langues elle parle, dans un italien parfait, elle explique qu'elle a passé quelque temps en Italie.

Selon Michael Staïesse, l'arrivée de enfants rend l'espace plus chaleureux. Il tire un bilan positif des premiers mois de l'accueil de jour: «Les jeunes sont très preneurs des activités que l'on fait avec eux. Ces derniers, comme leurs parents, sont reconnaissants, et nous le montrent à travers différentes attentions.» Aboutissement de cet échange, le directeur adjoint se rappelle, ému: «Une fois, ils ont cuisiné pour nous.» I

UN ACCUEIL GRATUIT

La Marmotte accueille gratuitement, depuis le 17 janvier et jusqu'à la fin du mois d'avril, les familles sans abri. L'espace est ouvert le mercredi de 16h30 à 20h, le vendredi dès 18h30 et le week-end dès 14h. Samedi et dimanche, les familles peuvent utiliser la cuisine. A 20h, l'accueil de nuit prend le relais pour les personnes qui dorment dans les dortoirs de l'Armée du salut. Certains se dirigent vers d'autres structures d'urgence. Les mineurs ne paient pas l'hébergement du soir à la Marmotte. Une vingtaine de personnes peuvent profiter de l'accueil de jour – un peu plus en cette période de grand froid. Lorsque ce seuil est atteint, seuls les mineurs sont acceptés, quitte à faire sortir quelques parents de l'abri. FSI

Un homme décède au lendemain d'un contrôle

Police/Lausanne ► Un homme de 40 ans a perdu la vie jeudi matin au CHUV à Lausanne au lendemain d'un contrôle de police agité. Il s'était opposé aux agents qui l'avaient finalement interpellé sous la contrainte et menotté. Les faits se sont déroulés mercredi soir vers 22h45 à Lausanne, indique jeudi la police vaudoise. Lors d'un contrôle préventif contre le deal de rue, la police de Lausanne dit avoir été attirée par «le comportement suspect» d'un ressortissant nigérian. Selon la police, l'individu n'a pas obtempéré aux injonctions de l'agent, ni des forces appelées en renfort. L'homme a alors été maîtrisé par la contrainte et entravé par des menottes. Peu après avoir été immobilisé, il a fait un malaise et a perdu connaissance. Les policiers lui ont prodigué des premiers soins puis le personnel sanitaire.

Lors de ceux-ci, «plusieurs boulettes de cocaïne ont été découvertes à côté de son visage ainsi que dans sa bouche», écrit la police. Hospitalisé, le quadragénaire est décédé jeudi matin. Une instruction pénale est en cours et tous les agents impliqués durant l'intervention ont été entendus. ATS

COSSONAY

NAVETTES AUTOMATISÉES EN TEST DÈS LE 12 MARS

Après une mise en service reportée en décembre dernier, les navettes électriques automatisées effectueront de nouveaux tests dans Cossonay (VD) dès le 12 mars. Les premiers passagers sont attendus pour le printemps prochain. Testées à Cossonay depuis l'automne dernier, les deux navettes avaient rencontré quelques problèmes, rappellent jeudi les Transports de la région de Morges, Bière et Cossonay (MBC). Les parcours choisis avaient révélé quelques surprises comme une rampe trop pentue ou un axe trop rapide. Résultat: les essais ont été prolongés et de nouveaux parcours étudiés. ATS

Les tl adoptent l'application Fairtiq

Lausanne ► Payer son trajet sur les transports publics lausannois (tl) devrait se simplifier. Les détenteurs de téléphones intelligents peuvent utiliser l'application Fairtiq qui facture automatiquement après-coup au meilleur tarif, indiquent jeudi les tl.

Par un simple click sur l'application au départ de son trajet, le voyageur obtient un billet valable dans toute la Suisse. Quand il termine son périple, il le signale et Fairtiq calcule le prix au meilleur tarif, explique le communiqué.

La solution vise en premier les voyageurs occasionnels qui ne possèdent pas d'abonnement. Elle est conçue sur le principe de «la tarification après-coup» (check-in, check-out). Avec les tl et le LEB (Lausanne-Echallens-Bercher), pas moins de 21 entreprises de transports publics suisses proposent Fairtiq.

Plus de 100 000 trajets sont effectués par mois via cette solution. L'application, téléchargée par plus de 85 000 utilisateurs, est disponible sur IOS et sur Android. ATS

150 ANS
ROFFRE
150 ANS

ABO WEB 150.- au lieu de 229.-*
ABO COMBI 200.- au lieu de 299.-*
(web, semaine pdf, week-end papier)

ABONNEZ-VOUS!

S'abonner au *Courrier* c'est promouvoir un journalisme sans but lucratif et aux valeurs humanistes qui travaille avec indépendance et transparence sur des sujets de société forts.

Devenez des lectrices et des lecteurs engagé-e-s qui financent directement ce type de journalisme par leur abonnement!

Les Verts ont déposé jeudi leur initiative contre la pollution. Elle obligerait Genève à respecter les normes fédérales d'ici à 2030 à travers des mesures contraignantes

La lutte anti-pollution fait le plein

RACHAD ARMANIOS

Initiative ► C'est en combinaisons sanitaires que des Verts genevois ont déposé, jeudi au service des votations, leur initiative contre la pollution de l'air et le bruit. Elle est munie de 6350 signatures, «facilement récoltées», assure le président du parti, Nicolas Walder.

La formation veut par ce biais contraindre l'Etat à respecter par étapes et d'ici à 2030 les normes fédérales sur la qualité de l'air en tous points du territoire cantonal. Le Conseil d'Etat devra prendre des mesures d'assainissement, comme la modération de la circulation motorisée, l'introduction de régimes différenciés favorisant les véhicules les moins polluants, l'installation de systèmes de chauffage plus efficaces ou encore la réduction des émissions des chantiers, de l'industrie et de l'aéroport. Si cela ne suffit pas, l'Etat limitera l'utilisation de certaines installations, «par exemple en fermant des routes ou en réduisant l'activité de l'usine d'incinération des Chevriers», précise M. Walder.

Munis de combinaisons sanitaires, les Verts genevois ont déposé, jeudi au service des votations, les 6350 signatures récoltées pour leur initiative.

RA



«Il faut lutter à la source: le trafic ou la vitesse»

YVAN ROCHAT

L'initiative fixe aussi des mesures urgentes en cas de pic de pollution: vitesse limitée à 80 km/h, transports publics

gratuits et renforcés, information sur la pollution et ses dangers pour la population. L'Etat devra d'ailleurs régulièrement communiquer les niveaux de pollution. «Il y a une grande rétention d'information, affirme M. Walder. La population n'a ainsi pas assez conscience des dangers pour la santé. Les quatre stations de mesure sont insuffisantes, nous voulons que toutes les zones, surtout les plus critiques, soient étudiées.»

Limites du revêtement phonoabsorbant

Le texte impose aussi des mesures contre le bruit, en réalisant des travaux sur la voirie ou en «orientant le choix de motorisation des véhicules». «Le revêtement phonoabsorbant est une bonne chose, mais souvent ne suffit pas, souligne Yvan RoCHAT, maire de Vernier et candidat au Conseil d'Etat. Il faut lutter à la source: le trafic ou la vitesse.»

Si le parlement refuse l'initiative, le peuple se prononcera. S'il l'accepte, risque-t-elle de rester inappliquée? «Voilà pourquoi nous envisageons des actions parlementaires pour donner à la Cour des comptes le rôle de contrôler, dans chaque politique publique, la mise en place de la politique énergétique du canton», répond M. Walder. Nous n'avons cependant pas inscrit cette volonté dans l'initiative, afin de respecter l'unité de matière.»

Ozone et dioxyde d'azote

Pour Yvan RoCHAT, «un débat global sur la pollution est important. Les considérations économiques sont trop souvent privilégiées par rapport aux questions de santé ou environnementales, c'est le cas avec la croissance prévue pour l'aéroport.» Plus de 3000 personnes meurent chaque année en Suisse des suites de la pollution atmosphérique, rappellent les

Verts. Et la qualité de l'air à Genève ne respecte largement pas les normes, insistent-ils. En 2016, deux polluants réglementés dans l'Ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPair) étaient en quantités excessives: l'ozone, sur tout le territoire cantonal, et le dioxyde d'azote en zone urbaine.

Mi-janvier, le Conseil d'Etat relevait que, durant les cinq années précédentes, «la qualité de l'air à Genève s'est légèrement améliorée». Il annonçait le plan OPair 2018-2023 pour poursuivre cette évolution positive, prévoyant notamment la restriction du trafic motorisé durant les pics de pollution. Dans ce cas, l'exécutif envisage aussi de réguler le trafic selon la performance environnementale des véhicules, comme le veut un projet de loi déposé en octobre. Sa Stratégie de protection de l'air 2030 vise en outre une diminution de 50% des émissions d'oxydes d'azote et de

18% des particules fines en 2030 par rapport à 2005. Il existe encore le Plan climat, visant à réduire la consommation d'énergie fossile dans les bâtiments ou le domaine de la mobilité.

Vers un abaissement des seuils d'alerte?

«Dans ce plan, il n'y a pas de délai pour respecter les normes fédérales, critique M. Walder. Il y a bien l'objectif de diminuer la pollution de 40%, mais l'aéroport n'est pas inclus! Notre initiative concerne tout le territoire cantonal.»

Que pense Luc Barthassat, chef de l'Environnement, des transports et de l'agriculture de l'initiative verte? «Je suis ouvert à l'abaissement des seuils d'alerte, qui sont élevés, pour intervenir plus rapidement contre la pollution. Mes services étudient la question pour ne pas être en porte-à-faux avec le droit fédéral.» I

ABO TPG

UNE AIDE À 100 SENIORS QUI LAISSENT LEUR AUTO

Pour accompagner les seniors de plus de 70 ans dans la démarche consistant à renoncer à leur permis de conduire, unireso et le Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture (DETA) offrent un rabais de 50% sur cent abonnements unireso Tout Genève Senior. Il coûtera donc 200 francs au lieu de 400 francs aux cent premiers qui déposeront leur permis au bureau des autos, dès lundi. Les trois premiers l'obtiendront gratuitement. Chaque année en Suisse, plusieurs milliers de seniors restituent leur permis de conduire, notamment en raison de leur âge ou d'un problème de santé, note le DETA dans un communiqué.

RA

EMS

UN RÈGLEMENT CONTRE LES EXTERNALISATIONS ADOPTÉ

Le Conseil d'Etat a adopté mercredi une modification de règlement visant à limiter le recours à des sociétés externes au sein des EMS genevois (notre édition du 2 février). Selon ce texte, seules les activités liées à la confection des repas ou à l'entretien du linge pourront continuer à être externalisées. Les prestations de soins peuvent être sous-traitées, «à condition que ce ne soit que pour une durée limitée», précise le communiqué du gouvernement. Les EMS qui ne rempliraient pas ces critères disposent de trois ans pour se mettre en règle. Selon un sondage, 10% des établissements sous-traitent des activités directement en lien avec les résidents. Ils sont 83% à avoir confié la confection des repas à une entreprise externe. La Fédération genevoise des EMS a indiqué avoir pris acte de cette décision. Elle relève toutefois que son application sera possible seulement si l'Etat consent à financer l'intégralité des mécanismes salariaux du personnel des EMS.

ELE

Pas de Conseil des jeunes

Grand Conseil ► La majorité du Grand Conseil formée du PLR, de l'UDC et du MCG a refusé jeudi de créer un Conseil de la jeunesse. En adoptant la Loi cadre sur l'enfance et la jeunesse présentée par le Conseil d'Etat, il l'a amputée de cet aspect. Cette loi regroupe les missions centrales de la politique pour l'enfance et la jeunesse fondée sur la protection, le soutien à la parentalité, la prévention et la promotion de la santé, l'encouragement ainsi que la participation.

Le Conseil de la jeunesse, qui existe dans tous les cantons romands, aurait permis aux jeunes d'être consultés et de formuler des propositions aux autorités. Le Conseil d'Etat regrette cette décision de ne pas doter Genève d'un organe de consultation pour les jeunes. La majorité, elle, estime qu'il existe assez d'instances pour les jeunes intéressés à la chose publique.

Le parlement des jeunes genevois et le Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse se disent consternés que le parlement ne veuille pas écouter les jeunes, qui ont bataillé pour la création de cet organe. RA

CITOYENNETÉ

GENRE, MODE ET HABITS AU SOMMAIRE DE LA SEMAINE DE L'EGALITE

«(Dés)habille ton genre». Ainsi s'intitule la Semaine de l'égalité en Ville de Genève, laquelle commence samedi et durera jusqu'au 10 mars, en marge de la Journée internationale du droit des femmes. L'édition 2018 de la Semaine de l'égalité propose ainsi au public de s'intéresser au genre, à l'habillement et à la mode. Tables rondes, performances, ateliers, conférences figurent au programme. A noter une discussion sur «Le prix de la mode, inégalités de genre dans l'industrie du vêtement», mardi à 18h30 à la Maison de la Paix. MOP www.semaine-egalite.ch

Les députés réclament une alternative à la décharge

Déchets incinérés ► Le Grand Conseil s'est prononcé jeudi à l'unanimité en faveur d'une motion PLR sur la gestion des résidus des déchets incinérés, les mâchefers. Actuellement, ces résidus sont stockés dans une décharge à Bernex qui arrive à saturation. L'Etat étudie la possibilité de créer une nouvelle grande décharge sur l'un des trois sites potentiels à Satigny, Versoix ou Collex-Bossy. Or ces terrains sont en zone agricole cultivée ou en zone forestière.

Le PLR a donc demandé que le gouvernement étudie des alternatives à la création d'une nouvelle décharge bioactive. Il devra transmettre un rapport au Grand Conseil «en particulier sur les possibilités de réduction du volume des mâchefers et de valorisation de ces déchets, notamment à la lumière des techniques éprouvées en Suisse et en Europe, ainsi que sur les possibilités d'économie de terrains agricoles, par exemple en réévaluant le dimensionnement de la décharge». Le magistrat Luc Barthassat, chargé de l'environnement, a indiqué aux élus que deux études étaient actuellement en cours. ELE

PARTENARIAT

BON ANNIVERSAIRE MAESTRO!
HOMMAGE À MAESTRO FRANCO PETRACCHI
DIMANCHE 4 MARS 2018 À 17H00
MAESTRO FRANCO PETRACCHI, DIRECTION
MIRELLA VEDEVA RUAUX ET ALBERTO BOCINI, CONTREBASSES
ORCHESTRE DE LA HEM
ŒUVRES DE PETRACCHI, ROTA, TROVAJOLI ET BOTTESINI
VICTORIA HALL - GENÈVE
BILLETTERIE DE LA VILLE DE GENÈVE

CINÉMA

LA GRÈCE EN LUTTE

Connu pour son film *Ne vivons plus comme de esclaves*, le réalisateur grec Yannis Youlountas présentera son nouveau documentaire en Suisse romande à partir de ce dimanche. Intitulé *L'Amour et la Révolution*, il fait la part belle aux nouvelles luttes qui ont lieu aujourd'hui en Grèce: «On voit qu'à Thessalonique, des jeunes empêchent les ventes aux enchères de maisons saisies. En Crète, des paysans et paysannes s'opposent à la construction d'un nouvel aéroport (...). Dans le quartier d'Exarcheia, menacé d'évacuation, le cœur de la résistance accueille les réfugiés dans l'autogestion», décrivent les organisateurs. A Genève, le 4 mars à 13h30 au Cinélux; à Pully le 6 mars à 20h au CityClub; et à Neuchâtel le 5 mars à 20h au cinéma Minimum. CKR

GENÈVE

FANFARE BRÉSILIENNE DANS LES RUES BASSES

Le festival «Esprit du Brésil» des Ateliers d'ethnomusicologie, consacré aux rites et rythmes afro-brésiliens, s'ouvrira samedi dans les rues de Genève. La batucada, animation musicale itinérante, défilera de Plainpalais aux rues Basses. Cet événement festif et décalé, au vu de la situation météo qui prévaut en ce moment, sera assuré par la Batucada Sambaloelek, basée à Gex en France voisine. Fanfare de percussions apparue à Rio de Janeiro au début du XX^e siècle, la batucada est très populaire dans la région du Nordeste. MOP

Sa 3 mars à 10h30, départ de Plainpalais. Rens: www.adem-geneve.com

Les anciens enfants placés, victimes d'abus, ont jusqu'au 31 mars pour percevoir une réparation. Mais peu de personnes ont franchi le pas

Leur réparation s'envole

ACHILLE KARANGWA

Enfants placés ► Seul un tiers d'anciens enfants placés ont demandé, à ce jour, la contribution de solidarité à laquelle ils ont droit en raison des injustices subies. Orphelins ou retirés à leurs familles, beaucoup d'entre eux ont été exploités et maltraités. Alors qu'il leur reste moins d'un mois pour toucher cette réparation la faible proportion de demandes interpelle. Hier, à Lausanne, une coalition de personnalités romandes a plaidé pour des mesures actives et une prolongation du délai afin que tous les ayants droit puissent en bénéficier.

Sombre page de l'histoire suisse

Jusqu'en 1981, des dizaines de milliers d'enfants ont été placés chez des particuliers ou dans des institutions où ils ont subi des abus psychologiques, physiques, voire sexuels. «Mesures de coercition à des fins d'assistance» ou «placements extrafamiliaux», c'est en ces termes que la Confédération désigne ce sombre chapitre de l'histoire suisse. Depuis, les victimes militent en faveur d'excuses officielles et de réparations, notamment financières, afin d'aider les survivants. Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017, la Loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCEFA) devait remplir cet objectif grâce à une enveloppe de 300 millions de francs (25 000 francs par personne lésée).

Manifestation d'enfants placés devant le Palais fédéral, le 31 mars 2014.
KEYSTONE



On estime que quinze mille personnes pourraient bénéficier de cette contribution de solidarité, et ils sont à ce jour 5691 à avoir déposé une demande (391 dans le canton de Vaud). Cette loi prévoit une date butoir, au 31 mars. Les millions non perçus devraient alors retourner dans les caisses de l'Etat.

Des obstacles non traités

Comment expliquer ces chiffres «alarmants et décevants», comme s'en offusquait Raphaël Mahaim, député vaudois (Les Verts) et membre de cette coalition informelle? Figure du combat des enfants placés, le Fribourgeois Clément Wieilly a sillonné la Suisse romande et

témoigne que de nombreuses victimes ne savaient pas qu'une telle contribution de solidarité en leur faveur existait. Parmi les personnes au courant, une partie ne veut pas rouvrir les plaies en remplissant cette demande. Ou au contraire. Anne Roulet, du centre LAVI (Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions) a ainsi observé que sur le terrain, beaucoup ne se voient pas comme des victimes car ces personnes estiment «ne pas avoir vécu le pire». Plusieurs anciens enfants placés présents ont aussi relaté la peur de ce qu'il adviendrait de cet argent auprès d'une population où, de par les obstacles vécus, l'endettement est fréquent. S'il a été rappelé par Luc Recor-

don, ancien conseiller aux États (Les Verts), que cette contribution ne peut être perçue par le fisc du vivant du bénéficiaire, un flou subsisterait en cas de décès entre le début du traitement du dossier et la perception de la somme, selon un témoin présent. La méfiance envers les institutions d'anciennes victimes des autorités administratives n'arrange pas la situation.

«Il y a maintenant urgence!»

Alors que la date limite approche, les initiatives abondent. La coalition a plaidé, jeudi, pour un prolongement du délai, voire une abolition tant que la somme totale ne sera pas épuisée. Une

mobilisation générale des autorités, centres médico-sociaux et associations afin d'informer les victimes, est aussi indispensable. Mardi prochain sera voté une résolution au Grand Conseil vaudois afin d'accroître les efforts de sensibilisation et pousser les cantons à faire pression sur Berne. En commission des affaires juridiques du Conseil national, où la députée verte Lisa Mazzzone officie, de telles revendications sont rejetées, par peur d'une «insécurité juridique», a-t-elle expliqué. Pourtant, un consensus règne autour de la table: tout n'a pas été fait. Si ces revendications venaient à ne pas être satisfaites, une initiative populaire n'est pas exclue. I

PARTENARIAT



Théâtre

du 7 au 9 mars
20h30

Le Dernier métro

Dorian Rossel – Cie STT

Théâtre
Forum
Meyrin

forum-meyrin.ch

Fronde des communes de la rive droite contre l'Aéroport

Genève ► Sept communes de la rive droite du canton font front pour demander un développement plus mesuré de l'Aéroport de Genève. Elles se positionnent contre le Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA), mis en consultation en novembre 2017 par la Confédération. Elles estiment que l'augmentation du nombre de vols projetée par les autorités «ne doit pas se faire aux dépens de la santé et des intérêts des habitants».

Dans un communiqué, le Groupement des communes de la rive droite (GCRD) indique que le PSIA ne respecte pas les principes fixés dans la législation en matière de protection de l'environnement et de la santé. Avec 25 millions de passagers attendus, soit un avion toutes les 90 secondes, «le PSIA admet une péjoration de la qualité de l'air à moyen terme», relève-t-il. «Les atteintes à la santé qui peuvent en découler sont inacceptables.» Le GCRD réclame par ailleurs une limitation des nuisances sonores par la mise en place d'un plafond «réellement contrai-



Des communes estiment que l'augmentation du nombre de vols «ne doit pas se faire aux dépens de la santé et des intérêts des habitants». JPDS-A

gnant» et d'un couvre-feu de 23h à 6h.

Autre inquiétude de ces communes: les conséquences des nuisances sonores liées à l'aéroport sur l'aménagement de leur territoire. «De par des coûts architecturaux supplémentaires, elles rendront très difficile la construction de nouveaux logements sur 90% du territoire constructible de Genthod, 60%

celui de Bellevue et 45% celui de Versoix.» Et de réclamer une indemnisation de la part de l'aéroport pour la perte de la valeur foncière des terrains.

A l'instar d'autres associations de défense de l'environnement ayant pris position sur ce PSIA, le GCRD souhaite se faire entendre des autorités et modérer le développement futur de l'aéroport. ELE

Bataille de chiffres entre des élus et l'Etat du Valais

3^e correction du Rhône ► Des élus UDC et PLR affirment que l'Etat du Valais a caché aux citoyens les vrais coûts de la 3^e correction du Rhône (R3). L'Etat du Valais dépose une confusion dans les chiffres maniés par les élus. Le Grand Conseil se penchera sur le financement de R3 dès le 5 mars.

Grégory Logean, député et chef de groupe UDC au Grand Conseil valaisan, et Xavier Morret, député PLR, ont convié la presse jeudi matin pour évoquer le financement de la 3^e correction du Rhône. Ils ont affirmé que l'Etat du Valais a sciemment retenu la variante la plus chère et gonflé les risques du chantier valaisan du siècle. Ils remettent en cause la facture globale du projet R3 qui passe de 2 milliards de francs prévus en 2015 à 3,4 milliards aujourd'hui. Une somme qui sera présentée au Grand Conseil la semaine prochaine et plus tard aux Chambres fédérales.

Interrogé par l'ats, l'Etat du Valais réfute toute «explosion des coûts». Dans les différents rapports techniques officiels mis en consultation ou approuvés, les coûts présentés ont toujours été cohérents», insiste-t-il. ATS

EAU PROPRE

LES SUISSES VOTERONT

Le peuple pourra se prononcer sur l'initiative «Pour une eau potable propre et une alimentation saine». Elle a abouti avec 113 979 signatures sur les 114 322 déposées, a indiqué hier la Chancellerie fédérale. **ATS**

RECTIFICATIF

NETTOYAGE, PARKING ET JOURNAUX PAS COMPRIS

Les notes de frais des conseillers d'Etat tessinois ne comprennent ni nettoyage, ni parking, ni abonnements personnels gratuits aux journaux, comme nous l'indiquions par erreur dans notre édition du 23 février. Le chancelier souligne encore qu'une base légale justifie les remboursements. Base qui reste contestée par un groupe de députés, comme nous l'avons indiqué. **LIB**

Les vertus du vélo reconnues

Mobilité douce ► Le parlement s'accorde pour inscrire la petite reine dans la Constitution.

Le vélo a de bonnes chances d'être inscrit dans la Constitution. Après le Conseil des Etats, le National a reconnu hier ses vertus dans la mobilité douce. Il a cependant préféré un contre-projet moins contraignant à l'initiative Pro Velo.

Le contre-projet direct du Conseil fédéral reprend les buts de l'initiative. Il encourage la création d'un réseau de voies cyclables en Suisse, mais sans mesures contraignantes pour les cantons et les communes. La Confédération pourra, mais ne devra pas, coordonner la promotion du vélo.

«Tout le monde s'accorde sur les bienfaits de la petite reine, que ce soit pour résoudre les problèmes de trafic en milieu urbain, pour la santé et pour l'environnement»,

a résumé pour la commission Jacques-André Maire (ps, NE). Il sera ainsi possible d'étendre le réseau deux-roues et d'améliorer la sécurité des usagers, a-t-il ajouté.

1 million

En francs, le coût, plutôt modeste, des mesures proposées

Une majorité de droite a rejeté par 121 voix contre 61 l'initiative de la fédération des cyclistes, privilégiant le contre-projet par 120 voix contre 67. Déposée en mars 2016, l'initiative «Pour la promotion des voies cyclables et des chemins et sentiers pédestres» veut mettre sur pied d'égalité l'aménagement destiné aux cyclistes et celui réservé aux piétons.

Aujourd'hui, il manque une stratégie d'ensemble qui inclut le vélo au quotidien et pendant les loisirs, a plaidé Regula Rytz (Verts, BE). «Si on veut reconnaître le rôle de la bicyclette, il faut s'en donner les moyens et octroyer plus de compétences à la Confédération», a complété Lisa Mazzone (Verts, GE).

Mais plusieurs orateurs UDC se sont justement montrés hostiles à trop de compétences données à la Berne fédérale. «On s'ingère trop dans les compétences cantonales et communales», selon Thomas Hurter (udc, SH).

Le contre-projet est soutenu par de nombreuses associations, dont le TCS. Son coût est modeste pour la Confédération: un peu plus d'un million de francs par an et 1,5 poste. Les initiants ont indiqué adhérer au contre-projet, un retrait de leur texte n'est donc pas exclu. **ATS**

Le tarmac de Genève-Cointrin paralysé par la neige



Neige. Les chutes de neige ont causé hier de grosses perturbations en Suisse. A Genève Aéroport, une centaine de départs ont été annulés, ainsi que 98 arrivées, suite à la fermeture du tarmac pendant la matinée. Le trafic a repris progressivement dès la mi-jour-

née. Le premier avion a pu décoller à 12 h 33 et le premier atterrissage s'est effectué à 13 h 10, a communiqué Genève Aéroport. Les aéroports de Zurich et Bâle n'ont pas connu de problèmes majeurs. Zurich-Kloten a toutefois dû annuler une dizaine de vols. **ATS/KEYSTONE**

Selon le Tribunal fédéral, les parents ne doivent plus participer financièrement aux sorties scolaires et aux camps de ski

Les cantons pestent contre les juges

PHILIPPE BOEGLIN

Education ► A priori, le Tribunal fédéral (TF) a fait une fleur aux parents le 7 décembre dernier: dans un arrêt prononcé suite à un recours venu de Thurgovie, les juges ont imposé la gratuité de l'enseignement obligatoire... et donc de ses activités extra-muros, comme les courses d'école, sorties culturelles ou camps de ski. Pas question de continuer à en facturer une partie aux géniteurs, à l'exception de certains frais de repas. Voici, en soi, plutôt une bonne nouvelle pour les parents.

Mais sur le terrain, la mise en œuvre n'a rien d'une sinécure. Plusieurs cantons pestent, affirmant que la décision judiciaire met en péril l'existence des excursions scolaires. En effet, nombre de cantons sollicitent une participation financière des parents. Or, vu que ces derniers ne sont plus tenus de payer, les frais retombent sur les collectivités publiques, le plus souvent sur les communes. Cela ne fait pas plaisir à tout le monde.

«Incompréhension»

Les réactions fusent. Contacté, le Département de la formation du Valais tient «à dire son incompréhension totale face à cette décision du Tribunal fédéral». En Thurgovie, canton où l'affaire a démarré, la ministre de l'Instruction publique, Monika Knill, a dit de l'arrêt du TF qu'il «tuait les camps». Et, pour l'heure, les cantons s'attellent à maintenir les activités déjà organisées.

Dans le canton de Fribourg (nos éditions du 31 janvier et du 20 février), l'Association des communes, en collaboration avec la Direction de l'Instruction publique, de la culture et du sport (DICS), a concocté un



16

En francs, le montant maximum demandé aux parents lucernois pour une journée de camp

modèle de lettre. Celle-ci peut être envoyée par les municipalités aux parents. But: exposer la situation nouvelle et demander une aide financière aux géniteurs pour les activités déjà réservées, comme les camps de ski. «C'est un appel à la bonne volonté des parents», écrivait la DICS dans un communiqué daté du 19 février.

Pas de retour en arrière

En terre vaudoise, pour l'instant, «rien ne change. Les camps organisés pour cet hiver l'ont été avant que l'arrêt du TF ne soit rendu public. En toute bonne foi, il est difficile de revenir sur des montages financiers – location de chalet, achat d'abonnements de ski, réserva-

tions de car, etc. – qui ont fait l'objet d'une facturation aux parents», explique François Modoux, délégué à la communication au Département de la formation.

Le Valais procède de manière similaire: «Evidemment, nous poursuivons normalement les activités hors grille horaire. Elles sont une partie importante du cursus de formation», martèle Murielle Evéquo, chargée de communication.

Outre-Sarine, Lucerne a par contre pris des mesures et notamment diminué par deux (de 30 à 16 francs maximum) le montant exigible pour une journée de camp. Mais, qu'ils le veuillent ou non, les cantons et communes n'ont pas le choix: il



«Cet arrêt du Tribunal fédéral tue les camps de ski»

Monika Knill

leur faudra se plier au verdict de l'instance juridique suprême. L'heure est donc à la recherche de solutions et aux tables rondes.

Loi scolaire à modifier

A Fribourg, le canton et l'Association des communes placent sur une modification de la loi scolaire et des solutions de financement. Le Grand Conseil a d'ailleurs demandé au gouvernement de mettre en place une aide financière. En Valais, un groupe de travail livrera des recommandations «dans les meilleurs délais, probablement avant l'été», annonce Murielle Evéquo.

Pour sa part, Vaud est intervenu auprès de la Conférence

des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP), l'instance intercantonale. Le secrétariat général de la CDIP «a reçu le mandat» d'évaluer l'impact de la nouvelle jurisprudence, afin de «proposer une coordination des réponses cantonales».

L'affaire rebondit également au Parlement fédéral. Deux PDC fribourgeois, le conseiller aux Etats Beat Vonlanthen et la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach, ont chacun déposé une interpellation. Ils demandent notamment au Conseil fédéral si la Confédération pourrait accroître son soutien là où la législation le permet.

AVEC ARIANE GIGON

Les joies du camp de ski pourraient bien être condamnées par un arrêt récent du Tribunal fédéral. DR

Le parlement veut mettre son nez dans la planification du réseau postal et entend revoir les critères

Coup de frein aux fermetures d'offices

PHILIPPE CASTELLA

Poste ► Le géant jaune constitue sans aucun doute le fil rouge de la très mal nommée session de printemps du parlement. Après le salaire des dirigeants des ex-régies examiné lundi aux Etats, c'est sur le réseau postal que s'est penché hier le Conseil national. A une écrasante majorité (168 à 12), il a approuvé une motion venant de la Chambre des cantons qui cherche à serrer la vis en matière de restructuration du réseau postal. Seuls les vert-libéraux et une poignée de libéraux-radicaux s'y sont opposés.



«Il ne s'agit pas de figer La Poste, qui doit toujours évoluer»

Frédéric Borloz

Que réclame cette motion? Elle exige tout d'abord que La Poste remette «sans tarder» au Conseil fédéral un schéma de planification du réseau postal. Elle demande en outre au Conseil fédéral de revoir les critères qui définissent le service public. Il s'agira là de prendre en considération les particularismes régionaux, les conditions de mobilité ainsi que les différentes catégories d'utilisateurs des services postaux.

Le critère des 20 minutes

Le critère qui prévaut aujourd'hui, c'est que 90% de la population doit pouvoir accéder à un office de poste ou une agence en vingt minutes, à pied ou par les transports publics. Cette durée est portée à trente minutes si un service à domicile est proposé. Faites le calcul dans votre région et vous vous apercevrez bien vite que La Poste a encore de la marge pour fermer d'autres offices...

«Il ne s'agit pas de figer la situation de La Poste. Elle doit



Actuellement, 90% de la population doit pouvoir accéder à un office de poste ou une agence en vingt minutes. KEYSTONE

COMMENTAIRE

Il est temps que la politique reprenne la main

A chaque fois qu'elle ferme un office de poste, la directrice du géant jaune, Susanne Ruoff, voit ses bonus augmenter. Ce n'est pas là un raccourci cavalier, juste la description crue d'un fonctionnement aberrant dans une entreprise qui tente de conjuguer jusqu'à confondre bénéfices et service public.

Dans l'affaire Carpostal, c'est bien pour gonfler les bénéfices que ses dirigeants ont bidouillé la comptabilité et détourné des subventions étatiques. Ils y avaient un intérêt tout personnel, puisque leurs bonus étaient directement corrélés à ces mêmes bénéfices.

Rien de tel au niveau de la maison mère? Vraiment? Hier, Doris Leuthard a objecté que les restructurations en cours sont jus-

tifiées par un réseau postal déficitaire à hauteur de 200 millions de francs par année. Si l'on gratte, on découvre que ce déficit vient étrangement de doubler après l'introduction de nouvelles méthodes comptables...

Et pendant ce temps, les secteurs des lettres et des paquets présentent de juteux bénéfices (317 et 117 millions en 2016). C'est dire que, pour son noyau dur d'activités, La Poste est encore largement bénéficiaire. Comme la répartition est essentiellement une affaire de facturation interne, il suffit de déplacer le curseur pour que le réseau postal se retrouve plus ou moins déficitaire, voire bénéficiaire.

Il est clair que les besoins de la population ont beaucoup évolué dans ce domaine et

qu'il serait ridicule de figer dans le marbre un réseau d'offices issu d'une autre ère. Cette évolution doit toutefois être guidée par la volonté d'offrir le meilleur service à la population, et non par des critères purement financiers, artificiellement gonflés par les intérêts directs des dirigeants, liés aux bonus.

Il est temps que la politique reprenne la main sur les activités du géant jaune et mette au pas les financiers. La motion acceptée hier constitue une première avancée dans cette direction, mais encore bien timide. Il faudra vérifier si le parlement n'essaie pas là juste de se donner bonne conscience face à une grogne qui monte.

PHILIPPE CASTELLA

continuer à évoluer», tempère Frédéric Borloz (plr, VD). Pas question ainsi, comme le réclame Suzanne Leutenegger Oberholzer (ps, BL) dans une autre motion, d'imposer un moratoire à La Poste sur la fermeture des offices jusqu'à l'approbation d'un schéma de planification du réseau postal. «Si la question d'un strict moratoire n'a pas été abordée en commission, personne ne s'attend à ce que La Poste poursuive de manière effrénée sa politique de fermetures d'offices», a nuancé son camarade Philipp Hadorn (ps, SO).

Doris Leuthard, elle, s'est battue en vain pour que le plénum rejette cette motion. La conseillère fédérale a reconnu que La Poste n'avait pas toujours mené avec tout le tact souhaité les discussions avec les communes, ce qui a d'ailleurs justifié la formation d'un groupe de travail afin de mettre un peu d'huile dans les rouages. Mais aujourd'hui, il n'y a que trente communes, a-t-elle précisé, où des solutions n'ont pas encore pu être trouvées d'un commun accord.

Vers 800 à 900 offices

Pour le reste, a-t-elle martelé, «La Poste a toujours respecté à 100% les critères que lui a imposés le législateur». Et la démocrate-chrétienne de jeter une pierre dans le jardin du parlement: «Si les politiciens estiment que les critères doivent être modifiés, c'est à eux d'agir. La Poste ne peut pas en être rendue responsable.»

Rappelons que l'intention du géant jaune est de réduire le nombre d'offices à 800 ou 900 d'ici à 2020. Il en reste aujourd'hui environ 1250, contre 2400 encore en 2005. A Matthias Reynard (ps, VS) qui le lui a rappelé, Doris Leuthard a rétorqué qu'il oubliait l'augmentation en parallèle du nombre d'agences postales, hébergées souvent dans des commerces: «Pour la population, c'est le même service qui est offert, qu'elle aille dans un office de poste ou dans une agence.» Avec en prime souvent des horaires étendus permettant par exemple d'aller retirer ses paquets en rentrant du travail.

Pour sûr, ce sujet va continuer à alimenter les discussions. Quant à l'affaire Carpostal, on a appris hier qu'elle ferait l'objet d'un débat spécial au Conseil national le mercredi 14 mars. I

PUBLICITÉ

Ouvrir l'oeil sur les activités des multinationales suisses ?

Actares - actionariat pour une économie durable – recherche pour renforcer ses groupes de travail des personnes bénévoles intéressées à l'analyse des activités de l'une ou l'autre des grandes entreprises suisses et à la poursuite d'un dialogue critique avec leurs dirigeants.

En cas d'intérêt, merci de contacter le secrétariat d'Actares, info@actares.ch.

Huit enfants sur dix ont un smartphone

Technologie ► Les enfants sont des adeptes d'internet et des médias. Près de huit sur dix (79%) utilisent au moins occasionnellement un téléphone portable. Bonne nouvelle toutefois: jouer et faire du sport figurent en tête des activités de loisirs des enfants.

Le smartphone est utilisé pour jouer, écouter de la musique et visionner des vidéos en ligne ou pour échanger des

messages. La fascination des jeunes pour le portable comporte toutefois un risque, a indiqué hier la Haute Ecole zurichoise de sciences appliquées (ZHAW) en présentant les résultats de son enquête MIKE (*Medien, Interaktion, Kinder, Eltern*).

Au moins une fois par semaine, les téléphones sont allumés durant les heures de sommeil. La moitié des jeunes en âge d'aller

à l'école primaire utilise plus souvent Whatsapp qu'en 2015 lors de la 1^{re} enquête MIKE.

Un enfant sur vingt, voire un enfant sur cinq d'origine étrangère, possède une télévision dans sa chambre. Seuls 3% des enfants suisses ne regardent jamais la télévision.

Il est important de fixer des règles, avertit la ZHAW. Le comportement des parents influence celui des enfants. La plupart

d'entre eux fixent des limites d'utilisation. Et ils sont plus de 90% à connaître les recommandations d'âge pour les films au cinéma et sur petit écran.

Malgré une utilisation toujours plus importante des médias numériques, les enfants entre 6 et 13 ans préfèrent les jeux de société ou en plein air, le sport et les rencontres entre amis. **ATS**

Poutine montre ses armes

Armement ► L'annonce retentissante hier de Vladimir Poutine sur les nouvelles armes russes «invincibles» montre que Moscou «viole les traités» sur le contrôle des missiles, a réagi le Département d'Etat américain. Le président russe a expliqué que ces nouvelles armes répondent à l'activité militaire des Etats-Unis. «Nous ne considérons pas que cela est une attitude digne d'un acteur mondial majeur», a déclaré la porte-parole du Département d'Etat. Heather Nauert était interrogée sur le discours du président russe pendant lequel il a présenté, une heure durant, les dernières armes haute technologie de la Russie. **ATS/AFP**

Puigdemont ne briguera pas la présidence

Catalogne ► Son groupe propose en tant que candidat Jordi Sanchez, le président d'une association indépendantiste emprisonné.

Le président catalan destitué Carles Puigdemont a annoncé hier qu'il renonce à briguer de nouveau la présidence de la Catalogne, dans une vidéo postée sur YouTube. «J'ai demandé au président du Parlement catalan que, de manière provisoire, il ne présente pas ma candidature à l'investiture comme président», a dit le leader indépendantiste dans cette

vidéo. Son groupe propose en tant que candidat Jordi Sanchez, le président d'une association indépendantiste emprisonné.

«Dans les conditions actuelles, c'est la seule façon de pouvoir former un nouveau gouvernement, le plus rapidement possible», a dit Carles Puigdemont pour expliquer ce retrait.

Depuis la victoire des indépendantistes aux élections régionales du 20 décembre, il était le seul candidat à la présidence de l'exécutif

régional, tout en sachant qu'il serait arrêté et vraisemblablement écroué s'il rentrait de Belgique en Espagne. Sa région de 7,5 millions d'habitants est placée sous la tutelle de Madrid depuis la proclamation, restée sans effets, le 27 octobre à Barcelone d'une «République catalane».

Dans un discours pugnace au ton solennel, devant les seuls drapeaux catalan et européen, Puigdemont a fustigé «les abus de l'Etat espagnol», qui cherche selon lui à «criminaliser l'indépendantisme». «La Catalogne

a gagné le droit à se convertir en une république indépendante», a-t-il réaffirmé. «Cet objectif est incontournable et c'est pourquoi il faudra continuer à faire de la politique depuis l'intérieur et depuis l'extérieur» du pays, a-t-il dit.

Il a en outre annoncé qu'une équipe d'avocats internationaux avait déposé hier une plainte en son nom contre l'Etat espagnol devant le comité des droits de l'homme des Nations Unies, pour activement défendre ses droits.

© LIBÉRATION AVEC AFP

SYRIE

CAMIONS D'AIDE EN ATTENTE

Les forces syriennes et russes ont maintenu hier la pression militaire sur l'enclave rebelle de la Ghouta orientale. La trêve n'a pas eu les conséquences humanitaires escomptées. Plus de 40 camions d'aide n'ont pas pu pénétrer dans l'enclave. **ATS**

TERRORISME

LE MÉNAGE SUR INTERNET

Tout «contenu terroriste» sur internet doit être supprimé dans l'heure suivant son signalement, a demandé hier la Commission européenne. Celle-ci veut aussi lutter contre les discours haineux, la pédopornographie ou la contrefaçon. **ATS**

VIDÉOS DE L'EI

MARINE LE PEN INCULPÉE

La présidente du parti français d'extrême droite Front national (FN), Marine Le Pen, a été inculpée hier pour la diffusion en décembre 2015 de photos d'exactions du groupe djihadiste Etat islamique sur Twitter. Il s'agit de sa seconde inculpation. **ATS**

ARMÉNIE

RUPTURE AVEC LA TURQUIE

L'Arménie a annoncé hier désavouer les accords de normalisation avec la Turquie, accusant Ankara de ne pas pouvoir «se débarrasser de ses stéréotypes». Leurs relations restent hantées par le souvenir des massacres d'Arméniens. **ATS**

ALLEMAGNE

CYBERATTAQUE À BERLIN

Les autorités allemandes ont révélé hier faire l'objet d'une attaque informatique inédite contre des ministères. Plusieurs médias y voient la main de hackers russes. Mais aucun détail n'a été fourni afin de ne pas compromettre l'enquête. **ATS**

JOURNALISTE TUÉ

ARRESTATIONS EN SLOVAQUIE

La police slovaque a indiqué hier avoir interpellé plusieurs hommes d'affaires italiens cités dans l'enquête sur la corruption menée par le journaliste récemment assassiné Jan Kuciak. Ce dernier les soupçonnait de liens avec la mafia. **ATS**

Après la fusillade de Parkland, le président soutient des mesures de contrôle des armes plus restrictives

Trump changerait son fusil d'épaule

FRÉDÉRIC AUTRAN

Etats-Unis ► Et si? Et si Donald Trump, contre toute attente, faisait mieux que son prédécesseur sur le brûlant dossier des armes? Après le massacre, fin 2012, dans l'école primaire de Newtown (Connecticut) – «le pire jour de ma présidence», avait dit Barack Obama –, le président démocrate s'était heurté à un mur. Majoritaires à la Chambre et dotés d'une minorité de blocage au Sénat, les républicains avaient torpillé un modeste durcissement des contrôles sur les armes.

La récente tuerie (17 morts le 14 février) dans un lycée de Parkland (Floride) a relancé, pour la énième fois, le débat. Echaudés par l'apathie post-Newtown, beaucoup anticipent déjà un scénario identique, sorte de transposition à la sauce «fusillade» des cinq étapes du deuil: choc, colère, négociation, indifférence, oubli. Et ce jusqu'au prochain *mass shooting* dans une école, un cinéma ou un concert.

Le talent des lycéens

Forts de leur énergie et leurs talents de communicants, sur Twitter notamment, les lycéens de Parkland entendent briser cette tragique routine. «Pas cette fois», martèlent ces néomilitants, dont le mouvement Never Again («Plus jamais») es-saïme. Depuis deux semaines, ils participent à des meetings, courent les plateaux télé, rencontrent des élus. Le 21 février, Trump les a reçus et écoutés. Et peut-être même entendus, à en croire ses propos étonnants tenus mercredi à la Maison-Blanche. Lors d'une rencontre avec des élus démocrates et républicains, retransmise en direct à la télévision, le milliardaire a en effet soutenu des me-



Une des nombreuses manifestations de soutien aux victimes de Parkland la semaine dernière devant le Capitole à Washington. KEYSTONE

sures de contrôle des armes bien plus strictes que celles envisagées par son parti.

«J'ai été extrêmement surpris par les propos du président, explique Robert Spitzer, politologue et auteur de plusieurs livres sur le sujet. Il a clairement indiqué qu'il soutenait certaines mesures rejetées par les républicains et la NRA (la National Rifle Association, le lobby des armes, ndlr), qu'il a rabaissée. C'est un changement majeur pour lui.» Parmi les mesures auxquelles Trump se dit favorable: des vérifications approfondies d'antécédents, des

Nombre d'observateurs doutent de la capacité du président à faire plier les républicains

contrôles plus robustes pour les personnes souffrant de maladies mentales et le relèvement de 18 à 21 ans de l'âge légal pour acheter certaines armes.

Actuellement, la loi fédérale interdit l'achat de pistolets aux moins de 21 ans mais autorise tout adulte de 18 ans à acheter un fusil. Y compris les fusils semi-automatiques de type AR-15, comme celui que le tireur de Parkland a utilisé. «Ce n'est pas très populaire à dire, du point de vue de la NRA, mais je le dis quand même. Vous ne pouvez pas acheter un pistolet à 18, 19 ou 20 ans. Mais à 18 ans, vous

pouvez acheter l'arme utilisée dans cette terrible fusillade. Cela n'a pas de sens», a déclaré Trump, devant des élus républicains estomaqués. Pour eux comme pour la NRA, ce relèvement d'âge serait une violation flagrante – et inacceptable – du deuxième amendement de la Constitution, qui garantit aux Américains le droit de porter une arme.

Trump fan de la NRA

Pendant près d'une heure, Trump a semblé incarner le président qu'il avait promis d'être tout au long de sa campagne:

rassembleur, négociateur, déterminé à briser la paralysie politique à Washington et à ne pas se laisser dicter sa conduite par les lobbies, aussi puissants soient-ils. La NRA lui a donné 30 millions de dollars – un record – au cours de sa campagne? «Je suis un grand fan de la NRA. Ce sont de grands patriotes, ils aiment notre pays», cajole d'abord Trump. Avant de lancer aux élus: «La NRA a beaucoup de pouvoir. Elle a beaucoup de pouvoir sur vous. Elle en a moins sur moi. Certains d'entre vous sont pétrifiés par la NRA.»

Déterminés à saisir l'opportunité offerte par Trump, les démocrates appellent à peser de tout son poids dans les discussions, en flattant au passage son ego et son désir de se transformer – enfin – en «roi du deal». «Monsieur le Président, c'est vous qui allez devoir amener les républicains autour de la table sur ce sujet, parce que sinon, le lobby des armes bloquera toute avancée», a lancé le sénateur démocrate Chris Murphy. «J'aime cette responsabilité. Il est temps qu'un président monte au créneau», a répondu Trump, oubliant au passage les efforts répétés – quoique vains – d'Obama sur le sujet.

Même s'il reste ferme sur ce dossier, nombre d'observateurs doutent de la capacité du président à faire plier les républicains, d'autant moins en cette année d'élections législatives de mi-mandat. «Dans les régions où la NRA est forte, Trump sera incapable de convaincre un élu de voter pour un contrôle accru des armes. Car les élus savent que s'ils le font, ils perdront leur prochaine élection», analyse Harry Wilson, professeur à Roanoke College et spécialiste du débat sur les armes.

© LIBÉRATION

Pierin Vincenz, bâtisseur du succès de l'ex-petite banque coopérative, est en prison depuis quatre jours

Raiffeisen, l'heure des désillusions

ARIANE GIGON, ZÜRICH

Portrait ▶ La matinée s'annonce cruciale pour lui: Pierin Vincenz, ancien directeur général de Raiffeisen, comparait à Zurich devant un juge qui doit décider de sa mise en détention préventive. Longtemps porté aux nues, l'ancien directeur suscitait pourtant des doutes chez de nombreux observateurs. Portrait.

Si, selon les dires de la banque, «près d'une personne sur deux est cliente Raiffeisen en Suisse», c'est à n'en pas douter grâce à Pierin Vincenz (61 ans). Car entre 1999, année de l'accession de ce natif de la Surselva (GR) à la direction de la banque coopérative, et aujourd'hui, le réseau de 582 filiales, parfois encore gérées par des bénévoles, et son 1,5 million de clients s'est étendu à 930 sites et 3,7 millions de clients.

Dès son arrivée au pouvoir, le Grison a impressionné les commentateurs. Lors de sa première

conférence de presse de CEO, le magazine *Cash* voyait en lui un chef «idéal, montagnard expérimenté, qui allie harmonieusement tradition, pensée sociale et progrès». Selon le journaliste l'ayant décrit ainsi, le nouveau CEO ne savait en outre pas, sincèrement, qu'il portait un veston Armani.

Infanterie de montagne

Il est bien sûr toujours facile d'être plus malin après coup et de se demander s'il l'ignorait vraiment. Surtout quand le principal intéressé est en prison et même si la présomption d'innocence prévaut. Arrêté mardi matin chez lui, à Niederteufen (UR, à quelques kilomètres de Saint-Gall), l'ancien commandant d'une unité d'infanterie de montagne s'était plongé tôt dans le monde de la finance. Après ses études à l'Université de Saint-Gall, il était entré à l'ancienne SBS en 1986 et y était devenu spécialiste de produits dérivés. Après deux autres postes, le voilà, en 1996, chez



La justice zurichoise a demandé la détention préventive de l'ex-patron de Raiffeisen, Pierin Vincenz, accusé de gestion déloyale. KEYSTONE

Raiffeisen, où il manque de croiser son père, Gian Clau Vincenz, ancien conseiller aux Etats PDC, qui avait présidé la coopérative de 1984 à 1992. Le malheur frappe: son épouse décède alors que leurs filles jumelles ont six ans.

Le CEO s'est remarié, plus tard, avec Nadja Ceregato, également collaboratrice de Raiffeisen, dont elle était devenue la cheffe des affaires juridiques juste avant le départ de son mari, en automne 2015. «Cela avait fait jaser, mais pas longtemps», rappelle

Lukas Hässig, du site économique Inside Paradeplatz (IP).

Selon IP, l'épouse, qui a quitté Raiffeisen l'an dernier, aurait joué un rôle clé dans le rachat des activités non américaines de la banque privée Wegelin, devenue Notenstein. En 2012 toujours, Raiffeisen devenait aussi le sponsor principal de la plus haute ligue du football suisse, qui porte désormais son nom.

«Beaucoup de gens savaient que Pierin Vincenz avait fait des trucs bizarres», selon Lukas Hässig. Mais il a fallu attendre l'automne dernier, et l'annonce d'une enquête de la Finma, pour que les révélations fusent.

L'enquête se poursuit

Si la Finma a mis un terme à l'enquête visant à vérifier les qualités de banquier de Pierin Vincenz, «puisqu'il avait informé qu'il n'exercerait plus jamais de fonction dirigeante sur les marchés financiers», rappelle le porte-parole Tobias Lux, l'autorité continue à enquêter

sur Raiffeisen, en lien avec les règles de bonne gouvernance. Le porte-parole rappelle que «comme c'est l'usage, la Finma coordonne ses activités avec les autorités de poursuite pénale et coopère avec ces dernières». Sont concernés: les Ministères publics des cantons de Saint-Gall et de Zurich. Ce dernier a requis hier la détention préventive pour Pierin Vincenz et une autre personne. Le Grison doit comparaître devant un juge ce matin.

C'est Lorenz Erni, avocat star du barreau zurichois, qui défendra l'ancien CEO de l'ancienne petite coopérative Raiffeisen. Il n'a pas répondu à nos sollicitations hier.

«Raiffeisen a bâti sa réputation sur le fait d'être la seule banque suisse raisonnable et ne pratiquant pas la politique des boni disproportionnés, conclut Lukas Hässig. Et maintenant le public découvre qu'elle a été menée pendant vingt ans par un chef qui n'a peut-être pas été tout blanc...»

Huit cents emplois sont menacés chez CFF Cargo

Trafic marchandises ▶ CFF Cargo compte fonctionner avec 800 collaborateurs de moins d'ici à fin 2023, en fournissant les mêmes prestations.

Comptant aujourd'hui 2200 postes, l'entreprise CFF Cargo va supprimer 330 postes d'ici à 2020. Elle table sur des centaines de départs à la retraite.

En cause, les mutations dans le trafic marchandises, qui est soumis à de fortes pressions. «Alors que SBB Cargo International a amélioré son résultat en 2017, la demande a fortement baissé dans le domaine du trafic par wagons isolés en Suisse. Dans ce contexte, le fret ferroviaire se repositionne en renforçant le trafic par wagons systématiques», a expliqué hier CFF Cargo.

Les 330 postes qui seront supprimés d'ici trois ans se répartissent comme suit: 100 dans l'administration, 80 parmi les mécaniciens de locomotive et environ 150 dans le personnel de manœuvre. A l'horizon 2023, l'entreprise prévoit de tourner avec un effectif de 1400 collaborateurs, contre 2200 actuellement.

«La réduction des effectifs pourra s'effectuer dans des conditions sociales acceptables», selon CFF Cargo, qui table sur 750 départs via les fluctuations naturelles. Cependant, certains postes devront être supprimés.

Dans le domaine du trafic par wagons isolés, qui est irrégulier et fragmenté, environ 170 points de desserte seront

examinés d'ici à 2023, poursuit l'entreprise. Elle souligne que 90% des wagons passent aujourd'hui par la moitié des 344 points de desserte.

Si SBB Cargo International a amélioré son résultat en 2017, le trafic par wagons systématique assuré par CFF Cargo entre les espaces économiques suisses a légèrement diminué pour les wagons chargés (-0,8%), et le transport de quantités réduites et irrégulières en trafic par wagons isolés a subi un net recul (-14,5%).

De leur côté, les syndicats sont scandalisés par la décision du Conseil d'administration des CFF de démanteler massivement et pour la énième fois les capacités du trafic marchandises. **ATS**

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE
ENGAGE



LE SERVICE AMÉNAGEMENT, GÉNIE CIVIL ET MOBILITÉ (AGCM) est en charge d'aménager et d'entretenir l'ensemble des espaces publics, des ouvrages d'art, du réseau d'assainissement, des monuments et des fontaines de la Ville de Genève.

Pour compléter son équipe, la direction du service recherche un ou une

**ADJOINT DE DIRECTION ADMINISTRATIF OU
ADJOINTE DE DIRECTION ADMINISTRATIVE**

Votre mission et vos responsabilités:

Vous participez à la direction du service et assurez, en coordination avec elle, la gestion administrative et financière. Vous dirigez, contrôlez, coordonnez l'entité gestion et administration, en étroite collaboration avec les autres adjoint-e-s de direction techniques. Vous participez à l'élaboration et à la mise en application de la stratégie du service, notamment dans le domaine des prestations assurées par l'entité gestion et administration, ainsi qu'à la supervision et la coordination générale de ses missions. Vous assurez la qualité des prestations délivrées par votre unité, dans les domaines du secrétariat, de la comptabilité et des ressources humaines et assurez la conduite et la gestion du personnel de l'entité gestion et administration. Vous êtes force de proposition pour le service et faites le lien pour vos domaines de compétences respectifs avec toutes les entités internes et externes.

Votre profil:

Titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Master ou au bénéfice d'une formation jugée équivalente, dans le domaine économique ou des ressources humaines complétée par une formation en gestion d'entreprise, vous justifiez de plusieurs années de pratique professionnelle dans un emploi similaire. Votre expérience en matière de management, de direction et de gestion du personnel est confirmée. Vous possédez d'excellentes connaissances des milieux politiques et gouvernementaux au niveau local et régional.

Adresse de retour: Service Aménagement, génie civil et mobilité – 10, Rue François Dussaud – 1227 Les Acacias

Conditions générales

Etre domicilié-e dans le canton de Genève ou dans la zone de domiciliation autorisée

Dépôt de candidature jusqu'au 26 mars 2018

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi.

Entrée en fonction

1^{er} avril 2018 ou à convenir

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE
ENGAGE



LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR
LE POSTE SUIVANT:

ADJOINT-E TECHNIQUE à 80-100% au Service des espaces verts (SEVE)

Pour plus de détails concernant cette annonce: www.ville-geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi.

SOLIDARITÉ La jeune Stellyna Kouadio a créé une association de soutien aux écoliers d'un village de Côte d'Ivoire. **17**

RELIGIONS Rencontre avec l'écologiste et pacifiste Satish Kumar, qui milite pour des alternatives à la globalisation. **18**

le **MAG A** Lausanne, le festival de danse contemporaine «Printemps de Sévelin» reçoit l'étoile montante Oona Doherty. **23**

WEEK-END

ANALYSE
11
LE COURRIER
VENDREDI 2 MARS 2018

Fermes éoliennes, barrages, centrales solaires, géothermiques ou nucléaires... Le marché de l'énergie se développe sur tout le continent noir, suscitant la convoitise des géants mondiaux de l'électricité, mais aussi d'entreprises africaines

Batailles commerciales pour éclairer l'Afrique

LE MONDE
diplomatique

AURÉLIEN BERNIER*

Marché de l'électricité ► On ne compte plus les initiatives destinées à alimenter l'Afrique en électricité. En 2012, les Nations Unies inaugurent le dispositif Énergie durable pour tous, qui vise à fournir, d'ici à 2030, un accès universel aux sources modernes de courant, avec une priorité naturellement donnée à l'Afrique. En juillet 2013, c'est au tour du président américain Barack Obama de lancer, lors d'un voyage en Tanzanie, le plan Power Africa (Énergie pour l'Afrique), en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale. Ce programme piloté

Vivendi, Carrefour, JC Decaux, Bouygues, Électricité de France (EDF), Dassault, Eiffage, Engie, Orange, Schneider Electric, Total, Veolia, Vinci...

Passée relativement inaperçue lors de la COP21, qui s'est tenue fin 2015, l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER) rassemble les cinquante-quatre pays du continent. L'objectif affiché par cette coalition, pilotée par l'Union africaine, est «d'atteindre au moins 10 gigawatts [GW] de capacité nouvelle et additionnelle de production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2020, et de mobiliser le potentiel africain pour produire au moins 300 GW d'ici à 2030». Cela reviendrait à multiplier par près de dix la production actuelle d'énergie renouvelable (cette augmentation devant contribuer à 50% de la crois-

hauts fonctionnaires majoritairement désignés par les États africains.

Pourtant, au mois de mars 2017, le professeur Youba Sokona, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) chargé de l'unité «projets» de l'IAER, démissionne avec fracas. Le scientifique malien estime que les financeurs ont «mis sur pied une stratégie pour imposer aux Africains des projets automatiquement sélectionnés par les Européens». Et de citer la première vague de dix-neuf dossiers validés malgré les réserves émises par des membres africains du conseil d'administration de l'Initiative. En parallèle, près de deux cents associations africaines signent une lettre ouverte intitulée «Stop au détournement de l'IAER par l'Europe». Elles accusent plusieurs pays européens, et particulièrement la France, d'imposer des projets favorisant les intérêts directs de leurs multinationales de l'énergie et de leurs bureaux d'études. Dans un rapport présenté le 20 septembre 2016, Ségolène Royal, alors ministre de l'environnement et présidente de la COP21, n'avait-elle pas identifié 240 projets et programmes dans diverses filières: hydraulique, géothermie, solaire, éolien?

Pourquoi tant d'initiatives juxtaposées? Toutes partagent ce constat: la sous-alimentation de l'Afrique en électricité entrave son développement. Elles affichent toutes les mêmes images d'enfants dont le sourire est éclairé par une ampoule électrique. Elles proposent toutes plus ou moins les mêmes outils: des enceintes pour des discussions d'affaires, des fonds d'investissement ou de garantie, des prêts, des expertises... Et surtout, elles insistent toutes sur l'importance cruciale des partenariats public-privé.



Une éolienne près du Cap, en Afrique du Sud. «Les capitaux internationaux ont enfin trouvé une porte à leur mesure pour entrer en Afrique: le développement des énergies renouvelables.» KEYSTONE

Derrière les discours généreux, des intentions souvent très prosaïques

par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) propose une expertise technique et juridique, des prêts et des outils financiers pour développer des projets durables... par le biais d'entreprises américaines. En octobre 2015, à la veille de la conférence de Paris sur le climat (COP21), le groupe des Vingt (G20) organise sa toute première réunion des ministres concernés, qui annoncent un plan d'accès à l'énergie pour l'Afrique subsaharienne. La même année, l'ancien ministre de l'écologie français Jean-Louis Borloo a créé une fondation, Énergies pour l'Afrique, qui vise à «connecter 600 millions d'Africains à l'électricité d'ici à 2025». De prestigieux partenaires apparaissent sur son site Internet:

sance totale de la production d'ici à 2040). Et à augmenter, sans recourir aux énergies fossiles, le taux d'électrification du continent.

Le Japon, l'Union européenne et huit pays occidentaux (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) ont promis de consacrer 9,4 milliards d'euros d'ici à 2020 au financement de l'Initiative, dont 3 milliards d'euros annoncés par Paris. En dépit de la provenance des fonds, le cadre fondateur de l'IAER précise que les pays du continent doivent pouvoir choisir les projets financés et en maîtriser la mise en œuvre; les entreprises africaines doivent être sollicitées en priorité. L'Initiative est dirigée par un conseil d'administration composé de

La générosité des textes fondateurs de ces plates-formes cache des intentions souvent très prosaïques. Depuis les années 1980, les pays occidentaux ouvrent leurs marchés électriques à la concurrence, provoquant une intense guerre commerciale entre les grandes entreprises du secteur. Mais les systèmes électriques du Vieux Continent et ceux de l'Amérique du Nord demeurent en surcapacité de production. Dans ces régions, les perspectives de croissance restent donc relativement faibles. Ce qui n'est pas le cas pour des marchés émergents, comme celui de l'Afrique.

Afin de favoriser leur expansion, les compagnies étrangères bénéficient du processus de libéralisation engagé depuis près de trente ans sur le continent. Au cours du XX^e siècle, la plupart des pays avaient créé des entreprises publiques disposant d'un monopole dans la production, le transport et la distribution du courant. Faute de moyens financiers suffisants, ces services nationaux sont souvent exsangues, incapables de garantir un approvisionnement de qualité. Plutôt que de les soutenir, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou encore la BAD ont encouragé l'adoption de méthodes de gestion issues du privé et une ouverture progressive à la concurrence.

Deux activités sont très profitables: la production du courant (les usines génératrices) et sa

commercialisation. À l'inverse, le transport d'électricité nécessite des investissements coûteux et beaucoup de maintenance. Il se prête mal à la concurrence. C'est pourquoi on parle de «monopole naturel». Pour les économistes libéraux, ces trois activités doivent donc être séparées: la production et la commercialisation doivent être privatisées et soumises à la concurrence; le réseau doit demeurer un monopole (souvent public). La même logique préside, en Europe, au démantèlement d'entreprises publiques comme EDF.

Le filon des énergies renouvelables

En 1998, la Côte d'Ivoire est le premier pays africain à appliquer ce schéma, avec l'appui de la Banque mondiale. L'entreprise publique nationale Énergie électrique de Côte d'Ivoire, créée en 1952, est liquidée et ses actifs sont transférés à la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), une société privée dans laquelle l'État ne détient que 15% des parts. Aujourd'hui, c'est le groupe français Eranove qui contrôle la CIE². Le gouvernement ivoirien lui a concédé l'exploitation des ouvrages de production, de transport et de distribution, la commercialisation, l'importation et l'exportation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire national. La libéralisation en Côte d'Ivoire a servi d'exemple

et, depuis, presque tous les pays africains ont ouvert, totalement ou partiellement, leur marché au privé.

En 2014, l'Angola a ainsi lancé un Programme d'appui à la réforme de l'électricité, soutenu par la BAD pour 800 millions d'euros. Son but est de «promouvoir la croissance inclusive à travers le renforcement de la réforme du secteur de l'électricité, et d'accroître la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques». Pour ce faire, le rapport publié en avril 2014 par la

BAD préconise «l'institution de partenariats public-privé³». Dans une logique assez classique de privatisation des bénéfices et de socialisation des pertes, le document précise: «S'agissant du système de transport d'électricité, qui est un monopole naturel, il restera une entité du secteur public⁴.»

Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec plus de 186 millions d'habitants en 2016, l'Usaid encadre le programme de libéralisation. Ce travail a été directement mené dans le cadre du dispositif Power Africa instauré par M. Obama. Une méthode qui n'est pas sans rappeler les pratiques des institutions financières internationales en matière d'ajustements structurels. ●●

... L'apport tant attendu de capitaux étrangers coûte parfois... très cher au pays. En Ouganda, le barrage de Bujagali, situé sur le Nil Blanc, à proximité du lac Victoria, assure la moitié de la production électrique nationale. Le partenariat public-privé de trente ans signé par Kampala avec la société Bujagali Energy Limited a fait exploser les prix. En 2015, l'électricité produite est revendue à l'État au tarif de 11 cents le kilowattheure, alors que le courant délivré par les barrages étatiques coûte 2 cents à produire. Bujagali Energy Limited est détenue par l'agence privée de développement du chef religieux ismaélien Karim Aga Khan IV et par la société américaine Sithe Global Power.

Pourtant, la dérégulation du secteur électrique en Afrique n'attire pas toujours les investisseurs, rebutés par le mauvais état du réseau, le manque de stabilité politique et juridique, les incertitudes quant au recouvrement des créances... Il convient donc de les rassurer. L'un des moyens d'y parvenir est le développement des énergies renouvelables. Grâce à la délocalisation des filières de production de panneaux solaires et d'éoliennes dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché, leurs coûts d'installation sont de plus en plus faibles. En outre, les États africains ont été poussés par les institutions internationales à pratiquer un tarif d'achat attractif, sur le modèle de ceux qui existent en Europe: les compagnies nationales de distribution d'électricité (presque toujours publiques) offrent aux producteurs privés d'énergie solaire, éolienne ou hydraulique un prix garanti et supérieur au prix moyen de l'électricité. Officiellement, ce mécanisme vise à sou-

Reste à résoudre un problème crucial: comment faire payer des populations pauvres?

tenir la production énergétique. Officieusement, il subventionne une privatisation rampante de l'énergie. «Les capitaux internationaux ont enfin trouvé une porte à leur mesure pour entrer en Afrique: le développement des énergies renouvelables, s'enthousiasmait en 2015 Thierno Bocar Tall, alors président-directeur général de la Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables (Saber). Les besoins en investissements sont gigantesques. Ils sont sécurisés par l'achat public de l'électricité et par de solides solutions de couverture de risques. Leur rentabilité ne peut que s'accroître au fil des progrès technologiques»⁵.

Bon nombre d'entreprises françaises du CAC 40 se ruent sur le secteur. En juin 2017, le Sénégal raccorde ainsi au réseau la centrale solaire de Senegy, à 130 kilomètres au nord de Dakar. Il s'agit du plus gros projet de ce type en Afrique de l'Ouest. Aux côtés du fonds souverain sénégalais Fonsis, les propriétaires de la centrale sont le fonds d'investissement français Meridiam et le constructeur Solaire-direct, filiale du groupe Engie. D'autres sociétés françaises interviennent sur le chantier: Schneider Electric, qui fournit les onduleurs et les transformateurs, Eiffage ou encore Vinci.

Pour rassurer les investis-



Un employé de l'entreprise sud-africaine publique de production et de distribution d'électricité Eskom. Pretoria a tardé à procéder aux investissements nécessaires à la satisfaction d'une demande intérieure croissante. KEYSTONE

seurs, on peut également compter sur la finance carbone. Le protocole de Kyoto, adopté en 1997, a posé les bases d'un système d'achat et de vente de «tonnes équivalent carbone»: les industriels qui dépassent un certain niveau d'émission de gaz à effet de serre doivent acheter des droits à émettre; à l'inverse, des projets peu émetteurs se voient délivrer des crédits qu'ils peuvent vendre⁶.

Poussés par les institutions internationales et les entreprises privées, les pays africains adoptent des législations ad hoc permettant le développement du marché du carbone. Le *carbon trading* commence à se développer, et avec lui des start-up

l'extension des réseaux nationaux ne répond pas toujours aux besoins et préconise de développer des solutions complémentaires, miniréseaux ou systèmes autonomes. Dans la logique de privatisation, ces systèmes sont déconnectés du service public, développés et exploités par des consortiums privés. Peu coûteux, ils permettent un retour sur investissement rapide.

Reste à résoudre un problème crucial: comment faire payer des populations pauvres? Depuis les années 2000, les compteurs prépayés se sont fortement développés dans de nombreux pays d'Afrique. Au lieu de régler une facture après consommation, l'utilisateur saisit un code qui lui donne accès à une quantité limitée d'électricité, au-delà de laquelle le raccordement est coupé. Grâce à la technologie numérique, les énergéticiens peuvent aller encore plus loin: en partenariat avec Orange, numéro un de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, la CIE a lancé fin 2015 un système de prépaiement par téléphone. En plus d'éviter les défauts de recouvrement, ces systèmes ne nécessitent pas de main-d'œuvre pour relever les compteurs.

A l'opposé des solutions décentralisées, un autre modèle énergétique rentable consiste à concentrer la production sur de grosses usines pour baisser les coûts unitaires. Mais l'étroitesse des marchés nationaux impose de développer les interconnexions entre États pour élargir la clientèle. C'est le principe du libre-échange adapté à l'électricité: celle-ci doit circuler sans entraves réglementaires ou financières des réseaux transfrontaliers. Sur les dix-neuf projets soutenus par la France et l'Union européenne dans le cadre de l'IAER, on trouve deux projets d'interconnexion, pour un total de 1175 kilomètres de lignes électriques à installer.

C'est ainsi que s'explique le très controversé barrage Grand Inga, en République démocratique du Congo⁸. Dans un pays qui concentre près de 40% des ressources hydroélectriques du continent (ce qui lui vaut le surnom de «château d'eau de l'Afrique»), il s'agit de construire un ouvrage deux fois plus imposant que le barrage chinois des

Trois-Gorges, le plus grand du monde.

La Banque mondiale, la BAD et l'Usaid contribuent aux études de faisabilité de ce projet, dont le coût varie, selon les estimations, entre 80 milliards et 100 milliards de dollars. Le G20 l'a inclus dans sa liste des onze grands chantiers structurants pour la «communauté internationale». Seuls 20% de la production seraient destinés à alimenter le marché national; le reste serait exporté. Grand Inga nécessiterait non seulement d'inonder une superficie importante de terres arables (22 000 hectares), mais aussi de construire 15 000 kilomètres de lignes à très haute tension.

Il existe déjà des barrages dans cette région, mais les installations n'ont jamais fonctionné correctement, faute de suivi dans les investissements. Plusieurs turbines sont à l'arrêt. Deux projets sont en cours: moderniser les installations existantes et construire le gigantesque barrage de Grand Inga. Ses plus gros clients seraient les mines de la province congolaise du Katanga et celles d'Afrique du Sud, Pretoria connaissant depuis de nombreuses années de graves pénuries d'électricité. À la fin des années 1990, le gouvernement sud-africain envisage un temps la privatisation d'Eskom, l'entreprise publique de production et de distribution

Le gouvernement chinois prépare l'étape suivante: l'émergence d'un nucléaire africain

d'électricité. Malgré les avertissements de la direction, les autorités ne procèdent pas aux investissements nécessaires à la satisfaction d'une demande intérieure croissante. Les coupures se multiplient.

Dans un rapport publié en 2015, la Banque mondiale étudie «comment un client à haute intensité énergétique, gros consommateur d'électricité, tel que l'industrie minière, pourrait renforcer sa contribution au développement de l'offre d'énergie, aider à élargir l'accès à l'électricité et attirer des capitaux privés dans cet espace énergétique⁹». La Banque souligne que les activités minières, dont le poids est

colossal dans l'économie de l'Afrique¹⁰, consomment beaucoup d'électricité. Ce poste représente de 10% à 25% des coûts d'exploitation. Les entreprises minières ont généralement le choix: s'approvisionner auprès du réseau national ou produire leur propre courant. L'autoproduction, ramenée au kilowattheure produit, leur coûte plus cher (25 cents en moyenne, contre 6 pour l'électricité des réseaux nationaux), mais se révèle en définitive plus rentable compte tenu des coupures du réseau national. Elles s'équipent donc de centrales thermiques fonctionnant au charbon ou au pétrole.

A la Banque mondiale, on prône une approche conjointe de questions minières et électriques. Le secteur minier jouerait le rôle d'acheteur principal, capable de tirer la production d'électricité vers le haut. Cela stimulerait encore davantage les investissements privés dans la production et le transport du courant. Le bénéfice pour l'économie serait double: les énergéticiens privés disposeraient de marchés rentables en Afrique et les compagnies minières réduiraient leurs coûts d'exploitation. Entre les lignes du rapport transparait une vision de long terme: le renforcement des capacités de production électrique conditionne l'intensification de l'exploitation des ressources na-

trales. Or les Nations unies n'ont jamais reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental (résolution 1754 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée en 2007).

Longtemps ignoré, le marché électrique africain ne fait pas rêver que les multinationales occidentales. D'après les calculs de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Chine a signé, pour la seule année 2015, plus de 13 milliards de dollars de contrats dans ce secteur. Environ 30% des nouvelles capacités électriques subsahariennes tombent désormais dans son escarcelle. Hors Afrique du Sud, la part des investissements chinois grimpe à 46%, soit près d'un mégawatt (MW) installé sur deux¹².

Pékin se spécialise dans la filière hydroélectrique, mais progresse aussi dans le solaire ou l'éolien. Et le gouvernement chinois prépare l'étape suivante: l'émergence d'un nucléaire africain. En janvier 2017, alors qu'elle annonce une réduction globale de ses investissements à l'étranger, la Chine précise qu'elle continuera à développer des secteurs stratégiques, notamment celui de l'atome. La China General Nuclear Power Corporation a signé au printemps 2017 un accord avec le Kenya qui prévoit la mise en service pour 2025 d'une première centrale nucléaire d'une puissance de 1000 MW, et l'installation de 4000 MW à l'horizon 2030. La société exploite depuis 2012 le gisement d'uranium de Husab, en Namibie, et les investisseurs chinois contrôlent la Société des mines d'Azelik, au Niger. Neuf pays africains (Égypte, Nigeria, Algérie, Maroc, Ouganda, Kenya, Niger, Ghana, Tunisie) ont annoncé leur intention de se lancer dans le nucléaire civil, et la Chine compte bien en tirer profit. Sur ce terrain, elle devra affronter la Russie, qui s'est positionnée en Égypte et au Nigeria, et, bien sûr, des sociétés françaises ou européennes, comme EDF ou Areva. I

Journaliste*

¹«Initiative africaine pour les énergies renouvelables mise en place à la COP21», www.ecologie-solidaire.gouv.fr

²Eranove regroupe les anciens actifs de Bouygues en Afrique, vendus à partir de 2008 au fonds d'investissement Emerging Capital Partners (55,9%) et au groupe Axa (18,6%).

³La production d'électricité dite «indépendante» est une production privée qui entre en concurrence avec les opérateurs de service public. Elle n'est pas soumise aux mêmes obligations réglementaires, notamment en matière de tarifs.

⁴«Programme d'appui à la réforme du secteur de l'électricité. Rapport d'évaluation», Banque africaine de développement, Abidjan, avril 2014.

⁵*Energies africaines*, n°2, Genève, mars-avril 2015.

⁶Lire «Faut-il brûler le protocole de Kyoto?», *Le Monde diplomatique*, décembre 2007.

⁷*Energies africaines*, n°3, mai-juin 2015.

⁸Lire Tristan Coloma, «Quand le fleuve Congo illuminera l'Afrique», *Le Monde diplomatique*, février 2011.

⁹«Le potentiel transformateur de l'industrie minière. Une opportunité pour l'électrification de l'Afrique subsaharienne», Banque mondiale, Washington, DC, 5 février 2015, www.worldbank.org

¹⁰Entre 2002 et 2012, la part de l'Afrique dans l'exploitation minière mondiale est passée de 10% à 17%.

L'industrie minière représente plus de la moitié des exportations totales au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Guinée, en Mauritanie, au Mozambique et en Zambie.

¹¹«Électrifier le pillage», Western Sahara Resource Watch, Berlin, novembre 2016, www.wsrw.org

¹²«Boosting the power sector in Sub-Saharan Africa. China's involvement», Agence internationale de l'énergie, Paris, 2016.

Paru dans *Le Monde diplomatique* de février 2018.

Tribune des sections Genève, Vaud Médias et Télécom de

n°1-2018

syndicom le syndicat des médias et de la communication



pour assurer un contact essentiel avec les membres et leur garantir autrement un espace d'expression

www.syndicomge.org

Edito

Vos Tribunes se suivent et, espérons-le, ne se ressemblent pas trop. J'ai sciemment écrit «vos»: cette Tribune ainsi que toutes celles qui – derechef, espérons-le – vont suivre **vous appartiennent**.

A l'origine, nous voulions créer un espace d'expression libre pour les membres de toutes les branches des sections romandes de syndicom. Nous en sommes encore aux prémices. Le comité de rédaction est actuellement constitué d'Antonio Fisco, Silvano Roubatel, Michel Guillot étant devenu secrétaire régional Logistique. C'est pourquoi il est urgent de trouver des personnes prêtes à s'investir pour la Tribune, et qui ont des idées. Ce qui est important, ce sont les nouvelles de nos branches, de ce que vivent nos membres. D'un point de vue professionnel bien sûr, mais aussi social au sens large du terme. Ce qui vous fait vivre, donc pas seulement les salaires et les conditions de travail mais aussi du pain et des roses, épines comprises! Les sujets sont multiples: vos avis sur notre Tribune, voire coups de gueule, une association qui se crée, les petites histoires ré-

vélatrices à vos yeux, votre nouvelle revue en ligne, un Facteur Cheval contemporain...

Sus à la délégationniste, hélas bien trop répandue dans ce pays! Bien des retraités sont très actifs et n'ont pas forcément le temps qu'on imagine pour écrire ou s'investir dans une tribune syndicale. Finalement, personne n'a le temps. Mais le temps, on peut parfois le prendre!

Il n'est pas normal que des gens qui gagnent tout ou partie de leur blé dans ce syndicat prennent une trop grande part au comité de rédaction. Les secrétaires régionaux sont là avant tout pour aider nos membres à s'organiser collectivement, négocier avec les employeurs ou encore pour un éventuel soutien individuel. Comme vous le savez toustes, des offices de poste à Swisscom en passant par les rédactions et l'ATS, ils ont ces temps passablement de blé à moudre.

Je conclus avec une bonne nouvelle: l'Office cantonal de l'emploi, qui avait décidé de ne plus mettre systématiquement à disposition des demandeurs d'emploi des formulaires papier arrivés en fin de stock, a fait machine arrière. Voilà qui est à saluer: tout le monde ne dispose pas forcément d'un ordinateur personnel et d'une imprimante.

Marie Chevalley

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes :
rejoignez-nous pour dire stop à la sous-enchère salariale sur notre dos
jeudi 8 mars 2018 à 17 h au Jardin Anglais
sous les statues des dames Helvétie et Genève
Imposons enfin un vrai contrôle des salaires !

De lois non appliquées à une égalité de fait, combien de guerres encore ?

Il y a un siècle, le 6 février 1918, le Parlement britannique adoptait la «Loi de 1918 sur la représentation populaire»: 8 millions de femmes âgées de plus de 30 ans ont été intégrées dans les registres électoraux. Mais pour voter dès 21 ans, comme les hommes, les femmes ont dû attendre encore dix ans.

Les suffragettes menaient des actions parfois violentes: elles ont même fait exploser une bombe dans la maison d'un ministre. Beaucoup ont été emprisonnées et ont mené des grèves de la faim.

Pendant la grande guerre, les femmes ont remplacé les hommes aux champs, dans les usines et les ateliers, ce qui, selon bien des historiens, a été déterminant pour leurs futurs droits.

Vers la fin des années cinquante, en pleine guerre froide, les portes de la NASA s'ouvrent à celles que l'on appelle alors les colored computers.

Dans les années soixante – la ségrégation raciale persistait aux Etats-Unis et seules 2% des Afro-Américaines accédaient à l'Univer-

sité – Katherine Johnson, Mary Jackson et Dorothy Vaughan participent à plusieurs programmes aéronautiques.

L'ingénieure, la mathématicienne et la physicienne travaillent à mettre au point les trajectoires de décollage et d'atterrissage: il fallait coiffer les Russes au poteau, et vite.

C'est aussi grâce à elles que des hommes ont été envoyés sur la Lune pour la première fois!

Source: AFP

N'oubliez pas
l'assemblée générale ordinaire de la section Genève

samedi 17 mars 2018 à 14h à l'UOG
place des Grottes 3

Invités Daniel Münger, président central de syndicom
Michel Schweri, journaliste et formateur

Thème «**défis des syndicats en 2018**»

Appel d'elles: c'est le dernier moment pour participer à l'action carte postale!

Le 8 mars prochain, le collectif ira remettre au Conseil fédéral une requête pour la protection des femmes et des enfants qui demandent l'asile en Suisse. Dans le système actuel, les violences subies par les femmes ne sont pas prises en compte par les

mécanismes de l'asile. Leurs droits élémentaires sont bafoués parce qu'on refuse de les entendre.

Cartes postales à télécharger et envoyer par courrier postal ou électronique sur appeldeles.ch

Egalité salariale: trente-six ans plus tard, encore une loi de complaisance !

On lit sur le site internet de la Confédération un honnête état des lieux: *Le principe de l'égalité salariale entre femmes et hommes est inscrit dans la Constitution fédérale et concrétisé dans la loi sur l'égalité. Les personnes des deux sexes doivent recevoir une rémunération égale pour un travail de valeur égale. Et pourtant, les écarts de salaire restent importants en Suisse. Les femmes gagnent en moyenne 18% de moins que les hommes. Environ 40% de cet écart restent non expliqués par des facteurs objectifs et recourent, entre autres, la discrimination salariale et des caractéristiques qui en principe ne devraient pas avoir d'effet sur les salaires (par ex. le fait d'avoir des enfants)...*

Alors qu'une majorité du peuple d'Helvétie a refusé récemment une augmentation de l'âge de la retraite notamment à cause de la discrimination salariale imposée à un trop grand nombre de femmes, la conseillère fé-

dérale Simonetta Sommaruga présente **une loi prévoyant que les entreprises de plus de 50 employés seront soumises à un contrôle tous les quatre ans avec une analyse par un organe indépendant, mais sans sanctions.**

Je comprends le chiffre de 50 puisque la loi sur la participation de 1992 l'a institué à son art. 3 *Dans les entreprises occupant au moins cinquante travailleurs, ceux-ci peuvent élire parmi eux des représentants, regroupés en une ou plusieurs représentations.*

Mais l'expérience ayant montré qu'une loi sans sanction n'est pas respectée depuis trente-six ans, une nouvelle sans sanction n'améliorera sans doute pas grand-chose!

Vu l'extrême lenteur de la progression de l'égalité en droits et salaires entre femmes et hommes, ne conviendrait-il pas plus tôt d'instaurer une Madame Egalité ayant les pleins pou-

voirs, notamment de régler immédiatement les cas individuels.

Une femme préside déjà le Bureau fédéral de l'égalité, les attributions de celle-ci devraient être étendues pour devenir Madame Egalité, procureure fédérale en matière d'égalité des droits et salaires entre femmes et hommes. Elle pourrait entre autres

- recevoir les dénonciations de non-respect en matière d'égalité des droits et salaires entre femmes et hommes (greffière);

- procéder aux investigations requises pour vérifier l'application des articles constitutionnels et des lois concernant ce domaine au sein de toutes les entreprises ou lieux de travail (huissière de justice), en obtenant de leurs responsables légaux toutes les données générales nécessaires et particulières à chaque homme ou femme y déployant une activité rémunérée, bénévole ou à titre gracieux;

- proposer sa médiation ou suggérer l'adoption de mesures correctives avec un délai de réalisation impératif (médiatrice);

- lorsque son office reste sans effet, prendre une décision en référé (juge) et instruire la plainte en qualité de procureure du Ministère public devant les tribunaux compétents.

Et puis, on devrait admettre que Madame Egalité pourrait déléguer ses compétences

- aux personnes de confiance de son choix, assermentées et tenues au secret à l'égard de tiers, mais non de la Justice;
- aux institutions locales que les cantons ou partenaires sociaux placeront sous ses ordres.

Et Madame Egalité constituerait un réseau de contacts qui favoriserait sa mission, soit les personnes souhaitant connaître le suivi des causes dont son Service sera saisi et celles qui lui

auront dénoncé des cas de non-respect en matière d'égalité.

Pour développer ses activités, les services de Madame Egalité, procureure fédérale en matière d'égalité, devraient bénéficier d'une subvention annuelle de la Confédération de un franc par femme vivant sur son territoire, et bien sûr des amendes infligées aux employeurs récalcitrants.

Dès la première année du mandat de Madame la procureure fédérale en matière d'égalité, le montant de l'amende correspondrait à 10% de la somme de réparation versée à une victime de discrimination. Puis, chaque 14 juin suivant, le montant de l'amende serait augmenté d'un point...

Face aux oppositions misogynes, aux bloqueurs de progrès et aux cyniques, imposons un pouvoir d'exception pour qu'enfin la volonté du peuple souverain soit respectée !

Claude Reymond

La section du Valais a très nettement exprimé sa préférence pour un bulletin de section. Ses membres craignent que leur actualité locale soit noyée dans la masse.

Notre Tribune n'a pas convaincu, dans sa forme actuelle du moins. Nous en prenons acte avec regret.

Toutefois, nous nous permettons de reprendre un texte reçu avant la décision de l'Assemblée. Il nous semble intéressant de le partager.

Humeurs d'automne

A Lausanne je suis sortie du Comptoir, dubitative après avoir visité les stands de La Poste et reçu flyers et flot d'explications, aux vocables plus proches de Goethe que de Ramuz, pour les webstamps, Post-Card Creator et autre points de service alternatifs... mais ne sachant pas vraiment répondre aux questions sur le fonctionnement du reste du site Internet de La Poste... (p. ex. dévier la distribution en poste restante du colis annoncé, sans s'arracher les cheveux ni jeter son PC de désespoir...) Il est vrai que n'étant pas des plus conviviaux pour le commun des mortels, dont sont quand même issus tous nos clients, un matraquage verbal et scriptural n'est pas de trop!!! Ajoutons-y de la poudre aux yeux grâce à la promesse d'ouverture de nouveaux points de service et le démantèlement passera... comme une lettre à la poste!

Un courrier adressé à tout le personnel de PN annonçait

- Ce nouveau nom (PostNetz pour les intimes, un de plus... qui durera jusqu'au prochain changement de managers). Il chasse PV – réseau postal et vente – de notre vocabulaire pour se transformer en RéseauPostal, qu'on pourrait presque traduire par Poste Normale... et les collaborateurs de vente sont transformés en conseillers à la clientèle... Rudement pratique vu qu'il y a de moins en moins d'Autres Articles de Marques (AMA) à vendre... Nous avons ainsi plus de temps pour expliquer qu'on n'en a plus (même si les objectifs exigés sont toujours élevés)!
- La nouvelle mission – accessibilité et convivialité. Quels salaires mirobolants des ingénieurs en marketing ont-ils reçus pour réinventer le service que nous pratiquons tous les jours?
- La nouvelle stratégie... qui – selon infocenter, notre Web interne – va harmoniser la présentation de Réseau Postal et concrétiser une expérience homogène des marques de La Poste à tous les points d'accès en adoptant la perspective du client... Dans la réalité plein d'ordres, contre-ordres et désordre: licenciements à tour de bras, fermeture des offices et, dans ceux qui subsisteront jusqu'en 2020, distribution de brochures sur des solutions alternatives. Sachez cependant que la stratégie 2024 est déjà bien avancée et que ce ne sera pas beau à vivre si on ne fait rien maintenant!
- Il y avait aussi des remerciements pour notre engagement et le formidable travail accompli quotidiennement. Les premiers qui ont été sacrifiés avec célérité sur l'autel du profit immédiat ont certainement apprécié ces deux dernières lignes.

Depuis 1850, les clients vont à la poste, prennent la poste, paient par poste... Pour nous, si les noms se transforment à chaque changement de management... le boulot et le service à la clientèle, eux, perdurent. Personnellement je n'ai pas eu besoin des nouvelles directives pour être aimable avec mes clients... et leur expliquer comment utiliser nos produits au fur et à mesure de leurs nombreuses transformations.

- J'ai reçu les directives pour être activement sympa avec les clients... (enfin?) et leur parler en détail de nos beaux timbres (que plus personne ne veut lécher et que nous perdons un temps monstre à coller sur les colis pour nous en débarrasser), de services postaux dont la plupart ne sont pas accessibles dans un office, pardon une filiale, et des «e-machin» qui fleurissent sur le site et sont régulièrement en révision pour mieux nous servir... (heureusement pour nous, il est tellement rigide et lourd que le service humain lui tient encore la dragée haute, hihi).
- J'ai reçu les brochures à distribuer à tous les clients pour les inciter à aller voir eux-mêmes et à utiliser spontanément, tous ce «beau» programme. Car ils ne sont pas assez enthousiastes et peinent à se «moderniser»...
- J'ai croisé les pub des magasins d'outre-Sarine, ravis de s'occuper des colis de La Poste (mais rien sur les déçus qui ne s'imaginaient pas que c'était si compliqué de jouer à la Kinderpost...)
- J'ai donc reçu plein de scies pour couper la branche... sur laquelle je n'ai jamais été assise!!! Mais pas le matelas pour protéger ma chute qui n'en sera que plus brutale!!!

Pendant ce temps des collègues de Post-Mail ont jeté les enveloppes des élections du personnel de la caisse de retraite pour «protester» contre... quoi? Poste CH SA, les syndicats? D'autres, malgré notre campagne acharnée, n'ont pas jugé bon de les ouvrir, et encore moins de se renseigner... Toutes ces réactions puériles risquent ainsi de laisser carte blanche à nos gradés pour élire des gens intéressés au chiffre d'affaires et qui ne protégeront certainement pas nos acquis en reversant un chouia de nos mirobolants chiffres d'affaires, toutes unités confondues...

J'en arrive à me demander si nos chers, pardon onéreux, dirigeants n'ont pas déjà gagné. Il y a belle lurette que leur travail de sape ronge nos rangs et nos équipes... Demi-vérités, omissions orientées et gros mensonges font à tel point partie de notre lot quotidien que personne ne semble réagir ni voir ce qu'il se passe dans le service d'à côté... surtout ne pas se mélanger... Eviter de se saluer, de se connaître... De toutes façons entre les déplacements, les changements de services... et les évictions, à quoi bon faire preuve de collégialité? Si je ne vois pas ce qui arrive aux autres... Il ne m'arrivera rien. Etre transparent et seul... Râler, soupirer car il est urgent de ne rien faire.

Oh les cocos, réveillez-vous!

Nous pouvons travailler avec éthique (nous...) être corrects et serviables avec nos clients-employeurs, mais aussi défendre nos places de travail et le service encore dit public en trouvant des solutions ensemble. Ce ne sera certes pas facile mais au moins nous aurons essayé car celui qui ne fait rien a déjà perdu. Rejoignez-nous, amenez vos idées, vos soucis, vos envies, du sang frais pour faire avancer les choses. Tous autant que nous sommes, il en va de nos jobs!

Guyllène Destraz, section Valais

Hommages à Georges Chappuis

Notre ami Georges est entré aux PTT en 1949. Tout de suite il adhère au syndicat Union PTT. Sa carrière professionnelle a surtout été marquée par son activité de CA (Conducteur Automobile) et d'employé à la technique postale. Au volant de son camion, son flegme légendaire lui a valu le surnom de «baume tranquille».

Il s'est toujours engagé pour la défense de ses collègues. Pendant de nombreuses années, il a été membre du comité de section où il a assuré entre autres la charge de secrétaire, puis la présidence de la section. Charge qu'il a dû quitter pour raison de santé.

Mais il a milité encore longtemps au comité de l'Union PTT, au Syndicat de la Communication et au groupement des retraités. Il a aussi siégé sur les bancs du Conseil municipal et au Tribunal des Prud'hommes, toujours pour défendre les citoyens et les travailleurs les plus défavorisés.

Par toutes ces fonctions, il a acquis de solides connaissances. Connaissances qu'il a toujours mises au service de la cause syndicale. Qui ne se souvient pas de ses articles revendiquant de meilleures conditions de travail et plus de justice sociale publiés dans le journal Union PTT ou dans le bulletin de section?

En commençant souvent ses interventions par un «à notre époque», il rappelait aux plus jeunes d'entre

nous toutes les luttes que les anciens avaient menées et gagnées à force de persévérance et d'abnégation.

Sa facilité à composer une lettre, à formuler une revendication ou une protestation a fait qu'on l'appelait familièrement «La Sorbonne», en référence à cette prestigieuse université parisienne.



A côté de ses capacités intellectuelles, il a surtout été apprécié pour ses qualités humaines, son honnêteté et sa joie de vivre qu'il transmettait à tous ceux qu'il côtoyait. Il savait aussi écouter et faire confiance aux jeunes qui s'engageaient dans le mouvement syndical.

Dans les moments de tension, de confrontations d'idées et même de profondes divergences au sein du groupe, il savait, par sa sagesse, toujours trancher dans l'intérêt de la section.

Pour tout son engagement et sa précieuse amitié, la section lui a témoigné sa reconnaissance en le nommant président d'honneur.

Encore un grand merci, cher Georges.

A vous chère famille, au nom de la section et du groupement des retraités syndicom Genève, je vous exprime toute ma sympathie et vous présente mes sincères condoléances.

Adieu Georges, on ne t'oubliera pas.

Michel Verdon

Aujourd'hui, je voudrai rendre hommage à notre ami Georges Chappuis

Georges a été un grand syndicaliste, loyal, généreux, un battant pour les causes justes et nécessaires. Il avait aussi une très belle plume, ses articles étaient clairs, passionnants et plein d'humanité. Georges était un humaniste.

J'ai connu Georges en 1964. J'avais été engagée comme factrice et je me suis très vite syndiquée à l'Union PTT. J'ai ensuite intégré le comité de section pour défendre la cause féminine «A travail égal, salaire égal» eh oui, déjà!

Dans ce comité, il y avait Georges et ses amis collègues. Pour en nommer quelques-uns: Henri Anet, André Ayer, Charly Geiser, Lucien Python, Auguste Caviezol et tant d'autres. Ils ont tous été des collègues remarquables et respectueux. J'étais vraiment à bonne école et je garde de cette période de magnifiques souvenirs. Nous étions une équipe très soudée. Aujourd'hui, tous sont partis pour un monde que l'on dit meilleur... Ça me rend triste et je me sens quelque peu orpheline.

De bons moments passés avec Georges et toute l'équipe sont quand nous partions en congrès: Interlaken, Davos, le voyage en Chine ainsi que les magnifiques fêtes du 1^{er} mai, où nous étions si nombreux et bien sûr toutes les sorties annuelles. Georges n'oubliait jamais son clairon. Je l'entends encore, comme s'il était toujours là... Quelques notes de musique, imitation parfaite du car postal, et nous voilà tous rassemblés. En Chine, cet instrument a fortement intrigué les gens, qui étaient très contents quand ils pouvaient l'essayer!

Oui, tant de bons moments et de beaux souvenirs. Je voudrais, par ces quelques mots, exprimer ici toute ma sympathie aux membres de sa famille et leur dire que leur Papa, leur Grand-Papa était non seulement un homme bien, mais également un homme de bien.

Qu'il repose en paix.

Andrée Caruso-Jacot

Agenda Retraité·e·s 2018

14 mars	AG retraité·e·s
17 mars	AG section
22 mars	sortie pédestre
9 avril	assemblée mensuelle
19 avril	sortie pédestre
7 mai	assemblée mensuelle
17 mai	sortie pédestre
4 juin	assemblée mensuelle
21 juin	journée à Soral
19 juillet	sortie pédestre
13 septembre	sortie pédestre
20 septembre	sortie annuelle du groupement
1 ^{er} octobre	assemblée mensuelle
?? octobre	sortie pédestre
5 novembre	assemblée mensuelle
10 décembre	assemblée mensuelle (Escalade)

Permanence téléphonique

Vous pouvez joindre l'administration romande au 058 817 18 18.

Toutes les lignes des secrétariats régionaux (Neuchâtel, Fribourg, Genève et Sion) ont été reprises par le service administratif romand.

Nous avons étendu nos horaires:

Lundi, mercredi et vendredi:
8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00

Mardi: 8h30 à 17h00

Jeudi: 8h30 à 12h00 et 13h30 à 18h30

Nous avons également uniformisé le contact par voie postale et courriel:
Rue Pichard 7 – 1003 Lausanne
E-mail: info@syndicom.ch

Que sont les **Télécom** devenus?

Extrait des archives d'un retraité, le tract ci-dessous a ravivé ses souvenirs, lui inspirant quelques réflexions.

LES SECTIONS DE VAUD ET GENÈVE POSTE ET TÉLÉCOM VOUS INVITENT À UN...

GRAND MEETING

JEUDI 10 OCTOBRE 1996 à 20H00
A Genève:
Salle du Môle
(21 rue du Môle)

NON à la séparation de la POSTE et des TÉLÉCOM !

On nous présente la privatisation des Télécom et des secteurs rentables de la Poste comme la seule issue. Sans tenir compte des milliers de postes de travail supprimés sur l'autel de la productivité, les conditions de travail de ceux qui restent deviennent insupportables, les salaires de plus en plus minces, surtout pour les basses classes qui, il faut le rappeler sont les plus nombreuses.

On nous dit que partout dans le monde, les mêmes méthodes doivent être appliquées, pour mieux comprendre cette «réalité», nous vous invitons à venir écouter et poser des questions à trois collègues, membres dirigeants de syndicats de la Poste et des Télécom:

Christian Malengreau
de la Centrale Générale des Secteurs Publics Belges (Président Télécom et Aviation).

Christophe Aguiton
Secrétaire général de SUD syndicat Poste et Télécom, France.

Dominique Beuchat
Président de la Fédération UNION P.T.T.

**II FAUT S'INFORMER POUR SE DÉFENDRE...
VENEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX !
VOS FUTURES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPENDENT AUSSI DE VOUS !**

Vingt ans après

Le «gâteau Swisscom» attire toujours les mouches. Les néolibéraux endurcis, notamment de l'UDC, persistent dans leur volonté de phagocyter cette usine à dividendes. Différents acteurs occupent aujourd'hui le monde des télécoms suisses. Si le monopole n'existe plus, cela ne leur suffit toujours pas: ils en veulent la totalité.

Article paru dans la «Tribune de Genève» du 8 septembre 2016

D'après un sondage de l'institut gfs.bern mandaté par le syndicat syndicom, les Suisses ne veulent pas d'une privatisation totale de Swisscom. Seul 12% de la population y est favorable et 17% pourrait l'accepter, contre 56% en défaveur et 15% d'indécis. Une votation populaire sur la privatisation intégrale de Swisscom, détenu actuellement à hauteur de 51% par la Confédération, n'aurait donc aucune chance aujourd'hui, a lancé Lukas Golder, politologue de gfs.bern, devant les médias à Berne. Et syndicom de brandir ensuite la menace du référendum si les Chambres devaient néanmoins trancher en faveur d'une telle opération.

«Partout où l'argenterie des services publics a été privatisée, les conséquences ont été désastreuses», a martelé le conseiller national Corrado Pardini (PS/BE). «J'entends déjà les groupes qui se sont emparés de Swisscom dire à la Confédération: si vous voulez que le Jura neuchâtelois, le val Melsockina (GR) ou le Diemtigtal (BE) obtiennent un accès au réseau à large bande, vous devez payer!»

La vente de Swisscom à une entreprise internationale représenterait aussi un risque pour la sécurité de la Suisse, a souligné de son côté Giorgio Pardini, membre de la direction de syndicom. Swisscom exploite des installations militaires ainsi que d'autres infrastructures et services sécuritaires

importants de la Confédération, a-t-il rappelé. Le sondage a été mené par téléphone entre le 25 avril et le 11 mai auprès de 1005 citoyens originaires de toutes les régions linguistiques de Suisse. La marge d'erreur est de plus ou moins 3,2%.

Publié en décembre 2015, un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) proposait une privatisation totale de l'opérateur suisse. Selon l'OCDE, en tant qu'ancienne entreprise monopolistique, le groupe bénéficierait de parts de marché plus importantes que ses concurrents. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) va étudier cette proposition. (ats/nxp)

Un précurseur

L'un des orateurs du meeting de 1996 – Christophe Aguiton, qui travaillait comme spécialiste télécom en France – nous avait fait une forte impression. Il parlait de la défense des biens communs, la poste et les télécoms. L'histoire lui a donné raison: que ferait notre société sans la communication, sans la numérisation? Tout le monde les utilise et vit avec elles, c'est donc un bien commun.

Après avoir créé SUD et milité pour un autre monde, Aguiton est aujourd'hui chercheur à Orange Labs, au sein de France Télécom. Avec Dominique Cardon, il a co-dirigé un séminaire intitulé «Internet, communication et société» à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dans le cadre du master en communication politique et sociale. Il est aujourd'hui professeur associé en sociologie du Web au sein du master Cultures et métiers du Web de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée.

Notre cher Christophe a beau changer de casquette, il persiste dans la défense du bien commun. Il sait bien que ce monde est mal

foutu, oui il est mal foutu parce que ses richesses sont mal partagées, trop pour certains, pendant que la grande majorité manque de tout. Voilà comment il voit ce monde, immergé dans ce que certains appellent la Révolution numérique 4.0.

Devant la croissance des inégalités, les discours publics changent. Il est bien vu de dénoncer l'optimisation fiscale, il faut mieux protéger les populations, les politiques néolibérales sont critiquées, mais tout cela est fait du bout des lèvres et dans la pratique on observe une augmentation de la précarité.

Face à ce constat désolant Aguiton nous propose une autre voie que le capitalisme ou l'étatisme: la défense de biens communs. Au travers de la défense de la nature, par exemple la gestion des alpages en Suisse, ou celle de l'eau. Wikipedia est un autre exemple de mise en commun, des connaissances cette fois. Voilà des secteurs où il faut investir, et surtout partager.

Les coopératives d'habitation, avec la production d'énergie qu'elles permettent et leurs loyers plutôt abordables, sont une solution à pas mal de problèmes. Il faut renforcer les habitudes démocratiques et faciliter les solutions «assembleur», le droit de référendum et d'initiative, vieille habitude helvétique à propager en Europe.

Notre ami Christophe est l'auteur d'un essai sorti en août 2017 aux éditions La Découverte: *La gauche du 21^e siècle. Enquête sur une refondation*. On peut en lire une recension sur le site de Mémoires des luttes.

Un des mots d'ordre qui convoitait au meeting de 1996 est toujours d'actualité: **il faut s'informer pour se défendre!**

José Ramon Gonzalez,
membre du GI Retraité-e-s

Une réalité qui doit poser **problème** à la gauche

Lorsque Pierre-Yves Maillard, au dernier congrès de Lausanne, a attiré l'attention du parti socialiste vaudois sur le fait que ce dernier ne confiait des responsabilités qu'à des universitaires et qu'il se coupait de sa base, de nombreux journalistes et beaucoup de militants ont réagi négativement. C'est pourtant bien ce qui se passe.

Les quatre dernières «promotions» ont été assumées par deux professeurs d'université, au Conseil d'Etat et au Conseil national, par un médecin et un professeur du secondaire au CN et au Grand Conseil. Je leur dis un grand merci pour leur important apport à notre combat, merci de mettre leurs compétences au service d'une si bonne cause. Mais ils illustrent parfaitement les propos de PYM.

Ce phénomène a été récemment étudié par Emmanuel Todd sur le plan mondial. Dans *Où en sommes-nous?* j'ai trouvé l'explication la plus approfondie. Pendant les Trente glorieuses, un effort considérable a été fait, avec succès, pour permettre aux enfants d'employés et d'ouvriers d'accéder aux études supérieures, même si une très large majorité des universitaires restent des enfants de parents universitaires eux aussi.

Une espèce de «méritocratie» s'est développée qui a créé une sorte de nouvelle classe sociale, les éduqués supérieurs pour reprendre la formulation de Todd. Ces derniers – qui regroupent les cadres de la politique, de la banque, de l'industrie et des médias – se comprennent bien et définissent ce qui doit être le politiquement correct.

Certainement parce qu'ils ont de bons revenus, ils ne remettent pas en cause l'in vraisemblable répartition des richesses ni le glissement du pouvoir en dehors des institutions démocratiques. Elle n'est plus consciente de la fragilité pour ne pas dire du désespoir du peuple qui trime et obtient des salaires si bas que presque tous les ménages, depuis quelques décennies, sont obligés d'avoir deux salaires au minimum pour s'en sortir. Conséquences: en France, il n'y a plus qu'un Français sur quatre qui croit encore à la fiabilité des journalistes.

En Allemagne, l'AfD entre en force au parlement et bloque le fonctionnement des institutions de l'Etat. En Grande-Bretagne les citoyens sortent de l'Europe. Aux Etats-Unis le millionnaire Trump déstabilise son pays et le monde.

En Suisse, le millionnaire Blocher entraîne des majorités vers des solutions qui sont à la limite du dramatique. Il utilise notre remarquable démocratie directe comme instrument de déstabilisation avec des

textes encombrants, voire inapplicables. Certains vont jusqu'à supprimer les services publics les uns après les autres. Le prochain: la SSR.

Tous remettent à la mode les bonnes vieilles recettes fascistes. Ils font porter aux étrangers les vilénies d'un système dramatiquement inégalitaire et le peuple applaudit.

Dans *Le pari du possible* (éditions Favre), Pierre-Yves Maillard affirme à Thierry Meyer, ancien rédacteur en chef de *24 heures*: «On peut être riche, bien formé, universitaire, mais on doit rester fidèle à ses racines, à cette réalité sociale, à ce pourquoi son parti existe.»

Il ajoute, à la page 65, les affirmations du futur président Lula du Brésil, exprimées à Porto Alegre devant 20 000 personnes: «Vous êtes dans une université, vous parlez entre vous et créez du savoir qui vous aide à vous émanciper... mais moi je ne sais rien, j'ai quitté l'école à 12 ans. Tout ce que je sais, je l'ai appris à l'occasion d'échanges avec les gens. Une université américaine m'a proposé de venir me former chez elle, de m'enseigner la véritable économie.»

Or c'est une université prestigieuse qui a formé les anciens présidents du Brésil, les Cardoso, Collor de Mello, tous ceux qui ont mis en faillite le pays. Cela m'a donné à réfléchir et j'ai dit non merci.»

Je laisse la conclusion à Pierre-Yves Maillard: «Les universitaires ne

pas tous de droite. Mais il y a une forme de mimétisme qui n'est pas innocente. On défend d'abord les intérêts de ceux qui nous ressemblent...»

Lorsqu'une élite se construit dans la social-démocratie ou dans les syndicats, où tous ceux qui la composent ont vécu à peu près le même parcours, ils peuvent oublier qu'ils constituent aussi une communauté d'intérêt.

«Il n'y a jamais eu autant de salariés qu'aujourd'hui. Combien de personnes sont régies par des contrats de travail relativement fragiles? Combien d'entre elles touchent un revenu qui permet tout juste d'équilibrer le niveau de vie du ménage? Combien dont les qualifications sont modestes ou moyennes?»

En Suisse, la somme de ces trois définitions regroupe des millions de gens. Et qui les représente politiquement?

Chez les élus, ces gens sont presque invisibles. Une masse silencieuse que personne n'incarne. Cette réalité ne peut pas ne pas poser problème à la gauche.»

Merci de poser cette question qui dérange, qui met mal à l'aise, mais qui doit être posée, prise au sérieux et si possible recevoir une réponse.

Pierre Aguet,
ancien conseiller national
Vevey, le 10 janvier 2018

my.syndicom

Nous sommes fiers de te présenter notre portail de services en ligne. syndicom est le premier syndicat en Suisse à offrir à ses membres un tel accès.

Même en dehors de nos heures d'ouverture, tu peux par exemple

- consulter ton solde de chèques Reka et commander de nouveaux chèques;
- vérifier toi-même si ta contribution d'exécution CCT t'a déjà été remboursée cette année;
- contacter directement notre service juridique sur le portail;
- corriger tes données personnelles et simplifier la procédure d'encaissement de tes cotisations;
- souscrire à notre assurance de protection juridique privée;
- t'inscrire aux formations et cours proposés. Tu recevras ta confirmation d'inscription directement en ligne sur my.syndicom.

Tu trouveras encore beaucoup d'autres offres, que nous t'invitons à découvrir sur <https://my.syndicom.ch>

Sans contrôles ni sanctions, pas d'égalité salariale !

Les Chambres fédérales discutent en ce moment d'une révision de la loi sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) qui instaure une analyse partielle de l'égalité des salaires. Cette révision doit absolument être améliorée.

L'égalité salariale est inscrite dans la Constitution depuis 1981. Mais dans les faits, les femmes gagnent encore en moyenne un cinquième de moins que les hommes. 42% de la différence salariale ne peut pas s'expliquer par des critères objectifs tels que l'âge, la formation ou l'expérience professionnelle. Ainsi, il manque à chaque femme 585 francs en moyenne par mois. De plus, 70% des emplois payés moins de 4000 francs sont occupés par des femmes, et il manque toujours 4000 places de crèches à Genève. Le partage inéquitable des tâches éducatives, domestiques et de soins cantonne une majorité de femmes dans les emplois les plus précaires (temps partiel contraint, travail sur appel ou temporaire, CDD). Cela entrave leur indépendance économique et conduit à des retraites minables.

Les entreprises n'ont pas peur

Actuellement, les plaintes individuelles ou collectives pour discrimination salariale sont peu nombreuses, les procédures devant le tribunal très longues et le risque de perdre son emploi élevé.

L'employeur condamné pour discrimination salariale ne risque d'autre sanction que d'être contraint de rectifier les salaires rétroactivement, sur cinq ans. Il faut que la peur change de camp!

Tigre en papier

Le projet de révision de la LEg prévoit que les entreprises qui occupent au moins 50 employé·e·s devront effectuer une analyse de l'égalité salariale tous les quatre ans, la faire vérifier par un tiers et en communiquer les résultats à leur personnel et aux actionnaires des sociétés cotées en bourse.

Cela ne concernera que 2% des entreprises et 54% des employé·e·s. L'analyse portera sur les discriminations systématiques et les données ne seront pas individualisées. Les autres entreprises seront libérées de cette tâche de vérification. Le projet ne prévoit ni contrôle de l'Etat sur la réalisation effective de l'analyse ni sanction pour les entreprises qui ne s'y conformeraient pas. Elles n'ont aucune obligation de remédier aux discriminations constatées. Donc, pour faire appliquer l'égalité salariale, les procédures individuelles devant un tribunal resteront nécessaires. La commission du Conseil des Etats vient d'affaiblir encore le projet, limitant l'obligation d'analyser les salaires aux entreprises de plus de 100 employé·e·s (moins de 1% des entreprises) et prévoyant l'abolition de la loi après douze ans!

La lutte continue!

La libération de la parole des femmes ne suffira pas à abolir la violence et le harcèlement sexuel qu'elles subissent au quotidien. Nous voulons déboucher sur des résultats concrets, entre autres la baisse du temps de travail sans diminution de salaire, l'instauration d'un salaire minimum et la fin des contrats précaires. Si les femmes refaisaient grève le 14 juin 2019, vingt-huit ans après la première?

Extrait du tract unitaire signé par la CGAS, les syndicats, Les Verts, le PS et solidarité

Rassemblement et prises de parole jeudi 8 mars, 17h, Jardin Anglais

devant la statue des dames Helvétie et Genève

Victoire d'étape: sursis pour les offices de poste de Châtelaine et Bellevue

La Poste est revenue sur sa décision. La direction a décidé de suspendre la fermeture de ces offices jusqu'en 2020, le temps pour le Parlement fédéral de réviser la loi sur la poste.

Office de Chêne-Bougeries, la suite

Le 2 décembre 2017, lors d'un rassemblement organisé par le Parti socialiste, le Parti radical de gauche et syndicom (photo ci-dessous), les Chênois avaient lancé une pétition pour le maintien de la poste de la route de Chêne. Malgré le froid glacial, une quarantaine de personnes étaient présentes.

Le PDC, le MCG, les Verts et l'UDC soutenaient la démarche, à l'exception notable du PLR qui s'est

ressaisi depuis. Forte de 1251 signatures, la pétition a été déposée le 25 janvier à l'occasion de la séance du Conseil municipal – à majorité PLR – qui se tenait ce jour-là.

La plupart des conseillers, notamment ceux du PLR, ont soutenu la pétition et chargé le Conseil administratif de négocier avec La Poste.

Nous les en remercions.



photographie Demir SÖNMEZ

Vos secrétaires en Romandie



Catherine Tabary
Télécom/IT
(Suisse romande)



Michel Guillot
Logistique (Genève)



Patricia Alcaraz
Médias
(Suisse romande)
Presse, commerce du livre,
communication visuelle



Giuseppe Di Mauro
Médias
(Suisse romande)
Industrie graphique et
impression d'emballages



Impressum

Comité de rédaction:

Antonio Fisco
Silvano Roubatel

Secrétariat, correction:

Marie Chevalley

Maquette:

Antonio Fisco

Administration:

Rodolphe Michaël Bongiovanni

Délai rédactionnel: 09.04.2018
redaction@syndicomge.ch

ou Syndicom,
rédaction Tribune
Terreaux-du-Temple 6
1201 Genève

Micmacs moches dans les unités de La Poste

Incroyable, hallucinant, choquant, effrayant. Les adjectifs sont nombreux pour décrire les sentiments des usagers, des communes et des cantons qui ont été grugés et surtout de tous les collaborateurs de La Poste, à commencer par ceux de Car postal, qui ont toujours fait leur travail avec fidélité et honnêteté.

Les responsables de l'unité Car postal ont été pris «la main dans le sac». Visiblement, il y a des années qu'ils avaient pris l'habitude de magouiller les comptes, afin d'améliorer les résultats de leur unité. C'est clairement inacceptable!

Comment est-il possible qu'ils aient pu agir de la sorte pendant des années, sans que personne ne se rende compte de rien? Suzanne Ruoff (directrice de La Poste) et Urs Schwaller (président du conseil d'administration de La Poste) affirment, la bouche en cœur, avoir découvert cette tricherie en octobre 2017 seulement. Personnellement, j'ai beaucoup de peine à croire ces affirmations. Mais patience, les nombreuses enquêtes en cours détermineront les responsabilités des uns et des autres.

Une autre unité semble aussi spécialiste des magouilles. En effet, le déficit de Réseau postal a mystérieusement augmenté, suite à un changement de système de calcul.

Les coûts de transfert entre les autres unités et l'unité Réseau postal sont des plus opaques. Comme c'est pratique. Et du coup, cela justifie le démantèlement des offices de poste. Et lorsque les communes opposées à la fermeture de leur office demandent des chiffres, les responsables de La Poste répondent qu'ils ne peuvent pas fournir les chiffres en ques-

tion. Il paraît qu'on peut leur faire entièrement confiance. Ben voyons!

Définir des objectifs réalistes

C'est au monde politique, et aux chambres fédérales en particulier, qu'il revient de redéfinir le service public. Et de fixer de nouveaux objectifs réalistes pour l'entreprise La Poste. Car on ne peut pas d'un côté exiger d'importants bénéfices, ce qui pousse certains responsables à arnaquer, magouiller ou tricher pour les atteindre («la fin justifie les moyens»).

Et d'un autre côté jouer les étonnés face aux mesures radicales – prises par la tête de l'entreprise et avalisées par le conseil d'administration – qui provoquent le démantèlement du réseau des offices de poste ou des restructurations dans les différentes unités, donc des centaines de licenciements.

Aux chambres fédérales, plusieurs partis ont demandé un débat urgent sur l'entreprise La Poste, concernant ses différentes magouilles dans les unités Car postal ou Réseau postal, ainsi que son rôle en tant que service public.

Il est temps de remettre l'être humain au centre de nos préoccupations.

Michel Guillot,
secrétaire régional

les enquêtes de journalistes engagés
sont indispensables pour l'indépendance
et la diversité de la presse

abonnez-vous au Courrier

A 14 ans, Stellyna Kouadio a monté son premier projet pour les écoliers du village natal de son père en Côte d'Ivoire. Elle reçoit un prix quatre ans plus tard

«Directrice de projet» à 14 ans

PHILIPPE CHEVALIER

Développement ▶ Hier, la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) a décerné son premier prix Diaspora et Développement au projet d'une jeune Suisso-italo-ivoirienne, présidente de l'association Les Enfants de Gofabo. Avec l'aide de sa grande famille multiculturelle et de moyens financiers dérisoires, Stellyna Kouadio n'avait que 14 ans quand elle a monté son premier projet de coopération en faveur des habitants du village natal de son père. Le chèque de 5000 francs que lui a remis la Fedevaco permettra de construire six toilettes et six lavabos dans l'école du village qui en est dépourvue¹. Petit montant, mais gros progrès pour les 360 écoliers qui, aujourd'hui, sont contraints de s'aventurer dans la savane pour satisfaire leurs besoins, au milieu des serpents et autres insectes hostiles.

«Je ne comptais pas sur cet argent, ça m'est tombé dessus», s'exclame la jeune femme, native de Chavanne-près-Renens, aujourd'hui âgée de 18 ans. Surprise, mais ravie du coup de pouce financier qui lui est octroyé pour ses futurs projets.

C'est en 2013, en se rendant aux funérailles de sa grand-mère paternelle, que Stellyna prend véritablement conscience des difficiles conditions de vie des habitants de Gofabo, petit village ivoirien de planteurs de café et de cacao: grande pauvreté, criminalité, prostitution. Nombreux sont condamnés à l'exil, comme son père, établi à Lausanne.

La famille met la main à la pâte

A l'école fréquentée par ses cousines et cousins, ce n'est guère mieux: «des enfants sont accablés par la chaleur, le manque d'eau et de nourriture», témoigne-t-elle. Le matériel fait aussi défaut. Au point qu'elle assiste à cette scène invraisemblable pour l'écolière suisse qu'elle est: «comme le professeur avait usé sa dernière craie, il a annoncé que c'était la fin de la classe...»



Le chèque de 5000 francs qu'a remis la Fedevaco à Stellyna Kouadio lui permettra de construire six toilettes et six lavabos dans l'école de Gofabo, le village natal de son père. DR

Elle tente alors de récupérer du matériel pédagogique que son école de Pully destine au pilon. C'est un échec, mais elle parvient à acheter un petit stock en Côte d'Ivoire, qu'elle finance avec son argent de poche et l'aide de ses proches. Entre la famille de sa mère, italienne et celle de son père, ivoirien, «tout le monde a mis la main à la pâte», se félicite-t-elle. De retour à Gofabo,

elle est reçue avec les honneurs et le sourire des enfants.

Prochaine étape, l'infirmerie?

Fort de son succès, elle rassemble à nouveau quelques centaines de francs qui lui permettront, en 2016 et 2017, d'organiser une fête de Noël, réclamée par les enfants du village. Sapin, repas, boissons. Père

Noël et bonbons, tout y est!

Elle va ensuite monter la barre d'un cran en projetant la construction de deux blocs sanitaires pour l'école du village. L'élément déclencheur, cette fois, c'est la scène d'une petite écolière quittant précipitamment la classe pour aller faire ses besoins dans la savane. Aux yeux de la petite, «les toilettes, c'est pour les riches». Il se trouve

que pour les chefs coutumiers, la construction de WC est aussi une priorité. Le problème est que l'argent manque pour les travaux, estimés à 2000 francs suisses. La jeune Chavannoise crée alors l'association Les Enfants de Gofabo et s'inscrit auprès de la Fedevaco. Elle y suivra diverses formations consacrées notamment à la gestion de projets et à la recherche de fonds.

Aujourd'hui, le chantier des toilettes est sur les rails, les autorités ivoiriennes s'étant engagées à faire leur part en reliant l'établissement scolaire au réseau d'eau qui traverse le village. Pour la suite, les réflexions entre la chefferie, l'association de jeunes ou la coopérative de femmes font apparaître que l'urgence serait de monter une infirmerie. Comment, avec quels fonds, Stellyna ne le sait pas encore. Mais elle sait qu'elle y prendra une part active. I

¹ Prix cofinancé par les communes de Bussigny, Crissier, Ecublens, Prilly et Renens.

LES MIGRANTS SONT DES PASSERELLES

Le prix Diaspora et Développement est décerné une fois tous les deux ans par la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco). Il a vu le jour en 2012 obéissant à une démarche visant à «resserrer les liens entre les associations de migrants et la cinquantaine d'ONG membres de la Fedevaco», explique Anne Gueye-Girardet, chargée de formation et coordinatrice du prix. Les projets, même modestes, montés par des personnes migrantes dans leurs pays d'origine sont un levier du développement et un complément indispensable à ceux des ONG, aux yeux de la Fedevaco. Du fait

qu'ils ont un pied dans leur pays d'origine et un autre dans leur pays d'accueil, les migrants jouent un rôle de passerelle.

A ce titre, le projet lauréat de Stellyna Kouadio et son association Les Enfants de Gofabo (lire ci-dessus) fait partie des coups de cœur du jury. Celui-ci souligne que la jeune Chavannoise a su développer une réelle collaboration avec les acteurs locaux, que ce soit les professeurs, les autorités coutumières, les jeunes du village, ou encore la coopérative de femmes. En cela, sa démarche est «exemplaire», salue Anne Gueye-Girardet. PCR

Glencore accusé de maltraiter ses employés

Congo ▶ Une mission du syndicat international Industrial revient alarmée de RDC, où elle a récolté des témoignages de travailleurs de la multinationale helvétique.

Selon Industrial, les conditions de travail des employés des mines de cuivre et de cobalt du géant suisse Glencore en République démocratique du Congo (RDC) sont catastrophiques. Les métaux extraits dans ce pays sont essentiels à l'industrie électronique, en particulier pour les batteries, que ce soit celles des automobiles électriques ou des

smartphones vendus en Europe. La faitière syndicale domiciliée à Genève, qui représente quelque 50 millions de travailleurs à travers le monde, a envoyé en février une délégation dans ce pays pour rencontrer quelque 80 employés de plusieurs mines, qui avaient alerté leur syndicat, TUMC, affilié d'Industrial. La délégation de la faitière en revient si alarmée qu'elle n'hésite pas à relayer les accusations d'«esclavage» portées par certains salariés.

Le syndicat relève «des violations des droits humains et du travail systémiques» et des me-

naces constantes de renvoi. Industrial déplore les «faibles rémunérations» et «des salaires inférieurs pour la main-d'œuvre locale», accompagnées de «pratiques déplorables en matière de santé et de sécurité». L'organisation fait état de «discriminations et de racisme» et de «classifications de postes inéquitables et injustes», dans le but de diviser les travailleurs entre eux.

D'autres griefs plus précis sont avancés: ne pouvant se doucher sur leur lieu de travail, ni y laisser leurs vêtements souillés par la mine, les employés pour-

raient exposer leurs familles à des maladies professionnelles, assure le syndicat. Les travailleurs se sont aussi plaints de ne pas pouvoir accéder à l'hôpital de l'entreprise en raison de la grande distance le séparant du lieu de vie des communautés.

Ce n'est pas la première fois que Glencore, qui a quadruplé son bénéfice en 2017, est critiquée pour sa gestion au Congo. Entre autres, en 2014, elle avait été accusée par des ONG suisses de creuser dans une zone protégée, en violation des lois sur la protection de la nature, puis plus récemment de malversa-

tions dans l'acquisition de mines¹. Au Tchad, des déversements sauvages de pétrole brut avaient été constatés, et en Colombie, les conséquences de l'exploitation du charbon sur les populations locales et les mauvaises conditions de travail des employés des mines avaient été dénoncées².

Interpellée par *Le Courrier*, Glencore réfute l'ensemble des allégations d'Industrial: «En sus de leur salaire de base et d'augmentations annuelles, tous nos employés en RDC bénéficient d'une couverture médi-

TERRE DES HOMMES

MOUCHOIRS SOLIDAIRES
Les bénévoles de Terre des hommes Suisse seront dans la rue à Genève aujourd'hui et samedi pour leur traditionnelle vente de mouchoirs en papiers. L'événement sert à financer des projets pour des milliers d'enfants défavorisés dans les pays du Sud. En 2017, l'opération avait permis de récolter près de 35 000 francs. CKR

HONDURAS

MARTA CÁCERES, DEUX ANS DÉJÀ
Le 2 mars 2016 était assassinée la militante écologiste et féministe Berta Cáceres au Honduras, nous rappellent les organisations France Amérique latine et Alerte Honduras. Lauréate 2015 du prix Goldman pour l'environnement, elle avait cofondé le Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Ces ONG rappellent que ce crime est largement resté impuni dans ce pays qui connaît une dérive autocratique inquiétante. Elles mettent en cause les autorités dans son assassinat: le «Groupe assesseur international de personnes expertes (GAIPE) a mis en évidence la participation de nombreux agents de l'Etat, de hauts dirigeants et employés de [l'entreprise] DESA à la planification, exécution et dissimulation de cet assassinat». CKR

FILM

LIBÉRER LES ESPRITS EN PALESTINE OCCUPÉE
Réalisé par la Française Alexandra Dols, *Derrière les fronts, résistances et résiliences* ausculte et apporte des réponses aux dommages psychologiques liés à l'occupation et à l'oppression en Palestine. Le film sera projeté en avant première le 4 mars, au cinéma Spoutnik, à Genève, suivi du 5 mars à l'Obolo de Lausanne. A l'issue de la projection, le comité des rencontres cinématographiques Palestine Filmer C'est Exister animera une discussion avec la réalisatrice, ainsi qu'avec la psychiatre et psychologue suivie dans le documentaire, Samah Jabr. Buffet oriental dès 18h.

PCR

cale générale et professionnelle gratuite pour eux-mêmes et les personnes à leur charge, [...] du paiement des frais de scolarité de leurs enfants et d'une allocation alimentaire mensuelle. [...] Tous nos sites sont équipés de douches et de points d'eau. [...] La sécurité et le bien-être de nos employés sont au cœur de nos priorités», assure la multinationale domiciliée à Zurich.

CHRISTOPHE KOESSLER

¹ *Le Courrier* du 17 juin 2014 et 20 décembre 2017.
² *Le Courrier* du 20 novembre 2014, 1^{er} mai 2015 et 27 mai 2014.

Pour sauver la planète, l'écologiste Satish Kumar encourage chacun à faire sa «transition personnelle»

«Nous devons être le changement»

JACQUES BERSET, CATH.CH

Campagne de carême ▶ Réchauffement climatique, inégalités sociales, guerres et tensions politiques, la planète Terre est menacée par une crise systémique, causée par la main de l'homme. «Il faut agir, sans attendre que les gouvernements, l'industrie, le business finissent par bouger. Si les gens, à la base, ne changent pas, le gouvernement ne va pas changer!», lance Satish Kumar, écologiste, pacifiste, écrivain et conférencier.

Proche des idées du Mahatma Gandhi, qui a été pour lui une grande source d'inspiration, Satish Kumar le souligne: «Nous devons être nous-mêmes le changement, pas seulement sur les plans environnemental, économique et social, mais également sur le plan spirituel.»

Ancien moine jaïn

Le sage d'origine indienne, né en 1936 dans la campagne du Rajasthan, était jeudi l'un des invités vedettes d'une journée placée sous le signe de la transition, qui s'est tenue à Berne dans le cadre de la campagne œcuménique de carême 2018 proposée par les œuvres d'entraide Pain pour le prochain et Action de carême.

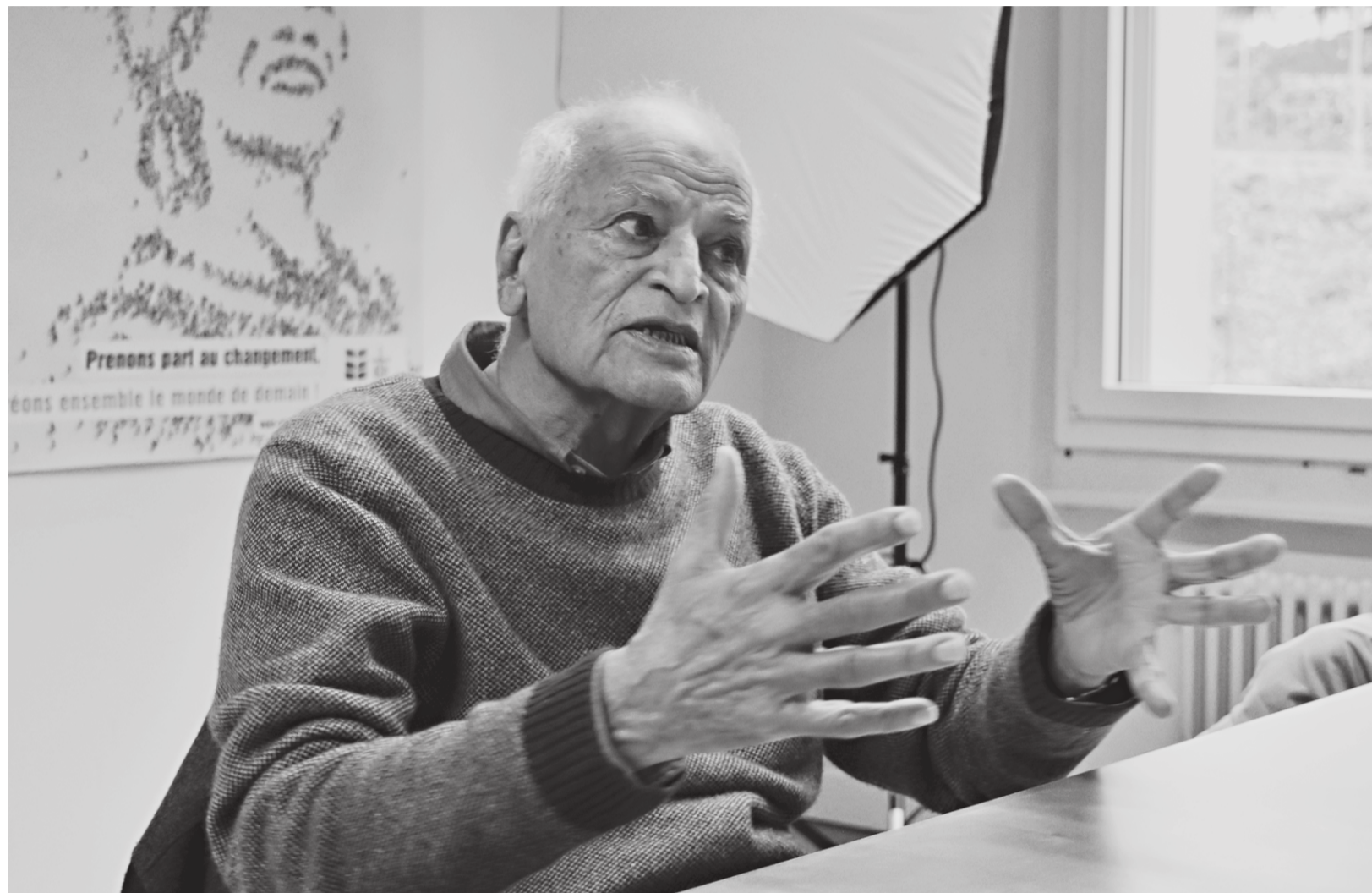
Ce personnage hors du commun, qui vit dans le Devon, en Angleterre, a plusieurs vies: à 9 ans, il quitte la ferme familiale et décide de son plein gré de devenir moine itinérant de la communauté jaïn, une très ancienne religion de l'Inde qui met l'accent sur la pratique active de la non-violence et sur un immense respect du vivant.

«Ma spiritualité vient de ma mère, mon premier maître, confie-t-il. Mon père était un homme d'affaires, et c'est elle qui tenait la ferme, qui labourait, qui fabriquait le beurre. C'est inhabituel chez les jaïns, qui ne travaillent pas la terre, mais ma mère était une rebelle!»

«Tous reliés à la nature»

A 18 ans, il comprend, à la lecture de Gandhi, que s'il était un être baigné de spiritualité, il était hors du monde. Il lui fallait «venir dans le monde». Il s'est rendu compte que les moines étaient déconnectés de la vie réelle, de la réalité concrète. Il a alors voulu apporter un regain de spiritualité dans un monde qui met en premier lieu l'argent et le pouvoir. «C'est la mentalité dominante dans les grandes métropoles indiennes, pas encore dans les campagnes!»

Mais l'écologiste et pacifiste indien – il a lutté pour la réforme agraire en Inde et contre l'armement nucléaire – se refuse à



L'activiste Satish Kumar propose des alternatives au système globalisé dans les domaines de l'agriculture, l'énergie, l'économie, l'éducation ou la gouvernance, en insistant sur la dimension spirituelle.

JACQUES BERSET/
CATH.CH

mettre des étiquettes sur les gens: «On ne doit pas juger les personnes selon leur statut, qu'elles soient riches ou pauvres, ce sont des êtres humains. Il faut se libérer des catégories, nous sommes tous reliés à la nature. Si l'argent est devenu notre Dieu, si nous sommes esclaves du temps, toujours pris par le travail, sans prendre le temps de réfléchir, de méditer, de prendre de la distance, c'est finalement notre choix!»

En 1973, le militant indien s'installe au Royaume-Uni, où il dirige depuis lors le magazine al-

ternatif *Resurgence*, devenant une référence en matière d'initiatives écologiques et éducationnelles, avec un écho international.

Des «villes en transition»

Satish Kumar fonde, dans le sud du Devon en Angleterre, le Schumacher College, où il est toujours professeur invité. Depuis plus de deux décennies, ce centre de recherche et d'expérimentations reçoit des activistes du monde entier autour de sujets de transition économique, écologique et de spiritualité. Le Schumacher College

«Si l'argent est devenu notre Dieu, c'est finalement notre choix!»

Satish Kumar

est situé dans la petite ville de Totnes, 8000 habitants, là où a démarré en 2006 le mouvement Transition Towns (villes en transition). Ses habitants visent à l'autonomie énergétique (utilisation de l'énergie solaire, biogaz...) ainsi qu'à l'autarcie alimentaire. La ville s'est même proclamée «capitale mondiale de la transition», voulant ainsi montrer le chemin au reste de la planète. L'objectif est de préparer l'humanité à l'ère de l'après-pétrole et de la sortie du nucléaire. La ville est citée en exemple dans *Demain*, documen-

taire français réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent, montrant des alternatives dans dix pays autour du monde.

Tout comme ce film, qui se refuse au catastrophisme, Satish Kumar se veut optimiste. Il propose des exemples d'alternatives au système globalisé dans les domaines de l'agriculture, l'énergie, l'économie, l'éducation ou la gouvernance, en insistant sur la dimension spirituelle. Tout en précisant que cette spiritualité se retrouve au-delà de toutes les religions, «qui malheureusement sont trop souvent fermées sur elles-mêmes, dogmatiques et exclusivistes, maintes fois utilisées à des fins politiques et idéologiques, menant à la séparation entre les hommes».

Prêcher par l'exemple

Conséquent avec sa vision de l'univers, Satish Kumar a choisi de vivre «simplement» et de faire sa «transition personnelle», en consommant moins mais mieux, et en mettant l'accent sur la vie familiale et spirituelle. Entre les livres qu'il lit ou qu'il écrit et les cours qu'il dispense au Schumacher College, il cultive son jardin, sur un terrain de deux acres, récolte ses légumes (il est végétarien) et les fruits de ses cinquante pommiers. I

Les Eglises ont un rôle à jouer dans la transition

La Campagne de carême 2018 appelle à l'engagement citoyen pour lutter contre la crise écologique, économique et sociale. Les Eglises ont leur rôle à jouer dans ce processus.

Quel est le sens du progrès s'il ne profite pas à l'homme? Cette question est à l'origine de la Campagne de carême 2018, placée sous le slogan «Prenons part au changement, créons ensemble le monde de demain!»

Pour le Belge Olivier de Schutter, professeur de droit international, qui s'exprimait jeudi à Berne lors d'une journée sur le thème de la transition organisée par l'Action de carême et Pain pour le prochain, «les Eglises ont un rôle décisif à jouer dans la transi-

tion». Par «transition», le professeur entend un changement vers la durabilité: «Il s'agit d'arriver vers des sociétés plus pauvres en émissions de carbone, mais aussi plus riches en liens sociaux, plus inclusives, plus conviviales et plus résilientes.»

«Je suis persuadé que la sortie de l'encyclique *Laudato Si'* du pape François a été un moment très important. Il a été le premier dirigeant avec cette autorité à dire que la transition écologique passait par un examen de notre représentation mentale du bonheur, du progrès, de la prospérité, au-delà des possibilités d'expansion matérielle. En d'autres mots, il a mis en avant que la transition sociale n'était pas réalisable sans une transition intérieure, sans une dimension

spirituelle. Les Eglises, ainsi que les autres leaders d'opinion, ont cette responsabilité d'éveiller les consciences», expose le professeur belge.

Mais pour Olivier de Schutter, la responsabilité est aussi politique: «Nous sommes aujourd'hui à un tournant. Le mouvement a longtemps reposé sur des initiatives citoyennes, mais si les gouvernements ne viennent pas le soutenir, il risque de s'épuiser. Beaucoup de choses seraient à faire, en particulier en matière d'aménagement du territoire, des temps de vie. Les autorités pourraient par exemple accorder des «congrès civiques» pour que les personnes intéressées s'investissent dans des projets de transition.» CATH.CH/RZ/PFY

Charte religieuse pour l'intégration

Canton de Berne ▶ Le gouvernement bernois est favorable à la création d'une sorte de charte religieuse. Ce document engagerait les communautés religieuses qui y adhèrent à respecter et à faire respecter l'ordre juridique, à favoriser l'intégration de leurs fidèles dans la so-

ciété et à œuvrer en faveur du dialogue interreligieux.

Le Conseil-exécutif recommande donc de donner suite à un postulat du député socialiste biennois Mohamed Hamadou. La charte s'adresserait aux communautés religieuses qui ne sont pas soumises à la loi

sur les Eglises nationales bernoises.

En adhérant à ce document, les communautés religieuses pourraient se distancier de certains groupements qui remettent en cause l'ordre juridique en vigueur en Suisse, écrit le député dans son intervention.

Cette charte non contraignante pourrait déboucher sur une forme de «label» qui attesterait que les responsables de ces établissements religieux s'engagent à respecter différentes règles comme un financement transparent de leur mode de fonctionnement. ATS

Mort d'un pionnier

Télé-évangélistes ▶ Billy Graham, le «pasteur de l'Amérique», est décédé à 99 ans, le 20 février en Caroline du Nord. Il a été le premier télé-évangéliste à mener la religion à l'ère de la télévision et des médias. Il s'est fait remarquer par des centaines d'immenses rassemblements de prière dans des stades

ou salles de concert. Il est aussi l'auteur d'une trentaine de livres, traduits en quarante langues.

Son influence était aussi importante auprès des présidents américains qu'il côtoie, sans exception, depuis Harry Truman jusqu'à Barack Obama.

CATH.CH/ATS



Lauréate de la plateforme Aerowaves 2017, Oona Doherty est l'une des révélations de la scène chorégraphique européenne.
MARIA FOLCONER

Oona Doherty imposera son doux mélange de mysticisme et de rage sociale aux «Printemps de Sévelin», festival de danse contemporaine à Lausanne. Zoom sur les chorégraphes émergents

DANSER TOUS AZIMUTS

CÉCILE DALLA TORRE

Danse ► Animer des ateliers de danse auprès de jeunes détenus mineurs à Belfast a en quelque sorte ouvert les yeux d'Oona Doherty. «Je me suis rendu compte que ces coupables étaient avant tout des victimes. Victimes de leur environnement, d'un père violent, d'une mère alcoolique, de la pauvreté, du manque d'éducation ou du chômage. Mais victimes d'eux-mêmes avant tout, parce qu'ils renoncent à l'espoir de changer», confiait la chorégraphe à une journaliste venue la rencontrer chez elle, en Irlande du Nord.

La nouvelle étoile montante de la danse contemporaine est invitée aux Printemps de Sévelin, à Lausanne. Elle y présentera la semaine prochaine son solo *Hope Hunt & The Ascension of Lazarus*, une quête d'espoir. «Le» festival romand de danse contemporaine a démarré mercredi soir, et durera trois semaines, jusqu'au 18 mars. On pressent déjà que cette artiste ayant fait parler d'elle sur la scène européenne en sera en quelque sorte la star.

Entre Bronski Beat et Miserere
Elle a étudié la danse à la London School Of Contemporary Dance, l'université

d'Ulster et au Laban Conservatoire de Londres, et déjà remporté de nombreux prix à 30 ans. «C'est la révélation de la plateforme Aerowaves 2017», confirme le chorégraphe Philippe Saire, directeur du Théâtre Sévelin 36 et du festival. Aerowaves réunit chaque année une quarantaine de programmateurs-trices de toute l'Europe – 33 pays en 2018 –, qui opèrent une sélection de 20 artistes émergents. Sévelin est l'un des théâtres partenaires.

Ce n'est pas sur le plateau du théâtre que se déroulera la première partie de *Hope Hunt*, mais en extérieur, là où vibre la ville et la culture de la rue, la violence et le désespoir des sans voix. Sur scène, Oona Doherty jouera ensuite avec les codes de la masculinité, parée d'un look androgyne pour interpréter sa pièce qui parle à la fois de violence et de résurrection. Une performance en deux temps, entre Bronski Beat et le *Miserere* d'Allegri, dont le premier volet est plus sombre et brutal, porté par un mouvement ardent et saccadé.

On y entendra des bribes de *La Haine*, un film qui compte pour elle, mais aussi des extraits d'enregistrements réalisés avec des détenus, intégrés à ses références personnelles, poétiques ou fictionnelles. Puis la danseuse et performeuse fera place à la lumière, habitée

par la foi, dans cette «ascension de Lazare» mystique, religieuse et immaculée. Oona Doherty, qui tente de montrer la pièce dans les prisons, espère que ce public-là «puisse profiter de ce miroir positif pour commencer son travail de reconquête personnelle».

Dix chorégraphes invités

La danseuse et chorégraphe nord-irlandaise fait partie de la dizaine de jeunes chorégraphes invités à cette 21^e édition des Printemps. Sa pièce est programmée en deuxième partie de soirée après *Forward*, solo d'Edouard Hue, ayant déjà participé aux Quarts d'Heure mis en place il y a onze ans (lire en page suivante).

Le danseur anecien de 27 ans s'inscrit aujourd'hui dans la programmation des Printemps concoctée par Philippe Saire, qui accorde une large place à «la relève», plutôt qu'à «la toute jeune émergence». Cette dernière a néanmoins une belle vitrine en amont du festival grâce aux Quarts d'Heure. A compter de cette année, ceux-ci se dérouleront en septembre et non plus en amont des Printemps (en 2018, il y aura exceptionnellement deux éditions des Quarts d'heure, en février et en septembre).

Aux Printemps de Sévelin, l'éclectisme est de mise. Cette édition ne fait

pas exception à la règle. De retour après un premier solo burlesque et théâtral évoquant la crise grecque, Euripides Laskaridis a ouvert les feux mercredi soir. L'heure sera à la fête ce vendredi soir, aux environs de 23h30, après deux représentations de *Higher*: la soirée se prolongera dans l'esprit du clubbing, chorégraphié par l'Italien Michele Rizzo sur la compo electro originale de Lorenzo Senni.

Ce week-end, c'est une autre pièce très physique que l'on découvrira sur le plateau. Manuel Roque, qui a reçu le prix de la meilleure œuvre chorégraphique québécoise l'an dernier pour *Bang Bang*, se met à l'épreuve dans son solo. Le danseur part d'un pli de genou sur un «bang» qui marque le tempo, et dévoile sa composition crescendo. Cinquante minutes durant, son corps martèle la même cadence ininterrompue, s'appropriant l'espace presque à la manière d'un danseur de claquettes, pour finir par ralentir le rythme jusqu'à l'épuisement.

Des yodlers à Beckett

A l'affiche également, le quatuor autrichien de Simon Mayer, *Sons of Sissy*. Avec ses trois acolytes aussi performers et musiciens, il nous plongera dans l'univers des yodlers, qui pourraient

aussi passer pour des derviches-tourneurs. Changement de cap avec le chorégraphe et danseur parisien Noé Soulier, qui revient à Sévelin avec sa pièce pour quatre interprètes *Faits et gestes*, après son solo-conférence en 2016.

Le Flamand Jan Martens, déjà remarqué lors de ses venues en 2014 et 2016, signe un retour insolite avec une pièce musicale qui fait la part belle au récit: *Rule of Three* s'intègre dans le Programme commun, de même que la dernière création de la jeune Suissesse Tabea Martin, dont *Pink for Girls, Blue for Boys*, pièce pour le jeune public questionnant le genre, a été remarquée aux dernières Journées de danse contemporaine suisse à Genève.

On la retrouvera sur le plateau dans la forme du duo; inspiré par Samuel Beckett, *This is my last dance* interroge la finitude, sans doute avec l'humour propre à la chorégraphe. En avril, Philippe Saire lèvera le voile sur sa dernière création *Ether*. D'ici là, il livrera ici le premier court-métrage de sa série sur le thème de l'Odyssee, *Les Sirènes. I* (lire aussi page suivante)

¹Portrait d'Oona Doherty paru dans *Mouvement*, en 2017.
Les Printemps de Sévelin, jusqu'au 18 mars, Théâtre Sévelin 36, Lausanne, www.theatresevelin36.ch

«Forward» ou le mouvement perpétuel

Rencontre ► **Edouard Hue présente son solo *Forward* aux Printemps de Sévelin. Retour sur son parcours.**

Le basket, proche des cultures urbaines, l'amène à la danse à 16 ans. Edouard Hue s'inscrit alors au conservatoire régional d'Annecy en classe de hip hop, et poursuit l'année suivante en danse contemporaine. Depuis lors, il trace son sillon dans cet univers moins «codé», «mode d'expression sans limites» qu'il a fait sien pour le champ de liberté offert. A l'affiche des Printemps de Sévelin la semaine prochaine, il ouvrira la soirée par sa pièce *Forward*, avant celle d'Oona Doherty. Une soirée de contrastes, réunissant leurs deux pièces dansées en solo.

Forward a été créé il y a quelques jours à Genève, dans la petite salle de l'Étincelle, Maison de Quartier de la Jonction. Edouard Hue est son propre interprète. Le mouvement continu trace des lignes de fuite en vue d'atteindre un seul et même objectif. Celui d'avancer, toujours et sans relâche, à l'image du



Edouard Hue dans son dernier solo, *Forward*. GREGORY BATARDON

parcours obsessionnel de l'interprète. «Une idée très simple», dit-il. Corps souple et flexible, Edouard Hue joue sur son élasticité, l'un de ses atouts. Sa puissance musculaire n'en est pas moins à l'épreuve dans ce tour de force physique qui rime avec mouvement perpétuel. Le geste, pur et délicat, signe aussi le travail du jeune danseur de 27 ans.

Pour créer *Forward*, Edouard Hue a bénéficié du programme Danse et dramaturgie initié par Sévelin 36 en partenariat avec quatre autres théâtres suisses: le TU-Théâtre de l'Usine à Genève, la Dampfzentrale à Berne, le Tanzhaus de Zurich, et Roxy à Birsfelden, près de Bâle. Dans le cadre de ce dispositif soutenu par la Société suisse des auteurs et Pro Helvetia, il a collaboré avec la dramaturge Merel Heering.

Grâce à cet œil extérieur fourni lors de journées d'atelier, il étend son champ de réflexion, s'interrogeant par exemple sur son positionnement d'interprète dans l'espace scénique ou encore sur les sensations premières du public qui assistera au spectacle.

Edouard Hue, qui démarre sa carrière à 21 ans, décroche sa

première audition parmi 600 candidats. C'était pour la Hofesh Shechter Company, basée à Londres, l'une des compagnies internationales qui l'embarque comme interprète dans ses tournées. Il passe aussi deux ans au Ballet junior du Grand Théâtre, à Genève, où il décide de suivre le «Training du matin» de Foofwa d'Imobilité, dédié aux professionnels. Formé en techniques de commercialisation, il passe également quelque temps dans sa compagnie en tant qu'assistant administrateur-comptable. Avant de se retrouver au générique de *Fenix*, chorégraphié par Foofwa.

Tout est ensuite allé très vite. «Et en même temps doucement», sourit Edouard Hue, rencontré cette semaine à Genève, où il animait un atelier destiné aux élèves du CFC en danse contemporaine. Il y a quatre ans, il fondait sa compagnie Beaver Dam avec la danseuse Sophie Amman, en charge de l'administration. La symbolique du nom («beaver» signifie «castor»), empruntée à l'animal qui construit des barrages, renvoie

au travail d'équipe et d'improvisation basé sur l'instinct. Une belle métaphore de son épopée artistique. Aujourd'hui, la compagnie se consolide, la gestuelle s'affirme.

En 2017, il a profité du programme de soutien à l'émergence chorégraphique de Pro Helvetia, qui lui a permis d'assister à des spectacles et d'en discuter avec les artistes, dans trois théâtres en Suisse, à Vidy-Lausanne, et à l'étranger – Montréal et Singapour. Sur le mode du *mentoring*, il a aussi choisi de travailler en collaboration avec le chorégraphe français Olivier Dubois, qui l'a aidé à créer son duo *Meet me Halfway*. Il avait été l'un des interprètes de sa pièce *Tragédie*, pour dix-huit danseuses et danseurs, et son partenaire dans le duo *Prêt à baiser*. Après sa participation aux Quarts d'Heure il y a quelques années, un passage à Antigél et des tournées mondiales déjà bien dessinées, Sévelin lui ouvre la porte de ses Printemps. **CDT**

Forward, sa 10, 20h30 et di 11 à 17h, Les Printemps de Sévelin, Théâtre Sévelin 36, Lausanne, www.theatresévelin36.ch

PERFORMER LE CORPS FRAGMENTÉ

Ce dimanche, Gustavo Giacosa, commissaire de la Biennale de l'Art brut¹, dédiée cette année au «Corps», vous guidera dans son exposition à la Collection de l'art brut, à Lausanne. Puis il vous embarquera dans sa performance-conférence à Sévelin, où l'on entendra des textes de ces créateurs ayant pris la parole alors qu'ils s'expriment difficilement à travers l'écriture, raconte l'artiste. Des textes qui parlent du rapport à leur propre corps, souvent à l'épreuve de la souffrance. Certains évoquent la fragmentation et la nécessité de réunification, ou encore le dédoublement de soi, thématiques qui parcourent l'exposition. Ancien collaborateur de Pipo Delbono, dont l'œuvre a souvent cerné les contours de la folie, du handicap et de l'internement psychiatrique, Gustavo Giacosa en porte en quelque sorte l'héritage. Le comédien, danseur et performer d'origine argentine oscille entre la scène et les salles d'exposition. Son travail jette des ponts entre art brut et art contemporain. **CDT**

¹Lire aussi notre édition du 4 janvier 2017.

Visite guidée de la Collection de l'Art brut di 3 à 13h, entrée libre, res. obligatoire sur www.artbrut.ch; suivie de la performance-conférence à 14h30 au Théâtre Sévelin 36, entrée libre, res. sur www.theatresévelin36.ch

«Electrum» électrise les Quarts d'Heure

Tremplin ► **Judith Desse démarre sa carrière de chorégraphe sur les chapeaux de roue avec une pièce pleine d'humour pour six interprètes.**

Crinière de jais, frange courte, du haut de ses 25 ans, Judith Desse a le pas décidé. L'an passé, en février, sa pièce *#jamais après le premier soir* était présentée aux Quarts d'Heure, plateforme dédiée aux jeunes compagnies mise en place par Philippe Saire. Le chorégraphe lausannois a lancé l'aventure dans son Théâtre Sévelin 36, à Lausanne, il y a une dizaine d'années, pour encourager l'émergence chorégraphique locale.

Dans cette première création, Judith Desse avait vu les choses en grand, faisant monter onze femmes de plusieurs générations sur le plateau dans un spectacle *a fortiori* féministe. Pour cette jeune danseuse et chorégraphe de la génération Y – fondatrice de la Cie Y-D –, il fallait s'interroger sur l'influence des réseaux sociaux, en parlant de l'image sexualisée de la femme qu'ils véhiculent.

Il y a deux semaines, on la retrouvait de nouveau dans ce tremplin pour jeunes chorégraphes, en prologue aux Printemps de Sévelin, où sept compagnies romandes fraîchement sorties des écoles proposaient leur projet d'une quinzaine de minutes. En deuxième partie de soirée, *Electrum*, pièce pour cinq danseurs, n'est pas passée inaperçue. Cinq interprètes, dont Judith Desse, débarquaient sur le plateau en costume de scène: justaucorps-tee shirt blanc et vert, chaussettes et baskets blanches, chignon et lunettes de soleil. Un DJ portant sa console en bandoulière rôdait autour du groupe. Il y avait de quoi penser à une parodie du ballet classique, mais la pièce, qui détourne les codes de la danse, sur fond de mapping et de mix electro-Vivaldi, n'en est pas vraiment une.

Electrum conjugue passé et présent dans un groove d'aujourd'hui, raconte Judith Desse autour d'un chocolat chaud. «J'avais envie d'entrer dans une sorte de transe mathématique et rigoureuse. Le travail permet cela.» L'idée de départ est loin du parodique dans cette composition très géométrique, dont elle a écrit la partition. La combinaison de bras des interprètes évoque le mouvement des chefs d'orchestre et de chœur qui la captivent depuis la scène du Grand Théâtre lorsqu'elle y est elle-même interprète.

Pour construire *Electrum*, elle est partie d'archives vidéo des pionniers de la danse



Electrum, de et par Judith Desse, au premier plan. PHILIPPE WEISSBRODT

contemporaine. Comment la nouvelle génération se réapproprie-t-elle les corps? Elle y revisite par exemple une marche de Pina Bausch, un geste qu'elle qualifie de très pur. On revient aussi sur le début d'*Electrum*, qui s'ouvre sur un captivant duo sur pointes, dont seules les jambes sont éclairées, par David Kretonic. «Les jambes sont importantes dans le classique et le néo-classique, mais aussi dans le twist ou la salsa, pour arriver au contemporain, et à l'electro et la pop aujourd'hui.»

Faute de temps et de financement, Judith Desse n'a pas consacré des mois de recherche avec ses danseuses et danseurs à sa deuxième création chorégraphique. Elle a pris les devants et s'est lancée seule dans l'aventure, créant elle-même la partition chorégraphique tout en donnant à chacun son «espace de liberté» dans une part d'improvisation.

Parallèlement à son travail assidu de recherche, Judith Desse poursuit son parcours atypique d'interprète pour plusieurs compagnies, venue à la danse sur le tard après des études médicales à Paris. Son diplôme d'infirmière en poche, elle enchaîne alors

pendant un an les cours de danse le matin à l'Institut RIDC (Rencontres internationales de danse contemporaine), et les soins à domicile l'après-midi.

Puis «l'urgence de vouloir dire les choses» la pousse rapidement à écrire sa propre pièce à sa sortie de la Compagnie junior Le Marchepied en 2016, formation préprofessionnelle qu'elle avait intégrée sur audition à Lausanne. C'était aussi après avoir collaboré avec Foofwa, qui l'engage dans *In/Utile: Incorporer*, aux côtés d'autres jeunes interprètes dans son projet consacré à la relève et à la transmission. Une rencontre décisive dans son parcours. Elle en a retenu une certaine philosophie prenant en compte «l'état présent» et «l'individu d'abord», puisant dans les racines de la danse contemporaine pour créer son propre mouvement. Entre consonance latine et résonance actuelle, *Electrum* a déjà trouvé sa place. Reste à en peaufiner une version allant au-delà des quinze minutes réglementaires des Quarts d'Heure. **CDT**

www.compagniey-d.org

PUBLICITÉ

16 FÉVRIER
– 20 MAI 2018

ETEL
ADNAN

LA
FULGURANCE
DU GESTE

FONDATION JAN MICHALSKI
POUR L'ÉCRITURE ET LA LITTÉRATURE
MA-VE 14H-18H, SA-DI 9H-18H
CH-1147 MONTRICHER

Le poids de la lune 1, 2017 © Eitel Adnan | Courtesy Galerie Lelong

L'artiste sud-africain Kemang Wa Lehulere questionne et revisite l'histoire de son pays, notamment la période de l'apartheid. A découvrir au Centre Pasquart

LE PASSÉ ET SES RELECTURES

ISALINE VUILLE

Bienne ► Pour sa première exposition personnelle en Suisse, Kemang Wa Lehulere présente un travail multiforme: des dessins, installations sculpturales et vidéos. Au Centre d'art Pasquart, à Bienne, il déploie une multitude de signes, créant une atmosphère ambivalente, parfois chaotique et anxiogène – les espaces sont ponctués d'os, béquilles ou bergers allemands en porcelaine. De petite taille mais autoritaires, ces chiens surveillent encore nombre de propriétés de la classe supérieure en Afrique du Sud.

Établi au Cap, l'artiste né en 1984 met en lien sa propre histoire avec celle de son pays, en particulier la colonisation et ses effets sur la société: ségrégation, mise en place d'un système d'éducation autoritaire ou violences contre la population. Malgré un ancrage dans une histoire précise, les œuvres de Lehulere souhaitent ouvrir sur des contextes plus larges et universels.

Une entrave à la patte

Le passé est intimement lié au présent pour l'artiste, qui se plaît à brouiller les frontières et à faire se rencontrer les époques. Il convoque ainsi plusieurs figures sud-africaines dans l'exposition, dont l'artiste Gladys Mgudlandlu (1917-1979), invitée pour une sorte de collaboration posthume. Peintre autodidacte figurative, critiquée dans les années 1960 pour préférer les paysages et les motifs traditionnels plutôt que d'adopter une position critique, elle a intéressé Lehulere qui a mené avec une architecte une véritable enquête sur le personnage.

Ils ont découvert que les paysages peints, plutôt paisibles et innocents, représenteraient des lieux emblématiques de l'histoire coloniale. Ayant appris que sa tante avait connu l'artiste, Lehulere lui propose de dessiner de mémoire ses



My Apologies to Time 1 (2017), avec pupitres d'école recyclés ou perroquet africain. KEMANG WA LEHULERE / PHOTO: JULIE LOVENS

tableaux à la craie sur tableau noir, sur lesquels il intervient par la suite.

Superposition de couches, d'époques et d'histoires – de la grande histoire à celles, personnelles et familiales, des artistes –, cette série intitulée *Does This Mirror Have a Memory* se compose de diptyques: les œuvres originales de Mgudlandlu accompagnées de l'interprétation contemporaine de Lehulere et de sa tante. Dans une vidéo l'artiste organise aussi la restauration de peintures murales dans la maison de Mgudlandlu: sous neuf couches de crépis, comme un palimpseste hautement symbolique, apparaît finalement une peinture d'oiseau!

La figure de l'oiseau revient à plusieurs reprises dans l'exposition et pointe une certaine ambiguïté: une liberté mêlée de contrainte ou d'échec, un potentiel limité. *Broken Wings* évoque un vol brisé: des éléments ressemblant à des béquilles enserrent un

dentier qui mord littéralement une bible Xhosa, l'une des neuf langues indigènes aujourd'hui officielles en Afrique du Sud. Multipliés, suspendus dans l'espace, ils dessinent une ondulation rompue et font écho à cette citation célèbre de Desmond Tutu, archevêque sud-africain et fervent opposant à l'apartheid: «Quand les missionnaires sont venus en Afrique, ils avaient la Bible et nous avions la terre. Ils ont dit 'Prions'. Nous avons fermé les yeux,

Quand nous les avons rouverts, nous avions la Bible et ils avaient la terre.»

La question de l'éducation en tant qu'outil pour asseoir un système colonial intéresse particulièrement l'artiste. Si tout système d'éducation reflète d'une manière ou d'une autre les orientations politiques de ses gouvernants, cela devient d'autant plus prégnant et problématique dans le cas de systèmes autoritaires et répressifs. Pendant l'apartheid c'est toutes les particularités indigènes que l'on a cherché à écraser et à annihiler: la culture, les savoirs traditionnels ont été dénigrés; les langues indigènes étaient interdites à l'école, forçant les élèves à parler dans une langue étrangère.

Mieux comprendre le présent

Les tableaux noirs ou les pupitres recyclés, qui servent de matériaux à plusieurs pièces, évoquent le contexte scolaire. Dans *My Apologies to Time*, ces pupitres sont utilisés pour construire des petites maisons comme celles que l'on propose aux oiseaux domestiqués, un peu ridicules. Un perroquet gris et rose posé sur l'une de ces tables évoque la figure d'un savoir répété mais pas assimilé.

Si Lehulere s'attache à relire le passé, c'est pour en dégager les dynamiques et ainsi mieux comprendre le présent. On pourra s'arrêter à la forme des œuvres, généralement efficace, mais il est hautement recommandé de prendre le temps de la réflexion!

Centre Pasquart, Bienne, jusqu'au 1^{er} avril, me-ve 12h-18h, je 20h, sa-di 11h-18h, www.pasquart.ch

Visite en français des expositions de Kemang WaLehulere et Klodin Erb le 8 mars à 18h.

Un oud pour panser les plaies de Palmyre

Disque ► Du désert syrien aux Alpes grisonnes, Bahur Ghazi cultive sur l'album *Bidaya* le métissage et la résilience.

Dans *Bidaya*, les rythmes se cabrent sur des inflexions latines, saveur tango relevée par l'accordéon, tandis que les mélodies de l'oud plantent le décor. Pas n'importe où: à Palmyre, site archéologique emblématique qui se dresse dans le désert de Syrie, pris en otage par l'Etat islamique. Musicien syrien établi en Suisse, Bahur Ghazi lui dédie un disque, *Bidaya*, «début» en arabe. Une ode à la beauté martyrisée et à l'héritage millénaire de la ville, carrefour des civilisations, foyer artistique et culturel de l'Antiquité.

«J'ai voulu exprimer mes sentiments, dépendre la réalité un peu à contrecœur. Je me suis servi du symbole de Palmyre et de sa reine Zénobie, qui me fascine depuis l'enfance...» Personnage légendaire du III^e siècle de notre ère, Septimia Bathzabbai – ou Zénobie pour les Latins – a tenu tête aux Romains, son royaume s'étendant sur une bonne partie du Moyen-Orient, jusqu'en Egypte. Amie des arts et des sciences, elle incarne un pouvoir féminin éclairé – le nationalisme syrien en a fait une figure de résistance. «Palmyre était à la croisée des influences perse et gréco-romaine, et sur la route de la soie. J'y vois un flux de vie, de culture. Si seulement Palmyre pouvait rassembler les peuples et stopper la folie meurtrière...»

Joie et tristesse se mêlent dans le propos de Bahur Ghazi au moment de



Bahur Ghazi est originaire de Deraa, point de départ de la révolution syrienne. DR

publier ce disque. *Bidaya* est le fruit d'une longue maturation, il réunit des musiciens chevronnés du jazz et des musiques latines: Christoph Baumann au piano, Patricia Draeger à l'accordéon et les frères Luca et Dario Sisera, respectivement à la contrebasse et aux percussions.

Bahur Ghazi est originaire de Deraa, ville située au sud-ouest de la Syrie, à la frontière avec la Jordanie, et point de départ des protestations de 2011. Ses souvenirs d'enfance sont pourtant ceux d'un pays en paix. Dans sa famille nombreuse, la musique tient

une place importante. «Il n'y avait pas grand-chose d'autre pour s'occuper à Deraa, ville excentrée. La liberté d'expression était limitée en Syrie, c'était comme une version arabe de la Corée du Nord, mais rien à voir avec ce qui a suivi.» L'oud, dont il joue depuis ses 11 ans, Bahur Ghazi ira au Caire en perfectionner la maîtrise auprès du maître irakien Naseer Shamma.

Celui qui dit apprécier autant Michael Jackson, Paco de Lucia, Herbie Hancock et Beethoven que la musique classique arabe n'a eu de cesse d'ouvrir

ses horizons musicaux. Au grand dam de ses professeurs. «Ils ne comprenaient pas que je joue des rythmiques irrégulières. Mais une mesure de 7, 13 ou 17 temps est aussi belle qu'un 4/4: on ne devrait pas être raciste avec les chiffres!» (rire) Bahur Ghazi garde le souvenir fort d'un concert donné en mars 2011, quelques jours avant le début de l'insurrection, dans un théâtre d'Alep aujourd'hui réduit en poussière. «C'est la seule et unique fois où je me suis produit dans mon pays.»

De retour dans la capitale égyptienne, le musicien découvre à la télévision les images de la répression à Deraa. «Je n'en croyais pas mes yeux: la police s'en prenait à des gosses, les rues où j'avais grandi étaient maculées de sang. J'entendais crier dans mon dialecte. Je n'avais encore jamais entendu le son d'une balle...» Et au même moment, Le Caire est lui-même en plein chaos. Bahur Ghazi vit à un jet de pierre de la place Tahrir, il a vu de ses propres yeux «cinq personnes tuées».

Trop de bruit, de fureur, en juillet 2011 le Syrien met le cap sur l'Helvétie. «Il était alors encore possible de déposer une demande dans une ambassade suisse à l'étranger.» Aujourd'hui, Bahur Ghazi est citoyen de Malix, commune des montagnes grisonnes. Employé par des théâtres et dans divers orchestres, il a joué de l'oud dans le groupe Walliser Seema, qui mélange folklore, rock et patois haut-valaisan. Mais sa priorité du moment est son quintette Palmyra, aux résonances forcément particulières. Les atmosphères

contemplatives du morceau «Septimia Dream», les rebonds rythmiques de «The Getaway», le jazz arabisant de «Versteckt», *Bidaya* oppose à la déraison guerrière l'intelligence collective et l'harmonie. **RODERIC MOUNIR**

Bahur Ghazi's Palmyra, *Bidaya*, Jazzhaus Records, distr. Irascible, www.bahurghazi.ch

PUBLICITÉ

Théâtre
Onex - Salle Communale 20h

Les Cavaliers
d'après le roman de JOSEPH KESSEL

Je. 22
Ve. 23
MARS

Molière 2016
du meilleur spectacle
de théâtre privé

Billets: Spectacles Onésiens
Service culturel Migros Genève
Stand Info Balexert
Migros Nyon-La Combe
spectaclesonesiens.ch
culturel-migros-geneve.ch

Coproduction:
MIGROS
pour-cent culturel

2018
SPECIALLE
ONESIENS

lémanbleu Tribune de Genève

Quand la haine monte

«**Jusqu'à la garde**» ► Longue séquence d'ouverture dans le bureau de la juge. Les Besson divorcent et chaque avocate plaide la cause de son client: il serait un mari violent, elle lui dénierait le droit de voir son fils. La parole de l'une contre celle de l'autre. Au bénéfice du doute, la garde sera partagée. Décision malheureuse, dont on devine bien qu'elle augure un drame. Relecture tragique de *Kramer contre Kramer* (Robert Benton, 1979), *Jusqu'à la garde* pourra sembler joué d'avance. Or c'est justement ce qui fonde sa tension, sans exclure un coup de théâtre.

Revenu de Venise avec deux Lions d'argent (Meilleur premier film et Prix de la mise en scène), Xavier Legrand transforme une histoire terriblement banale en thriller psychologique. Tout accable a priori Antoine (Denis Ménochet): son physique massif, sa mine patibulaire, sa colère à peine contenue. Mais à quel jeu joue Miriam (Léa Drucker), qui monte le jeune Julien contre son père? Et que trame l'ainée Joséphine, bientôt majeure? Le cinéaste parseme ainsi son récit d'indices et de fausses pistes. Une seule chose est sûre dans cette affaire: tout le monde ment, aux autres ou à soi-même, et le plus souvent par amour...

En passant du point de vue du père à celui de la mère, sans oublier celui des enfants, *Jusqu'à la garde* explore cet état intenable où amour et haine se confondent. Sans juger, ni excuser l'inexcusable, mais en rappelant que quand un couple se déchire, les responsabilités sont toujours partagées. MLR

Malaise en Malaisie

«**We, The Dead**» ► Fin novembre 2017, en écho à une actualité déjà lointaine, le documentaire *Le Vénérable W.* dénonçait le génocide en cours des Rohingyas en Birmanie. *We, The Dead* (Nous, les morts), dont le titre original *Aqérat* signifie Rohingya, offre aujourd'hui un regard asiatique sur le sort de cette minorité ethnique avec le recul de la fiction. Alors que Barbet Schroeder brosse le portrait du moine extrémiste Wirathu dans le dernier volet de sa «trilogie du mal», le Malaisien Edmund Yeo met en scène la dérive morale – pas moins glaçante! – de la jeune Hui Ling, dans un film inconfortable et hypnotique.

En plans-séquences, une caméra mobile collecte des bribes du quotidien de ce personnage impénétrable, dévoilant peu à peu sa situation: la jeune femme, issue de la diaspora chinoise en Malaisie, travaille comme livreuse dans un restaurant avec le projet de partir étudier à Taïwan. Mais lorsqu'on lui dérobe ses économies, au lieu de se prostituer comme sa colocataire, elle entre au service de trafiquants d'êtres humains qui dépouillent les réfugiés rohingyas. Entre exploiter et être exploitée, Hui Ling a fait son choix. Reste que celui-ci sera difficile à assumer...

Point de vue limité, dialogues et contexte réduits au minimum, narration elliptique privilégiant l'atmosphère des scènes: les partis pris radicaux du cinéaste s'avèrent payants, jusqu'à mi-parcours. Puis avec l'apparition impromptue du titre (après une heure), *We, The Dead* bascule dans une quatrième dimension lynchienne qui laissera les spectateurs trop cartésiens sur le carreau – mais devrait séduire le public averti du Bellevaux à Lausanne, où ce film entêtant est projeté en exclusivité. MLR

Fable aquatique

«**La Forme de l'eau**» ► Maître du cinéma de genre ayant su imposer sa touche personnelle à Hollywood dans des productions comme *Blade II*, *Hellboy* ou *Pacific Rim*, Guillermo del Toro renoue avec une veine plus intimiste: celle du conte fantastique, de *L'Echine du diable* et du *Labyrinthe de Pan*, qui restent à nos yeux ses meilleurs films. Retour aux sources donc, avec *La Forme de l'eau* (*The Shape of Water*), variation sur le thème de *La Belle et la Bête* dans l'Amérique du début des années 1960. Femme de ménage dans un laboratoire secret du gouvernement, Elisa (Sally Hawkins) sympathise avec un fabuleux humanoïde amphibien, cousin de l'étrange créature du lac noir du film de Jack Arnold (1954) et du Abe Sapiens de *Hellboy*. Avec l'aide inopinée d'un espion russe (Michael Stuhlbarg), elle tentera de soustraire son amoureux écaillé à la cruauté du sinistre agent de sécurité Strickland (Michael Shannon)...

Pas seulement humaniste, la fable est clairement politique. Avec pour acolytes une collègue noire et un peintre homosexuel, la petite nettoyeuse muette s'oppose à l'Amérique raciste, belliqueuse et consumériste de l'époque – la guerre froide et la lutte pour les droits civiques en arrière-plan. Une Amérique blanche, autoritaire et machiste aussi, intolérante à toute forme d'altérité, qui fait écho à celle d'aujourd'hui. Le cinéaste mexicain célèbre ainsi les humbles et les exclus, les déclassés et les monstres meurtris, avec le talent visuel qu'on lui connaît: traversé par une mise en scène majestueusement fluide (forcément), l'univers humide et rétro du film évoque l'esthétique poétique de Jeunet et Caro (*La Cité des enfants perdus*), tandis que sa jeune héroïne ingénue et volontaire renvoie au *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*.

Avec un Lion d'or à la Mostra de Venise, deux Golden Globes et treize nominations aux Oscars, *La Forme de l'eau* serait-il le chef-d'œuvre incontestable de Guillermo del Toro? Pas tout à fait. Ce conte résolument naïf, au message transparent et stylisé à outrance, risque aussi de tenir à distance son public, empêché de s'immerger dans le premier degré du récit. On y perd du moins le trouble fondateur du fantastique qui caractérisait son fascinant *Labyrinthe de Pan*, toujours sur le fil entre réalisme et merveilleux. Un menu bémol, car le spectateur embarqué en ressortira ému aux larmes. MLR



Mohammad et Saleh Bakri, père et fils à la ville comme dans le troisième long métrage d'Annemarie Jacir.
TRIGON-FILM

Annemarie Jacir raconte les retrouvailles tragi-comiques entre un père et son fils pour dire la situation des Palestiniens en Israël

RETOUR À NAZARETH

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATHIEU LOEWER

«**Wajib**» ► Annemarie Jacir compte parmi les rares cinéastes palestiniens dont les films bénéficient d'une large audience internationale. Sans doute parce qu'elle pratique un cinéma d'auteur et de fiction où les destins individuels exposent la condition inextricable de tout un peuple. *Wajib* (*Devoir*) raconte ainsi le retour à Nazareth de Shadi, architecte expatrié à Rome, pour les noces de sa sœur Amal. Comme le veut la tradition locale du *wajib*, il accompagne son père Abu Shadi, instituteur divorcé, pour remettre chaque invitation en main propre.

Avec un humour inédit, la cinéaste orchestre leurs retrouvailles compliquées dans un road movie en circuit fermé qui est aussi un portrait de la ville, des tensions entre ses habitants comme entre les deux hommes – incarnés par Mohammad Bakri et son propre fils Saleh. Comme elle le dit si bien, ce sont «deux hommes brisés qui ressentent tous deux chagrin et colère, qui ont perdu leur famille et qui tentent de se retrouver, qui ont pris des décisions opposées et se demandent mutuellement un peu de respect». Rencontre à Locarno, où *Wajib* était

présenté l'été dernier en première mondiale dans la compétition internationale.

Pour bien comprendre *Wajib*, il faut connaître la situation particulière de Nazareth...

Annemarie Jacir: Oui, c'est là que se trouve la plus grande communauté palestinienne en Israël. C'est une grande ville qui ne peut pas se développer, un ghetto où les gens vivent les uns sur les autres. Il y a beaucoup de frustrations et de violence. La plupart des Palestiniens ne rencontrent pas de citoyens israéliens dans leur vie quotidienne, seulement les soldats aux checkpoints. Ces deux populations cohabitent à Nazareth, mais Israël considère sa minorité arabe comme une «menace démographique». Ce sont à la fois des ennemis de l'intérieur et des citoyens israéliens. Il s'agit donc d'une communauté à part, en raison de sa situation et dans sa manière de composer avec elle.

D'où certaines divergences de vues entre le père vivant à Nazareth et son fils exilé?

Jusqu'en 1966, les arabes israéliens ont vécu sous administration militaire: ils n'avaient pas le droit d'afficher le mot «Palestine», d'afficher les couleurs de leur drapeau, etc. Abu Shadi appartient à une génération qui

a intériorisé la peur de la répression, l'idée qu'il vaut mieux faire profil bas. Son poste d'instituteur dépend aussi de ses bonnes relations avec son collègue israélien Ronnie, un de ces inspecteurs qui surveillent ce qui est enseigné dans les écoles palestiniennes. Politiquement plus radical, Shadi revendique ses droits en tant que citoyen israélien et ne comprend pas pourquoi son père a invité Ronnie au mariage.

Interrogé plusieurs fois sur son retour au pays, Shadi étudie la question. Est-il tabou pour un Palestinien de préférer faire sa vie à l'étranger?

Non, de nombreux exilés affirment clairement qu'ils n'ont pas du tout envie de revenir s'installer en Israël/Palestine. Lors de la discussion après la projection de *Wajib*, le comédien Mohammad Bakri a dit qu'il espérait que ses enfants quittent ce pays où il n'y a aucun avenir pour eux. Son fils Saleh lui a répondu qu'il voulait rester. Ils ont eu un petit débat public à ce sujet...

Vous qui avez été interdite de séjour en Israël en 2007, après la sortie de votre premier long métrage *Le Sel de la mer*, quel est votre avis sur la question?

J'ai pu y revenir en 2015 et je vis aujourd'hui à Haïfa. Mais de-

puis que je suis devenue mère, je me demande où je dois élever ma fille... Ici, j'ai peur pour elle. Et je ne veux pas qu'elle se sente inférieure aux autres. Or c'est ce que le système israélien inculque aux citoyens arabes. La situation de la minorité palestinienne en Israël évoque celle des Afro-Américains aux Etats-Unis. Ils ont les mêmes droits sur le papier, mais pas dans les faits.

Les comédies sont volontiers tournées avec une photographie colorée. Pourquoi avez-vous opté au contraire pour une image très terne et brute?

Parce que je ne vois pas *Wajib* comme une comédie, plutôt comme un drame avec des éléments comiques. Je voulais disposer de la liberté de la fiction, mais que le film reste très réaliste – avec un aspect quasi documentaire, notamment en tournant caméra à l'épaule – pour qu'il ne soit pas d'emblée étiqueté comme une comédie. Je n'aime pas ce qui est trop évident. Mais après la réaction du public à Locarno, mon producteur m'a dit en rigolant: «Tu savais que tu avais réalisé une comédie?» J'avais rempli les formulaires d'inscription aux festivals en cochant la case «drame», désormais je mettrai une croix sous «comédie». (rires)

Il faut dire que l'humour de *Wajib* est sans doute très palestinien...

Oui, certainement. C'est un humour noir et laconique, un second degré plutôt discret. A la veille de la première projection, j'étais un peu anxieuse de savoir comment il avait été traduit. Me voilà rassurée: il semble que l'ironie soit universelle! Cela dit, le public arabe y sera plus sensible. Il y a d'ailleurs une blague qui ne fait pas rire tout le monde: quand Shadi et son père renversent un chien en voiture et paniquent parce que c'est un chien israélien...!

A l'affiche à Genève (Cinélux), Lausanne (Galeries) et Delémont (La Grange), aussi en mars à Bévillard (me 14 et je 15), Tramelan (sa 17 et ma 20), La Neuveville (ma 20 et di 25), Festival du Sud à La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel (du 20 au 27 mars), puis à Versoix (21 avril) et Chexbres (1^{er} et 2 mai).

GUERRE PSYCHOLOGIQUE EN PALESTINE

A l'affiche pour quelques séances seulement, *Derrière les fronts - Résistances & résiliences en Palestine* constitue un complément de programme idéal à *Wajib* d'Annemarie Jacir – comme aux films de Raed Andoni (*Fix Me, Ghost Hunting*). La Française Alexandra Dols y suit la docteure Samah Jabr, psychiatre et psychologue palestinienne, auteure de chroniques consacrées aux répercussions psychologiques de l'occupation israélienne. Plus politique que médical dans son approche, ce documentaire édifiant se soucie moins de documenter des cas cliniques que d'examiner la mécanique du système oppressif à l'origine du mal.

Si elle aborde le traumatisme de la Nakba ou les séquelles de la torture (40% de la population masculine est passée par la case prison), la cinéaste décrit avant tout une guerre psychologique et son arsenal répressif déshumanisant, destiné à briser

toute velléité de résistance: restrictions des libertés fondamentales, harcèlement militaire et humiliations quotidiennes aux check-points, populations déplacées, etc. Avec les conséquences psychologiques qui en résultent: dépression, désensibilisation à la violence, aliénation et comportements suicidaires. La psychiatre Samah Jabr se bat sur ce front-là, avec pour seule arme le *sumud*. Soit un esprit de résistance à toute épreuve, «une culture de résilience orientée vers l'action contre l'oppression» – à l'image des récentes grèves de la faim des prisonniers palestiniens. MLR

Séances en présence de la réalisatrice et du Dr Samah Jabr, di 4 mars à 19h au Spoutnik à Genève et lu 5 à 20h au Cinéma Oblò à Lausanne. Reprise jusqu'au je 15 au Spoutnik, qui propose par ailleurs *Moudjahidate* d'Alexandra Dols, documentaire sur l'engagement des femmes dans les luttes pour l'indépendance en Algérie. www.spoutnik.info

Durant l'hiver 2011-2012, Roman Sentshine prend le pouls de la contestation à travers le regard de sa fille Dacha. Saisissant TOURBILLONS MOSCOVITES



Le 26 février 2012, des dizaines de milliers de personnes défilent à Moscou avec des rubans blancs pour protester contre les fraudes des législatives et demander des élections présidentielles honnêtes. KEYSTONE

ANNE PITTELOUD

Russie ▶ Le premier tour des élections présidentielles russes a lieu le 18 mars prochain. Selon toute probabilité, Vladimir Poutine devrait être reconduit à son poste. Il y a six ans, le 4 mars 2012, la population faisait face au même cas de figure – Poutine succédait sans surprise à Dmitri Medvedev, après avoir déjà régné entre 2000 et 2008. Que voulons-nous? Peut-on changer le cours des choses? Où va la Russie? Les questions que se posait Roman Sentshine à l'hiver 2011-2012, alors que l'opposition, en ébullition, dénonçait un vote truqué et descendait massivement dans la rue, restent d'une brûlante actualité. Écrit à chaud après les événements et tout juste paru en français chez Noir sur Blanc, *Qu'est-ce que vous voulez?* prend le pouls de la contestation et du vent d'espoir qui se leva alors dans la capitale.

Considéré comme l'un des représentants du nouveau réalisme russe, l'auteur des *Eltychev* et de *La Zone d'inondation* (Ed. Noir sur Blanc, 2013 et 2016) nous ouvre ici les portes de son foyer moscovite, où il se met en scène comme personnage secondaire. Car c'est à tra-

vers le regard de sa fille Dacha, 14 ans, qu'on plonge dans cet hiver mouvementé.

Sentiment d'oppression

La famille vit dans un appartement exigu, en haut d'une tour de seize étages, où la chambre de Dacha et le bureau de son père ont dû être aménagés dans les loggias rénovées; de Moscou, immense et dangereuse, les deux sœurs ne connaissent que quelques lieux, naviguant entre 2000 et 2008. Que voulons-nous? Peut-on changer le cours des choses? Où va la Russie? Les questions que se posait Roman Sentshine à l'hiver 2011-2012, alors que l'opposition, en ébullition, dénonçait un vote truqué et descendait massivement dans la rue, restent d'une brûlante actualité. Écrit à chaud après les événements et tout juste paru en français chez Noir sur Blanc, *Qu'est-ce que vous voulez?* prend le pouls de la contestation et du vent d'espoir qui se leva alors dans la capitale.

Tout juste sortie de l'enfance et du monde enchanté d'*Harry Potter*, la jeune fille en quête de repères cherche des clés de compréhension auprès de ses parents. Mais ceux-ci sont incapables de lui donner une explication claire et rassurante du monde. Leurs incessantes discussions politiques sont pour elle source d'angoisse et de confusion, contredisant souvent ce qu'elle a lu sur internet ou dans ses manuels scolaires. Comment décrypter la réalité si toutes les sources ne sont pas d'accord? Où est la vérité, dans

ce monde divisé entre pro et anti-Poutine?

Dacha, comme le lecteur, sont pris dans un tourbillon de questions politiques, où l'on croise aussi bien les Pussy Riots que les opposants Boris Nemtsov ou Alexeï Navalny. L'art de Roman Sentshine est de rendre ces discours passionnants: les interrogations de Dacha alternent avec des dialogues enlevés, dans une étourdissante polyphonie où les voix des parents et de leurs amis se mêlent à celles de la radio et de la télévision. Sens du détail et de la nuance, prose sans temps morts et humour – il en faut, du recul, à mettre ainsi en scène son quotidien prosaïque – instillent dynamisme et fraîcheur à la gravité du sujet.

Où est la vérité, dans ce monde divisé entre pro et anti-Poutine?

Tout comme le décalage que permet le regard de Dacha. Sentshine et sa famille deviennent de véritables personnages, saisis à travers le chemi-

nement intime de l'adolescente, dans un étonnant exercice de distanciation. Mais s'agit-il réellement d'eux? A un moment, Dacha est troublée par les déclarations de Roman, personnage d'un livre de son père écrit à la première personne. Est-il vraiment si cynique, si «dénué de spiritualité»? La fiction imite parfois le documentaire, lui répond-il. «Pour influencer plus fortement le lecteur. (...) Je voulais que les gens se réveillent, sentent que nous allions droit à la catastrophe», explique-t-il à une Dacha peu convaincue. On est en droit de douter de la transparence affichée du livre...

Un constat d'échec

Les propos de Sentshine sur l'immigration ressortent-ils de cette prise de distance autocritique? Le doute demeure, et la traductrice Maud Mabillard confie dans sa préface avoir hésité à traduire le livre pour cette raison: selon le couple Sentshine, la Russie est aussi menacée par l'immigration, par ces flots de travailleurs venus d'Asie centrale et du Caucase qui errent «en troupeau» dans les rues... Et de s'inquiéter du déclin des naissances russes au profit d'autres ethnies – des informations que Dacha peine à vérifier et qui la font douter. Que signifie être russe, au fond? Roman Sentshine lui-même est né en 1971 dans la république de Touva, en Sibérie, avant d'émigrer avec sa famille près de Krasnoïarsk, dans une grande précarité; il étudiera ensuite à l'Institut littéraire de Moscou, où il vit donc en immigré. Reste que ce discours de rejet questionne.

Au final, submergée par une réalité plate et déprimante, violente et sans issue, Dacha n'en peut plus. Son désarroi sonne comme un constat d'échec. Quelle espérance offrir à nos enfants? Une nouvelle révolution est-elle possible? Ces questions traversent en filigrane *Qu'est-ce que vous voulez?*, tableau unique des manifestations de 2012 et portrait d'une génération qui a échoué à transformer la société. I

Roman Sentshine, *Qu'est-ce que vous voulez?*, tr. du russe par Maud Mabillard, Ed. Noir sur Blanc, 2018, 228 pp.

Ce que raconte le virus Ebola



Roman ▶ La romancière franco-ivoirienne Véronique Tadjo signe, avec *En compagnie des hommes*, un roman hybride, à la fois historique, post-traumatique, social, sanitaire et salutaire. Il y est question du bilan de

la pandémie Ebola sous la forme d'une méditation globale sur la cohabitation homme-nature.

Tout commença, dit l'incipit, par «deux enfants espiègles dans un village à la lisière de la forêt», qui ramenèrent deux

chauves-souris dans leur case ronde aux murs de terre. Assaisonné de piments et d'épices, rôti et dévoré, ce festin s'avéra funeste: ils moururent un mois plus tard, laissant germer en eux et se diffuser l'épouvantable virus dans un pays qu'on devine être la Guinée. Ainsi naquit Ebola dont l'odyssée tragique nous est contée par une romancière thaumatourge.

Elle convoque sous une plume alerte, au scalpel, une humanité intégrale fusionnant hommes, végétaux et animaux. Chacun y livre, comme dans une thérapie de groupe, le poids des rancœurs ou des douleurs de son espèce. Puisque c'est de la forêt qu'a surgi le malheur, il revient au monumental baobab d'ouvrir les débats et les confessions. C'est en procureur qu'il s'écrie et accuse: «Les hommes d'aujourd'hui se croient tout permis. (...) Aveugles aux souffrances qu'ils infligent, ils sont muets devant leur propre indifférence.» En symbole oublié de la sagesse, le baobab s'épanche, nostalgique de

l'époque où des conciliabules, organisés sous son bienveillant feuillage, l'avaient institué «arbre à palabres» pour remédier aux maux qui secouaient la terre.

Sous les affres d'Ebola brisant les vies africaines, Tadjo constate: «L'histoire d'Ebola est entrecoupée de spéculations, de questionnements, de réponses incomplètes et d'hypothèses variées.» Elle donne la parole à la chauve-souris incriminée, mais aussi aux «divins» biologistes, médecins, soignants, ONG et autres pulvérisateurs du virus engoncés dans leurs combinaisons pas toujours étanches et versant du chlore sur les corps éteints. Pour l'écrivaine, la cupidité des laboratoires, l'effacement des politiques et la corruption sont les alliés objectifs d'un virus qui déclare, lucide ou narquois: «Ce n'est pas de moi dont les hommes devraient avoir le plus peur. Ils devraient avoir peur d'eux-mêmes!» EUGÈNE ÉBODÉ

Véronique Tadjo, *En compagnie des hommes*, Don Quichotte Editions, 2017, pp. 169.

PARTENARIAT

**MARS
AVRIL
2018**

PROGRAMME

ME 07/03 – 20H30
AL DI MEOLA & F. BECCALOSI (US)
+ **M. MICHEL & H. KÄNZIG (CH)**
PRESTIGE ARTISTS – WWW.PRESTIGEARTISTS.CH

VE 16/03 – 20H
LEMANIC MODERN ENSEMBLE
FESTIVAL ARCHIPEL – WWW.ARCHIPEL.ORG

SA 17/03 – 20H
MAUDITE SOIT LA GUERRE
+ **METROPOLIS**
(CINÉ-CONCERT) FESTIVAL ARCHIPEL – WWW.ARCHIPEL.ORG

DI 18/03 – 15H
SALONS DE MUSIQUE
FESTIVAL ARCHIPEL – WWW.ARCHIPEL.ORG

LU 19/03 – 20H
JULIETTE (F) + MIZE (CH)
FESTIVAL VOIX DE FÊTE – WWW.VOIXDEFETE.COM

MA 20/03 – 20H
ALBIN DE LA SIMONE
+ **RODOLPHE BURGER + CLARA LUCIANI (F)**
FESTIVAL VOIX DE FÊTE – WWW.VOIXDEFETE.COM

ME 21/03 – 20H
UN ITALIEN A PARIS GENNARO CANNACCIUOLO (IT)
(HOMMAGE À YVES MONTAND) FESTIVAL VOIX DE FÊTE – WWW.VOIXDEFETE.COM

SA 24/03 – 21H
BACK INTO NOTHINGNESS
FESTIVAL ARCHIPEL – WWW.ARCHIPEL.ORG

VE 13/04 – 20H
PIERRE LAPOINTE (CA) + TIM DUP (F)
FESTIVAL VOIX DE FÊTE – WWW.VOIXDEFETE.COM

SA 14/04 – 20H
SEKOUBA BAMBINO (GN)
FESTIVAL COULEUR CAFE – WWW.COULEURCAFE.CH

MA 17/04 – 20H
SUR LE SEUIL
CONTRECHAMPS – WWW.CONTRECHAMPS.CH

JE 19/04 – 20H
JAZZ MEETS CLASSIC ROBY LAKATOS (HU)
+ **ADDISON FREI (US)**
MENUHIN COMPETITION – WWW.MENUHINCOMPETITION.ORG

JE 26/04 – 20H
VIVA AMERICA LATINA AVEC LE CHŒUR DES COLLÈGES ROUSSEAU & CHAVANNE
FANFARÉDULOUPE ORCHESTRA – WWW.FANFARÉDULOUPE-ORCHESTRA.CH

LE PRO
GRAMME
.CH

LE COURRIER
WEEK-END

UN
PARTENARIAT
VILLE DE GENÈVE

OUVERTURE CAISSES & BAR 1 HEURE AVANT LES CONCERTS
BILLETTERIE ET INFORMATIONS SUR LES SITES DES ORGANISATEURS

10 RUE DE LA RÔTISSERIE — 1204 GENÈVE
WWW.ALHAMBRA-GENEVE.CH

f t i

LA RÉBELLION PAR LE CHANT

MÉLISSA LAVEAUX Sur son troisième opus, elle renoue avec ses racines haïtiennes en douze chansons explosives. Rencontre avec une des découvertes du prochain Cully Jazz Festival.

ELISABETH STOUDMANN

Musique ▶ «Renouer avec ses racines est libérateur. Soudain, j'ai compris ma façon de jouer. J'ai compris tout ce qui m'avait été transmis de manière subliminale. J'ai compris où je voulais aller avec ma musique. Jusque-là, j'avais toujours accepté les propositions. Cette fois, je me suis dit: pourquoi ne pas être celle qui décide? Pourquoi ne pas faire les choses de façon plus active?»

Voilà plus de deux semaines que *Radio Siwèl*, le nouvel album de Mélissa Laveaux, tourne en boucle dans notre lecteur CD. C'est sans doute cette force, entre enracinement et projection, qui lui donne sa haute teneur addictive. Ces nouvelles chansons vous trottent dans la tête, vous habitent, vous dynamisent et constituent un véritable antidote à la routine, à la résignation, au fatalisme.

Voyages à Haïti

Le premier concert de la nouvelle tournée de cette chanteuse canadienne d'origine haïtienne a eu lieu au Moods, à Zurich, le 17 février. Impossible de le manquer. En ce samedi après-midi hivernal, sur la scène du plus prestigieux club de jazz de Suisse, Mélissa Laveaux fait sa balance. Sa présence chaleureuse, son look décontracté, ses tresses afro et sa voix qu'on dirait habitée de plusieurs personnalités occupent peu à peu tout l'espace. A ses côtés, un batteur et un bassiste balancent les rythmes à

tout va: rock'n'roll, folk, musique de carnaval, vaudou...

Un peu plus tard, à l'étagé, la jeune femme se confie, posée et joyeuse. «Je voulais reprendre depuis longtemps des chansons de Martha Jean-Claude, une chanteuse-compositrice haïtienne contestataire des années cinquante. Mais je voyais plutôt ça comme un projet de fin de carrière. En allant à Haïti, je me suis rendu compte que Martha Jean-Claude reprenait des chansons en rapport avec l'occupation américaine de l'île, de 1914 à 1934, une période de l'histoire que je ne connaissais pas.»

Interpellée par cette force de résistance, Mélissa Laveaux, qui n'était auparavant venue qu'une seule fois en vacances à Haïti, s'est plongée dans ce répertoire avec passion, récupérant des partitions, des textes, des enregistrements. Pour exprimer leur mécontentement, les Haïtiens d'alors avaient recours aux figures allégoriques et aux textes métaphoriques issus du répertoire traditionnel ou folklorique. «Le simple choix de la chanson était un message en soi. Cette période de création artistique m'a aussi intéressée car j'y voyais un parallèle avec notre époque d'instabilité, l'inquiétude qu'on peut ressentir quant à notre avenir et celui de la planète. Il y a la menace de super-pouvoirs géopolitiques comme celui de Trump aux États-Unis. On peut résister par la guérilla, mais aussi par la plume, par la musique, l'action artistique.»

Cette relecture, Mélissa Laveaux l'a menée à sa manière, se reconnectant à l'esprit des chansons plutôt qu'aux arrangements de l'époque. C'est évident sur le très rock «Nibo», dédié au Dieu haïtien du même nom. «La divinité Nibo représente la rébellion dans le panthéon du vaudou haïtien. C'est aussi le seul dieu 100% haïtien, le seul qui ne vienne pas d'Afrique. Je me l'imagine comme un dandy un peu clochard, très moqueur. C'est quelqu'un qui dérange.»

Famille pieuse

Le compositeur et musicien classique haïtien Ludovic Lamothe (1882-1953) a écrit ce morceau au piano après le départ des Américains, au moment du carnaval. «J'imaginais une énorme catharsis, le soulagement collectif. Impossible donc de faire de ce morceau une petite ballade toute simple. Le carnaval, c'est fort, c'est violent, c'est explosif, c'est la jouissance!»

Mélissa Laveaux vient pourtant d'une famille catholique, très pieuse. Ses deux parents sont professeurs et a priori peu ouverts aux cultes vaudous. «Le catholicisme a ses saints, le vaudou a ses divinités. J'ai une fascination pour toutes les religions du monde et surtout pour les mythologies. La mythologie c'est la poésie. La sensualité dans les religions m'attire. Les psaumes ne sont rien d'autre que des chansons d'amour, que je trouve très érotiques. On peut prendre beaucoup de plaisir à



Mélissa Laveaux: «Renouer avec ses racines est libérateur.» DR

lire la Bible. L'amour y est solennel, mais aussi assez sensuel. On retrouve cet aspect dans le vaudou: une communion avec les divinités qui relève du sensuel. J'ai étudié l'anthropologie, la sociologie et la philosophie appliquée. Le vaudou, en tant qu'outil social pour tenir le coup d'une occupation, je trouve ça fascinant. Il y a une beauté extrême dans le rituel.»

Raconteuse d'histoires

Le repas avalé, sa tenue de scène soigneusement sélectionnée parmi les nombreuses qu'elle a emmenées dans ses bagages, Mélissa Laveaux fait son entrée sur la scène du Moods dans une robe rouge délicieusement rétro, et part immédiatement à la conquête de l'auditoire avec humour: «C'est le premier concert avec ce nouveau répertoire et c'est la première fois que je porte des talons hauts depuis huit ans. De petits accidents pendant le show ne sont donc pas ex-

clus...» Mélissa Laveaux est une raconteuse d'histoires. Autant le livret de son disque ne dévoile rien de son répertoire et de sa démarche, autant elle est loquace sur scène, où elle explique ses chansons. Haïti, son enfance, son arrivée à Paris il y a dix ans...

C'est dans la capitale française qu'elle s'est acoquinée avec trois musiciens éclectiques, rassemblés un temps sous le nom des Jazzbastards aux côtés d'Oxmo Puccino et aujourd'hui dans le collectif A.L.B.E.R.T: Vincent Taeger à la batterie, Ludovic Bruni à la guitare, Vincent Taurelle aux claviers. Avec eux, elle a déjà publié son précédent enregistrement *Dying is a Wild Night*, constitué de compositions originales principalement chantées en anglais. Pour *Radio Siwèl*, elle s'est adjoint en plus les services du guitariste et joueur de *tres* (guitare caribéenne) Drew Gonsalves, également actif au

sein du groupe Kobo Town et aux côtés de Calypso Rose.

Du jeu de guitares aux timbres différents, de ses arrangements étonnants à son chant en créole, Mélissa Laveaux affirme une personnalité musicale et artistique enthousiasmante. On a envie de chanter avec elle sur «Tolalito», de se déhancher sur «Jolibwa». «À l'époque les groupes qui jouaient ces chansons s'appelaient *banda siwèl*. C'étaient des orchestres ambulants, des mariachi haïtiens. Moi, je ne joue pas ces chansons de façon traditionnelle, ma démarche s'apparente plutôt à celle d'une radio. J'aime l'idée de transmission qui va avec la radio et aussi l'idée que, quand la transmission lâche, je remplis et je comble avec des petites perles d'invention.»

Mélissa Laveaux, *Radio Siwèl*, No Format, distr. Musikvertrieb.

En concert au Cully Jazz Festival, di 15 avril à 19h30. www.cullyjazz.ch

